

Diasporiques

n° 31

Septembre 2004

Dans ce numéro



Bruno Schulz : livre,
texte, exposition

Entretien avec Joseph Minc, jeune
militant de 96 ans... (page 4)

L'antique
calendrier juif
indique qu'au soir
du 15 septembre
nous sommes
entrés dans l'an
5765 depuis la
création du Monde.

Diasporiques
vous souhaite une
année de
paix



Le sommaire est en page 2

Diasporiques est une revue trimestrielle.

Prix au numéro : 5,50 Euros. Conditions d'abonnement : voir page 2



Sommaire

Éditorial : Ne pas perdre de vue l'essentiel	3
Entretien : Joseph Minc	4
Actualité	
Lutter contre l'antisémitisme : stratégies communautaires ou réactions universalistes ?	10
Lutter contre l'antisémitisme : dans quel pays vivons-nous ?	11
Pourquoi j'ai signé le Manifeste (des musulmans laïques)	13
Vers l'universel	14
Un mot sur la Constitution européenne	15
Lettres des lecteurs	16
Culture :	
Livres	18
Cuisine : Hanouka	29
Arts : Le peintre Michèle Katz	30
Musique : Jean-François Zygel	32
Textes :	
Voyage en Hongrie 2004	34
Le Génocide des Juifs de Hongrie	38
Se souvenir de Pierre Mendès France	40
Les fresques de Bruno Schulz	43
Joseph Roth, Juif errant	45
Reportage : Impressions de Los Angeles	48
Mémoire :	
Travail de mémoire à Lacaune (Tarn)	50
La mémoire juive de Vilnius	51
Brèves internationales et hexagonales	52
Convivialité : aphorismes et mots croisés	54
Vie du Cercle	56

★ ★ ★ ★ ★

Nos sites web :

www.diasporiques.org
et
www.cercle-gaston-cremieux.org

Diasporiques est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Martine Kis, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez, Dorothee Rousset, Georges Wajs, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus Etienne Brunswic, Richard Marienstras, Freddy Spira.

Correspondants : Nelly Furman : États-Unis. Carol Mann : Bosnie, Afghanistan et ailleurs. Johannes Gielge : Autriche. Claude Rosenkovitch : Jérusalem. Henri Sobowiec : délégué à la Galicie septentrionale. Martine Kis : veille en Hongrie. Harry Carasso : veille en Roumanie.

Délégués régionaux : Muriel Klein : Alsace. Jean-Marc Izrine : Toulouse. Samuel Ghiles Meilhac : Grenoble.

Relations extérieures : tout le monde !

Père Joseph du rédacteur en chef : Berthe Burko-Falcman. **Notre Curnonsky** : Sylvie Kuczynski-Lévy.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.*

Mise en page : François Lévy.

Corrections : Antoinette Weil.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37).

N° ISSN 1276 4248.

N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par Diasporiques n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Conditions d'abonnement : prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros. Abonnement de soutien : 30 euros ou plus.

Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque libellé à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : François Lévy, 2 avenue Jeanne, 95600 Eaubonne.

Belgique : virement à effectuer auprès de Henri Liebermann, compte n° 750-9064356-58, mention : « Diasporiques »

Suisse : virement à effectuer auprès de Massimo Sandri, banque cantonale vaudoise, n° 5006.66.86, Lausanne, mention : « Diasporiques »

Autres pays étrangers : virement à faire au compte du Cercle Gaston-Crémieux :

IBAN Code banque Code guichet N° de compte Clé Rib
FR53 30041 00001 1070730T020 78

Et faites-nous part de votre adresse électronique si vous en avez ou avez acquis une et si nous ne la connaissons pas. Il suffit pour cela d'envoyer un courriel à

postmaster@cercle-gaston-cremieux.org

Cela nous facilitera les contacts avec vous. Merci !

Ne pas perdre de vue l'essentiel

La revendication des ravisseurs des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot¹ – l'abrogation de la loi française sur les signes religieux ostensibles – n'a évidemment et heureusement pas été satisfaite. Il est même probable qu'elle a contribué à une gestion apaisée de la rentrée scolaire dans notre pays, les musulmans qui auraient pu être tentés de défier la loi ayant manifestement compris dans leur immense majorité que ce n'était pas vraiment le moment de le faire. Nous ne pouvons, quant à nous, que nous satisfaire de cette évolution. Que nous ayons exprimé plus que des réserves vis-à-vis de cette loi lorsqu'elle était à l'état de projet ne nous empêche pas, en tant que républicains et que démocrates, de nous plier à la règle commune qu'elle institue désormais et de souhaiter qu'elle soit pleinement respectée. Mais cette discipline ne saurait être passive. Nous continuerons à dénoncer le paradoxe consistant à protéger le « sanctuaire » de l'école aux dépens même de l'intérêt des élèves qui finiront par en être exclues. Nous continuerons à condamner l'hypocrisie consistant à accepter comme relevant des libertés individuelles et collectives le port d'un voile dans la rue tout en considérant qu'il s'agit, au sein des établissements publics d'enseignement (mais pas nécessairement ailleurs !), d'une odieuse discrimination sexiste. Nous continuerons à souhaiter qu'on cesse de mettre si fortement en relief les quelques situations conflictuelles qui ne manqueront pas encore de se produire et, en fin de compte, nous continuerons à demander qu'on laisse du temps au temps, comme il eût été sage de le faire depuis le début de l'affaire du voile.

Quant à la résurgence de l'idée d'introduire deux fêtes religieuses de plus dans le calendrier des jours fériés (une idée que l'on croyait abandonnée et qui est soudain réapparue à l'occasion de la rentrée scolaire et de la mise en œuvre de la loi), nous préférons la considérer comme une désolante tentative de compenser le caractère discriminant de la loi « sur le voile », ainsi que chacun a (légitimement) tendance à l'appeler, que comme un réel projet gouvernemental. Et nous serions affligés qu'une fois encore les Juifs soient utilisés comme contrepoids à des mesures en fait essentiellement conçues par référence à l'islam (Kippour équilibrant l'Aïd comme la kippa le voile...).

¹ À l'heure où sont écrites ces lignes, nul ne sait si et quand ils retrouveront la liberté. Qu'ils ne soient plus à la une des journaux n'atténue pas la lourde inquiétude que l'on éprouve à leur égard.

Il est vrai que six des onze fêtes de la République sont d'origine chrétienne (Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, la Toussaint, Noël) ou même uniquement catholique (l'Assomption), cinq seulement d'essence laïque (le nouvel an, le 1^{er} Mai, les célébrations du 8 Mai et du 11 Novembre, la fête nationale). Mais il est incontestable aussi que, pour la plupart d'entre elles, les premières ont largement perdu de leur dimension religieuse aux yeux de l'immense majorité de nos concitoyens. Ajouter maintenant deux fêtes éminemment culturelles aurait le double inconvénient de créer une inadmissible discrimination entre chrétiens, musulmans ou juifs d'une part et adeptes de religions différentes de l'autre et, plus encore, de restaurer implicitement la dimension religieuse de fêtes chrétiennes désormais mises *de facto* en partage. Serait-ce vraiment là jouer le jeu de la laïcité ? Si l'on tient à changer le calendrier des jours fériés pour mieux tenir compte de la diversité culturelle et culturelle de la population, pourquoi ne pas réduire tout simplement le nombre des jours « communs » – en prenant appui sur les fêtes laïques et sur les fêtes religieuses les plus laïcisées (Noël et Pâques sans doute) – et mettre à disposition de chacun de nos concitoyens quelques jours au choix (bien évidemment sans augmentation du nombre total de jours fériés). Une telle option permettrait à chaque culte et à chaque culture de célébrer ses événements fondateurs, dans le plein respect des autres.

On aimerait que le monde n'ait pas d'autres problèmes à résoudre que celui qui vient d'être évoqué. Comme tel n'est manifestement pas le cas, espérons infondées nos craintes de voir cette question renaître aujourd'hui de ses cendres.

La reconnaissance mutuelle de l'égale dignité des cultures est un objectif d'une toute autre ampleur. Elle suppose une volonté réciproque d'y parvenir. De ce point de vue, nous saluons en particulier et avec joie l'émergence de courants authentiquement laïques et qui se proclament tels au sein du monde musulman. Ce n'est qu'en travaillant ensemble à mieux comprendre ce qui fonde aujourd'hui les réactions de rejet de l'Autre – réactions dont aucune culture ne peut se considérer comme épargnée – que nous parviendrons à mieux lutter contre leurs manifestations violentes (les passages à l'acte) mais aussi contre leurs effets pernicieux sur les consciences. C'est ainsi que nous pourrions contribuer de la façon la plus efficace à la lutte contre l'antisémitisme mais aussi contre toutes les formes de racisme ou de discrimination. ■

« Ce n'est pas par la religion que je me sens juif, mais par la culture »

Lors d'un récent passage à Paris, notre correspondant à Jérusalem, Claude Rosenkovitch, a apporté à Joseph Minc – le père d'Alain Minc – des photos de sa famille en Israël. Fasciné par la personnalité exceptionnelle de cet homme de 96 ans, Claude nous a suggéré d'avoir un entretien avec lui. Joseph Minc en a aussitôt accepté le principe, ce dont nous lui sommes très reconnaissants. Voici la transcription des propos échangés lors de cette rencontre. Il est recommandé d'essayer d'imaginer Joseph Minc répondant à nos questions dans un français irréprochable et en même temps teinté de ce merveilleux accent yiddish que trois-quarts de siècle passés en France n'ont heureusement pas le moins du monde effacé...

Joseph Minc, chirurgien-dentiste, militant communiste pendant un demi-siècle, juif et humaniste



Photo P. Lazar

Une vie « ordinaire » extraordinaire

Diasporiques : Joseph Minc, vous avez récemment publié à compte d'auteur – c'était en 2002, vous n'aviez encore que 94 ans ! – un livre fascinant : « *L'extraordinaire histoire de ma vie ordinaire* ». Nos lecteurs peuvent-ils se le procurer ?

Joseph Minc : Non, il n'est malheureusement pas en vente... Mais on peut le trouver à la bibliothèque de la rue du Temple et aussi au Centre de documentation juive contemporaine.

D. : C'est un très beau livre, très émouvant...

J.M. : Un siècle de vie ! Presque un siècle de vie, qui commence en 1908 à Brest-Litovsk, une ville alors dans l'empire russe avant de devenir polonaise après l'occupation allemande de 1914-1918... J'ai connu beaucoup de gens au cours ma longue vie... Begin père entre autres. On se bagarrait entre jeunes ! Il était le *maggid*¹ de la grande

¹ Prédicateur

synagogue de Brest-Litovsk et il courait derrière nous en nous menaçant avec sa canne !

D. : Pourquoi ?

J.M. : Parce qu'on faisait des choses qu'il ne fallait pas faire ! (rire)

D. : Par exemple ?

J.M. : Eh bien, par exemple, on entrait tête nue dans la synagogue, ou encore on y lançait des tracts de propagande...

D. : Vous avez connu beaucoup de pays aussi...

J.M. : Je suis né Russe, devenu Polonais ensuite, et puis Français, mais seulement après la Seconde Guerre mondiale.

D. : Vous avez perdu très tôt votre mère ?

J.M. : Oui, elle est morte en couches quand j'avais dix ans. Vous savez, à

cette époque, il n'y avait pas d'antibiotiques...

D. : Vous étiez encore à Brest-Litovsk ?

J.M. : Non, nous en avons été expulsés ; nous étions alors réfugiés à Biala-Podlaska, en Pologne. La ville est restée polonaise après la guerre, alors que Brest-Litovsk a été restituée à la Biélorussie...

D. : La plupart des gens naissent, vivent et meurent dans le même pays, mais vous, vous avez vraiment été ballotté par l'histoire... Malgré le titre de votre livre, votre vie n'a pas été si « ordinaire » que cela !

J.M. : Ma vie de tous les jours a été, comme celle de tout un chacun, banale. Mais elle a été marquée de passages sortant vraiment de l'ordinaire ! Et, comme vous le voyez, je vieillis maintenant de façon ordinaire...

D. : Ordinaire ? Avec tout ce que vous faites à 96 ans ! C'est vrai que ce qui compte dans la vie, c'est la façon de ressentir les choses. Ainsi l'âge est en partie irréel...



J.M. : Moi, je ne me rends pas du tout compte de mon âge. Je suis étonné d'avoir cet âge, mais je n'en prends réellement conscience qu'en voyant que j'ai perdu presque tous mes amis et amies. Ils et elles sont partis...

D. : C'est un des passages les plus poignants de votre livre que celui où, vers la fin de l'ouvrage, vous parlez sobrement, en un court chapitre, de tous ceux qui, comme vous le dites, sont « partis ». L'accumulation de leurs noms ne laisse pas de bouleverser.

J.M. : C'étaient mes amis intimes. À mon âge, je suis resté presque tout seul. J'ai encore deux amis, l'un qui a dix ans de moins que moi, et l'autre quatre. Ce dernier a malheureusement un Parkinson. Je l'emmène tous les quinze jours au restaurant mais il faut que je le tire par les bras pour le faire sortir de chez lui. Vous savez, je suis le seul à encore m'occuper de lui, à venir le voir. Et pendant quelques heures il est heureux...

D. : Vos enfants, vous les voyez, eux, régulièrement ?

J.M. : Bien sûr ! Ma fille et mon fils sortent d'ici. Ils viennent souvent manger chez moi, et c'est moi qui fais la cuisine...

D. : Qu'est-ce que vous faites comme cuisine ? Russe, polonaise ou française ?

J.M. : Surtout française ! Un peu juive aussi ! (sourire)

D. : Quoi de juif ?

J.M. : Je sais faire le *gehackte leber*², je sais faire des *kneïdleh*³, des *boulettes*⁴ – oui, je sais faire les boulettes ! – et aussi une soupe juive...

D. : Quelle soupe ?

² Foies de volailles frits avec des oignons et hachés menu.

³ Boulettes de farine de pain azyme et de graisse d'oie, cuites dans un bouillon de poulet.

⁴ Boulettes de viande hachée, oignons et pain trempé, frites dans de la graisse d'oie.

J.M. : Il faut faire bouillir le poulet avec trois ou quatre légumes. Alors vous avez le jus du poulet, avec le gras, c'est très bon, on y ajoute des petites pâtes qu'on achète chez le boulanger juif...

D. : Vous l'appellez comment, cette soupe ?

J.M. : *Yoech* ! Ça veut dire soupe !

D. : Soupe ! Bouillon au poulet donc...

J.M. : C'est en yiddish ! Je connais très bien le yiddish ! Il y a deux ans j'ai traduit une comédie du yiddish au français, qu'on a jouée à la Vieille Grille à Paris, près de la Mutualité. C'était une pièce de Goldin, le grand dramaturge yiddish, écrite il y a quelque cent vingt ans : *L'homme, Dieu et le Diable*. Je l'avais vue, moi, cette pièce, à l'âge de quinze ou seize ans... La directrice de ce théâtre avait décidé de faire une soirée en mémoire de Kafka. Kafka aimait beaucoup le théâtre yiddish, la comédie en particulier. Et c'est pour cela que la directrice voulait donner un extrait d'une comédie juive de l'époque. Un ami me recommande à elle. Elle m'apporte la pièce, en yiddish, et me demande d'en établir un extrait. Je lis la pièce et je lui dis que pour faire quelque chose de valable en la matière, il faut que je commence par traduire le tout ! Ce que je fais. Et finalement c'est elle qui choisit les extraits mis en scène. La pièce est donnée en décembre 2002, et, ma foi, très bien interprétée !

Traces d'un monde englouti

D. : Un fort bon début de carrière de traducteur, en somme, à 94 ans... Et votre livre, comment l'avez-vous écrit ? Vous aviez des notes, un cahier-journal, seulement votre mémoire ?

J.M. : Rien, seulement ma mémoire, qui est heureusement très bonne ! J'ai commencé par enregistrer mes souvenirs, j'ai raconté, raconté encore, assis là, dans ce fauteuil. Il était alors dans ma maison de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, que j'ai depuis lors

vendue. Mais j'ai gardé le fauteuil ! C'est là que j'allais tous les week-ends lorsque j'ai pris ma retraite, à 70 ans. Comme j'avais commencé à travailler à l'âge de 14 ans, j'avais largement dépassé les fameux quarante ans ! Les années ont passé. Des amis ne cessaient de me dire : « *Joseph, Joseph, ce n'est pas possible que tu ne laisses rien derrière toi, que tu n'écrives pas tes mémoires, que tu ne laisses aux tiens et à tes amis aucune trace des épisodes extraordinaires de ta vie* ». Ils ont insisté, insisté pendant des mois, et j'ai fini par céder !

D. : Comment avez-vous fait, concrètement ?

J.M. : J'ai enregistré une bonne dizaine de cassettes. Nous étions en 1989. C'est alors que le Mur est tombé, que les Pays de l'Est se sont disloqués, l'un après l'autre : l'URSS, la Hongrie, la Bulgarie, etc. Tout ce système s'est écroulé... Alors je me suis demandé ce que je pouvais encore bien avoir à raconter, moi qui avais passé quelque quarante-cinq ans de ma vie au Parti Communiste ! En quoi mon histoire pouvait-elle intéresser qui que ce soit au regard d'événements de cette ampleur ? Et j'ai arrêté ! Coupé ! Je ne pouvais plus continuer ! Quelques années passent... Mon fils me fait alors remarquer que je ne peux pas en rester là, qu'il faut quand même conclure ! J'avais vendu ma maison de campagne, rapatrié le fauteuil à Paris, là où vous le voyez, je m'y suis à nouveau installé et j'ai poursuivi le travail jusqu'à son terme. Et grâce à l'aide d'un journaliste que mon fils avait mis en rapport avec moi, Benoît Mougne, nous sommes passés de la forme orale à la forme écrite. Mais la transcription écrite est presque mot pour mot ce que j'avais dit.

D. : Vous n'avez pas envie de faire un disque avec ces cassettes ?

J.M. : Pour quoi faire ?

D. : Parce que je crois qu'il y a des gens qui seraient très heureux de vous entendre raconter ces souvenirs, avec de plus, si vous le permettez, votre merveilleux accent...



J.M. : Vous croyez ?

D. : Oui, je crois, je suis même sûr ! Parlez-en à votre fils !

J.M. : Eh bien ! Je vais en parler à Alain ! Pour le livre, vous savez, j'ai reçu près de soixante-quinze lettres de remerciements pour les cent cinquante exemplaires que j'ai envoyés. Il y aurait même de quoi en faire un livre !

D. : Vous savez ce que vous pourriez faire ? Je vous suggère de compléter le disque de compilation de vos cassettes que nous évoquions ensemble en lisant vous-même des extraits de quelques-unes de ces lettres...

J.M. : Avec mon accent !

D. : Avec votre accent, vous avez tout deviné ! (*Sourires*)

À Paris pendant la guerre

D. : Parlez-nous un peu de la Seconde Guerre mondiale. Vous êtes resté à Paris, je crois, pendant toute cette période ?

J. M. : Oui, à Paris ou dans ses environs, mais seulement à mon retour de captivité, après la Drôle de Guerre.

D. : Que s'était-il passé ?

J. M. : Au commencement des hostilités, on craignait que Paris ne soit bombardé. Ma femme et ma fille – Betty avait alors un an et demi – se sont réfugiés à Saint-Sever, dans les Landes. Je me suis, quant à moi, présenté à Vincennes pour être recruté en tant que volontaire étranger. On m'a incorporé – mais un peu plus tard seulement – dans une division polonaise, en tant que dentiste. Le travail consistait à arracher les dents des hommes de troupe... et à soigner celles des officiers ! En mai 1940 nous sommes montés au front, en Alsace et, là, la vraie guerre a commencé. J'étais alors brancardier et comme les Polonais se battaient beaucoup – ils ont même voulu continuer à se battre après l'Armistice ! – il y avait malheureusement beaucoup de corps à ramasser... J'ai été fait prisonnier près

de Belfort. On a rapidement séparé les Juifs des autres... Au bout de quelques mois on a libéré les paysans, puis les cheminots, puis les pères de quatre enfants – mais pas ceux qui étaient juifs ! Puis est venu le tour des professions de santé. Les professeurs de médecine français, consultés, n'ont pas voulu de nous, parce que nous étions des étrangers, à la surprise, je me dois de le dire, des officiers de la Wehrmacht ! Et ces derniers ont quand même pris, malgré cet avis négatif, la décision de nous libérer...

D. : Vous êtes donc rentré à Paris ?...

J. M. : Oui... couvert de poux ! J'ai recommencé à travailler comme mécanicien-dentiste, à peu près normalement dans les premiers temps. Puis a débuté la période des arrestations, d'abord des Juifs étrangers. Ensuite, à partir de mai 1941, les lois anti-juives de Vichy ont commencé à s'appliquer et à exclure les Juifs de toute une série de professions. On a convoqué cinq mille Polonais au commissariat. Je n'ai pas obéi, je ne me suis pas présenté, ils ne sont pas venus me chercher et je crois avoir ainsi évité de partir à Pithiviers puis dans un camp de concentration.

D. : Vous avez eu de la chance mais vous avez aussi fait preuve de bon sens !

J. M. : J'ai surtout de la chance, vous savez !

D. : Comment viviez-vous à cette époque ?

J. M. : Mal ! L'époque de l'occupation a été une épreuve exceptionnelle pour ceux des Juifs qui, comme moi, au lieu de partir en zone sud, étaient restés dans la capitale et avaient réussi à se dissimuler pendant quatre ans, tout en participant activement à la Résistance.

D. : Vous ne sortiez pas du tout ?

J. M. : Bien sûr que si ! Et ce d'autant que pendant tout ce temps il fallait bien que je continue à travailler ! J'ai

failli être arrêté à plusieurs reprises... Un vrai miracle que je m'en sois tiré !

D. : Le Parti ne vous a pas aidé ?

J.M. : Pas vraiment ! Il y avait alors une lutte en son sein sur ce qu'il convenait de faire : on n'avait pas de directives. Sauf celle, en cas d'arrestation, de ne pas chercher à s'évader mais au contraire de rester avec « les masses » internées dans les camps !

D. : Et puis...

J.M. : Et puis vint le jour où il fallut mettre l'étoile. J'ai catégoriquement refusé ! Nous nous sommes fait faire de fausses cartes, ma femme et moi, et nous avons changé de domicile. C'était deux semaines avant la rafle du Vel d'hiv, un vrai miracle, vous dis-je ! Et comme tant d'autres Juifs, c'est grâce à des amis français que j'ai réussi à survivre jusqu'à la Libération ! Chaque Juif resté en vie le doit à un ami français non juif !

D'une religion à une autre

D. : Dans votre livre, je ne sais si vous l'avez fait exprès...

J.M. : Rien n'a été fait exprès, tout est spontané dans ce livre !

D. : Dans votre livre donc, à la page 35, vous concluez le chapitre intitulé *Adieux à Dieu* par ces mots : « Puis, un matin, je pris le livre de prières et tous mes accessoires religieux et je les jetai à terre en criant : « Tout cela, c'est fini ! ». Voilà comment je rompis, d'un seul coup avec la religion ». Nous sommes en 1923, vous avez alors 15 ans. Et le chapitre suivant commence, page 36, par : « En 1924, j'adhérai au Parti Communiste ». Je vais vous poser la question un peu vivement : n'avez-vous pas troqué une religion pour une autre ? Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je voudrais vous dire que je comprends parfaitement ce que pouvait représenter pour un jeune homme de seize ans son engagement dans ce parti, dans les conditions de clandestinité et donc de risques que vous



relatez si bien, et je comprends de surcroît que vous y soyez resté très longtemps : quand on entre au Parti à cet âge-là et dans ces conditions, c'est bien de l'engagement d'une vie qu'il s'agit...

J.M. : C'est tout à fait possible que vous ayez raison et que cette adhésion se soit purement et simplement substituée à la religion ! Dans le Parti

posé la question du traitement des Juifs dans les pays communistes. Ça, je ne pouvais l'accepter. J'étais tellement croyant dans cette idéologie que j'ai commencé par penser et par dire : « *Ce n'est pas possible !* ». Et puis je me suis vraiment posé de plus en plus de questions après l'exécution des écrivains et des poètes juifs en Union Soviétique, avec l'antisémitisme virulent d'un Gomulka en

Pologne (alors même qu'il n'y subsistait que quelque trente mille Juifs au lieu de trois millions avant-guerre). Tout cela était inacceptable. Je connaissais personnellement des militants qui allaient « construire le socialisme en Pologne » et je me souviens de leur avoir demandé : « *Est-ce que*

ce que l'on dit à ce propos est vrai ? ». Et ils ont tout nié, contre toute évidence.

D. : Mais vous étiez quand même encore au Parti ? Quand et comment en êtes-vous sorti ?

Une rupture douloureuse

J.M. : Une centaine de militants communistes juifs de la région parisienne avons reçu un jour, à cette époque, Moshe Sneh, qui venait nous parler du problème juif en Union Soviétique à son retour de Moscou. « *Haver Sneh, l'ai-je interpellé, tu viens de Moscou, tu prétends qu'il n'y a pas d'antisémitisme là-bas, tu sais très bien que c'est faux, alors pourquoi ne nous dis-tu pas la vérité ?* ». Tout le monde a commencé à vociférer autour de moi : « *Arrête, Joseph ! On en a assez de tes histoires ! – Non je n'arrêterai pas ! Je veux qu'il dise la vérité, ici, devant nous !* ».

D. : Et il ne l'a pas dite ?

J.M. : Non bien sûr, il a commencé à arrondir les angles, comme toujours... Je me souviens qu'à la même époque Raymond Guyot m'a vertement engueulé, me disant en substance : « *Ce n'est pas possible, tu ne peux pas faire ça, toi !* ». Et il y avait aussi Kanapa...

D. : Il était juif, Kanapa, n'est-ce pas ?

J.M. : Bien sûr ! Il est venu à côté de moi, après l'une de mes interventions. « *Écoute, Kanapa, lui ai-je dit, tu fais partie du Bureau Politique, je comprends que tu ne puisses pas dire tout ce que tu penses ou que tu sais, mais tu as vécu en Union Soviétique et tu sais bien, toi, ce qui s'y passe... – Tu exagères !... m'a-t-il aussitôt rétorqué ! – Pas le moins du monde, et tu le sais bien : vous mentez !* ». Le Parti m'a alors envoyé chez moi quelqu'un de très proche de la direction. Et lui aussi de me dire, une fois encore mais cette fois de la part du Comité central : « *Écoute Joseph, tu exagères ! Tu révoltes toute la communauté de tes camarades, arrête ! – Pourquoi me dis-tu cela ? On t'a envoyé me dire que je dois quitter le Parti ?* »

D. : Cela a dû être très dur pour vous, après tant d'années...

J.M. : Oui ! Ce fut un vrai déchirement. Et plus encore pour ma femme Lisa que pour moi, car elle était encore plus engagée que moi-même ! Elle avait fait de la prison, en tant que communiste, en Pologne ! Mais nous n'avions pas d'autre solution que de tourner la page. Et après, bien sûr, j'ai été, personnellement, très durement attaqué. Tout ce que je faisais était violemment critiqué... Tout ce que j'avais pu faire, notamment en faveur de l'enfance juive, était oublié, à jamais effacé...

D. : C'était bien le système...

J.M. : Oui, c'était le système du Parti : mensonge et boycott. Partout on me regardait de travers, quoi que je fasse ou dise. Partout on me rejetait sans autre forme de procès...



Photo P. Lazar

Communiste, pour accepter toutes ces couleuvres qu'on nous a fait avaler (comme je ne l'ai compris qu'après), il fallait vraiment croire ! C'était une croyance non pas en Dieu mais dans une idéologie. Nous nous conduisions comme des religieux, parfois même comme des fanatiques. Oui, j'ai servi ce parti avec une réelle dose de religiosité, indispensable pour accepter ce que l'on nous demandait d'accepter !

D. : Vous aviez quand même un peu conscience de cela à cette époque ?

J.M. : J'ai commencé à douter au moment de l'extermination des grands généraux de l'armée russe.

D. : Bien avant Budapest donc ?

J.M. : Oui bien avant, avant la guerre !

D. : Mais cela ne vous a pas conduit à remettre en cause votre engagement ?

J.M. : Non, cela n'a pas été jusqu'à ébranler ma fidélité ! Je suis resté parfaitement fidèle jusqu'à ce que j'aie

D. : Mais qu'allons-nous devenir, Joseph Minc, sans plus pouvoir croire à l'idéologie communiste ?... Que va devenir le monde ?

J.M. : C'est dommage ! Mais on a trahi, on a tué des millions de gens au nom de cette idéologie ! Aujourd'hui, c'est fini ! Je ne les crois plus quand ils disent qu'ils vont changer...

D. : Alors quoi d'autre ?

J.M. : Franchement, je ne sais pas... les perspectives ne sont pas bonnes ! Mais comment voulez-vous qu'à mon âge je trouve autre chose ?

D. : Comment vivez-vous après coup le fait d'avoir consacré une partie tellement importante de votre vie à quelque chose qui, finalement, s'est effondré ?

J.M. : Je lis beaucoup et je vois que je ne suis pas le seul à m'être lourdement trompé ! Et puis, vous savez, toute ma vie j'ai lutté en faveur de la vérité et quand j'ai su la vérité sur cette situation, il était hors de question que je me la dissimule. Mais j'ai quand même mis des années à me libérer de cette emprise : il ne faudrait pas croire que c'est simple !

Juif, ni honteux ni fier de l'être

D. : Comment vous situez-vous personnellement par rapport à la judéité ? Vous vous considérez évidemment comme juif...

J.M. : Évidemment ! Je suis juif !

D. : Dans votre livre, vous êtes très explicite sur votre rôle opérationnel dans les milieux juifs, dans les activités relatives à l'enfance juive... Mais moi, j'aimerais en savoir plus sur la façon dont vous vous sentez juif. Qu'est-ce que ça veut dire exactement pour vous (si tant est qu'on puisse répondre à une telle question, qui n'a de banale que les apparences !).

J.M. : Je suis athée. Ce n'est donc pas par la religion que je me sens juif, mais bien par la culture, la culture juive. Et, pour moi, c'est d'abord la culture en

yiddish. C'est ma langue maternelle ! J'ai chez moi tous les grands livres en yiddish : Shalom Aleihem, Doubnov, et tant d'autres... Ma femme Lisa et moi nous avons parlé cette langue toute notre vie ! Nous n'avons commencé à parler français entre nous que pendant la guerre... Mais mes enfants n'ont pas voulu apprendre le yiddish : ils le considéraient comme une sorte de jargon.

D. : Vous parlez le russe...

J.M. : Je le comprends mais l'ai beaucoup oublié. Je parle le polonais, l'hébreu un peu, l'allemand aussi. Mais je continue à répondre à votre question : en quoi suis-je juif ? Si j'étais sioniste, je serais allé en Israël ! Après la guerre, la question s'est posée : ou je retourne à Brest-Litovsk ou je vais en Israël, où vit une grande partie, sauvée, de ma famille. Je suis allé presque chaque année en Israël pour voir mes sœurs, mon oncle, ma tante : j'étais le seul à vivre à Paris ! Mais je n'aime pas que les Juifs se maltraitent entre eux, je n'aime pas qu'on traite les Juifs non européens comme on les a traités dans ce pays à l'époque où on les appelait « *Die Szwarte* » ! Et puis, honnêtement, qu'est-ce que j'ai à voir avec des Juifs yéménites ? Si j'étais croyant, ce serait autre chose bien sûr ! Mais en dehors de cela, pour moi ce sont des étrangers, les Français non juifs me sont infiniment plus proches que des Yéménites ! Je n'ai pas de religion, j'ai une culture, je suis né juif et je n'en ai pas honte ! Je n'en suis pas fier non plus. Je suis un homme libre, qui agit en fonction des problèmes qui se posent à lui, un démocrate, un socialiste, qui veut l'égalité entre les hommes, l'égalité des conditions de vie. Je n'aime pas l'exploitation, je veux une vie meilleure pour tout le monde, sans distinction d'appartenance !

D. : Mais comment se fait-il, si je comprends bien, que ce superbe message ne soit pas vraiment passé



auprès de vos enfants ? Ils ne se sentent pas juifs, eux ?

J.M. : Betty sans doute plus qu'Alain. Elle aime beaucoup les chansons en yiddish, le théâtre juif... Mais pour Alain, qui ne nie ou ne dissimule en rien sa judéité, ce n'est quand même pas l'essentiel. Nous avons laissé à nos enfants toute liberté d'être ce qu'ils voulaient être... Et puis, vous savez, peut-être que dans un autre pays les choses se seraient passées différemment. Mais la France est la France : un pays très fortement intégrateur...

D. : Même un peu assimilationniste, non ?

J.M. : Bien sûr ! Toute l'histoire de France est ainsi faite. Si je n'avais pas vécu en France, je serais peut-être allé en Israël, sait-on jamais !

D. : Mais c'est un choix délibéré de ne pas y être allé en 1948 : vous aviez 40 ans à l'époque de ce choix, vous étiez donc pleinement adulte... Quelle est en fait votre relation à ce pays ?

J.M. : Je n'aime pas sa politique, elle est même par certains aspects parfaitement inadmissible. Comment des Juifs – un peuple opprimé au cours de l'Histoire – peut-il se conduire en peuple oppresseur des Palestiniens ? Ce n'est pas possible ! Et pourtant c'est bien ce que l'on constate... Vous savez, ils sont animés par une idéologie, celle de Jabotinski, que j'ai



combattue depuis mon plus jeune âge. Elle a profondément marqué certains dirigeants, Sharon et bien d'autres. Ils ne raisonnent que par rapport aux Juifs. Je récusé fondamentalement pour ma part le concept de peuple élu ! Comment peut-on oser essayer de s'imposer ainsi à toute l'humanité ! Je fais partie du peuple juif, mais je ne veux pas être élu !

D. : Mais tous les Israéliens n'adhèrent quand même pas à cette idéologie ?

J.M. : Naturellement ! Ainsi ma cousine, tous les vendredis, se joint à Jérusalem aux « Femmes en noir » et manifeste avec elles contre la politique de Sharon. Mais il ne s'agit hélas aujourd'hui que d'une minorité. La seule solution serait que le peuple israélien change, mais malheureusement il ne semble pas en prendre le chemin... Je pense pour ma part que le million de Juifs soviétiques qui y ont récemment immigré ne sont pas totalement étrangers à ce blocage. Ce sont les plus anti-Arabes de tous. L'évolution de cet État est vraiment très inquiétante aujourd'hui. Cet État existe, il a été reconnu par les Nations Unies, il a le droit d'exister, il n'a pas pour autant le droit de faire n'importe quoi.

Bundistes, communistes et sionistes

J.M. : Il me semble que vous êtes proches du Bund, vous, au Cercle Gaston-Crémieux, non ? Enfin plutôt de leurs enfants !

D. : Oui, tout à fait ! Mais vous-même, vous n'avez jamais été proche de ce mouvement ?

J.M. : Non ! Nous nous sommes même vivement combattus !

D. : Parce que vous étiez communistes ? Pourtant vous auriez dû vous sentir plus d'affinités avec le Bund qu'avec les sionistes !

J.M. : Il y a eu effectivement un rapprochement, suivi d'une scission : ceux des bundistes qui se rapprochaient des communistes ont alors

créé le « Com-Bund », qui a survécu jusqu'à la guerre. Communistes et bundistes étaient plus à gauche que les socialistes polonais à cette époque !

D. : Pourquoi donc cette lutte fratricide ?

J.M. : Tout simplement parce qu'ils étaient socialistes et nous communistes, que nous étions convaincus de part et d'autre que nous ne pouvions coexister et qu'il fallait que l'un ou l'autre gagne, nous de préférence ! C'était purement idéologique. Nous n'étions pas du même bord : nous, nous voulions non la réforme mais la révolution ! 1917 était pour nous l'exemple, le modèle. Nous croyions que le monde allait changer... Et les socialistes, pour nous ils étaient « entre les deux », cela ne nous convenait pas du tout !

D. : Mais quand même, pour les Juifs, la vraie différence était entre ceux qui voulaient rester en Europe, intégrés dans les pays où ils vivaient, et ceux qui voulaient fonder un État indépendant...

J.M. : Oui, de ce point de vue, il y avait une grande différence entre le Bund et les sionistes bien sûr. Les Bundistes étaient anti-sionistes et leurs descendants le sont restés jusqu'à nos jours – enfin ils le sont sans doute un peu moins aujourd'hui !... En tout cas, en Israël, les Bundistes survivants sont toujours contre l'État. Comme les Orthodoxes ! Moi, je n'ai pas non plus changé d'avis sur le fond : ou bien on vit dans un pays et on s'y intègre, ou bien on s'en va. Il faut avoir le courage de le dire : cela n'a pas de sens de se dire sioniste sans aller vivre en Israël ! Cela ne tient pas debout !

Certitudes, interrogations, espérances

D. : À deux moments, dans votre livre, vous évoquez la croyance, et vous donnez un peu le sentiment de regretter de ne pas être vous-même croyant... C'est vrai ? Pourquoi ce regret ?

J.M. : Je n'y peux rien, je n'ai pas la foi, et c'est vrai, je le regrette un peu...

D. : Pourquoi ?

J.M. : Parce que, pour mourir, c'est mieux !

D. : Pourquoi ?

J.M. : Parce qu'on croit à un autre monde... c'est plus facile, non ? Moi je sais que demain je ne serai rien, je ne serai que poussière... Pour moi, l'âme, ça n'existe pas. La conscience, la bonté, les sentiments, tout cela existe tant qu'on est vivant, tant qu'on a un corps vivant, mais après... Être mortel, il faut appeler les choses par leur nom, c'est perdre la vie, un point c'est tout. Et après, rien !

D. : Il vous reste un petit espoir de vous tromper ?

J.M. : Non, je n'irai pas jusque là... une toute petite interrogation peut-être. Vous savez, je suis à la veille de la mort, mais je ne l'attends pas. J'ai la chance d'être en bonne santé, je fais mes courses, je fais ma cuisine, je lis, je regarde beaucoup de sport à la télévision, je suis actif. À mon âge, j'aurais tort de me plaindre !

D. : Vous concluez pourtant votre livre par ces mots : « *Il ne me reste plus qu'à attendre. Attendre quoi ? Je ne sais pas* ».

J.M. : Je sais la fin, naturellement, mais un peu plus que cela, quand même, je ne sais pas.

D. : Et vous gardez espoir en l'homme ?

J.M. : Oui, parce que je constate que l'humanité a déjà été victorieuse de tant d'épreuves ! J'espère et je crois qu'elle continuera à progresser. À condition de ne pas se laisser gagner par le pessimisme, ce qui implique de lutter, de ne jamais baisser les bras. ■

**Propos recueillis
par Philippe Lazar**

Lutter contre l'antisémitisme : stratégies communautaires ou réactions universalistes ?

Philippe Lazar*

Si l'on s'en tient à l'alternative posée par ce titre, la réponse ne fait guère de doute : il n'est d'autre voie concevable, dans un État de droit pétri par les valeurs de la République et de la démocratie, que de refuser de confier à chaque « communauté » le soin de répondre aux attaques dont ses membres peuvent être les victimes. Comme nous le disions dans un récent éditorial de la revue *Diasporiques*¹, « en matière de lutte contre le racisme, on n'est jamais si bien servi que par les autres ». « Mais, ajoutons-nous, en revenant sur cette question dans le numéro suivant de cette revue², ceux qui aujourd'hui crient très fort « Au loup ! » feraient bien, néanmoins, de prendre un peu de recul. [...] Comment ne pas comprendre que (la) publicité donnée à chacune de ces actions déplorables a toutes les chances de susciter des passages à l'acte qui ne se seraient pas produits dans un climat plus serein ? ».

Mieux comprendre pour agir plus efficacement

Comment faire pour agir en évitant les pièges ? Comme d'autres racismes, l'antisémitisme est loin d'être une entité univoque. Ses composantes sont nombreuses, ne serait-ce que du fait de l'extrême dispersion des Juifs dans le monde et, par là-même, de la diversité de leurs relations aux « non-Juifs ». Lutter *en bloc* contre ses manifestations risque donc d'être d'une assez relative efficacité. Une seconde remarque de bon sens devrait s'imposer, mais elle est souvent perdue de vue : il est vital, d'un point de vue à la fois conceptuel et opérationnel, de distinguer clairement la *genèse* des *opinions* et des *attitudes* envers « l'autre » et les *passages à l'acte*. Ce qui est directement répréhensible (ce qui tombe sous le coup de la loi) est, précisément, le passage à l'acte, et non le fait d'avoir une opinion (dès lors qu'on la garde pour soi et qu'on ne fait pas l'apologie du racisme ou de l'antisémitisme). Lorsqu'on demande que soit intensifiée « la lutte contre l'antisémitisme », a-t-on toujours conscience de cette distinction majeure et choisit-on dès lors la meilleure « cible » possible ? Doit-on donner priorité, en d'autres termes et comme on a naturellement tendance à le faire, à la répression des actes délictueux ?

Un bref détour méthodologique et analogique permet de nuancer la réponse à cette question. On sait que la

fréquence et la gravité des accidents de la route dépend étroitement de la vitesse des automobiles. Pour réduire le nombre des accidents, on dispose a priori de deux outils : un outil *répressif* (la sanction des excès de vitesse) et un outil *éducatif* (la réduction de leur vitesse par *tous* les automobilistes). On imagine mal qu'on puisse ignorer le premier de ces moyens d'action. Mais il se trouve que les facteurs qui jouent le plus fortement sur le nombre des accidents sont bien moins les excès de vitesse de certains que la vitesse *moyenne* de tous. Or, si l'on veut réduire de façon significative la moyenne d'un ensemble de valeurs, tout statisticien sait (et tout non-statisticien peut comprendre, car c'est au fond une question de bon sens) qu'il est beaucoup plus efficace d'agir sur leur masse (en réduisant un peu *chacune* des valeurs) qu'en supprimant (ou en essayant de supprimer) le tout petit nombre de celles qui sont franchement excessives.

Le problème est de même nature, formellement parlant, s'agissant du racisme et de l'antisémitisme. On ne peut en aucune manière se passer d'un outil de répression vis-à-vis des passages à l'acte caractérisés mais l'efficacité la plus grande est à rechercher du côté d'une modification généralisée, *même modeste*, des opinions et attitudes de chacun envers « l'autre ». L'outil pour ce faire est évidemment l'éducation et le lieu privilégié l'école.

Du coup, à la question initialement posée quant au choix entre une réponse spécifique à telle ou telle forme de racisme ou une réponse à vocation universaliste, on ajoute un argument supplémentaire en faveur de la seconde. Autant un acte délictueux ne peut être jugé qu'en fonction de sa nature spécifique, autant l'effort d'éducation en faveur d'un respect mutuel des individus et des cultures ne peut être que d'ordre généraliste ! Les mécanismes d'exclusion ont certes des dimensions spécifiques en fonction de celui que l'on veut exclure, mais ils ont un fond commun (que connaissent bien les psychologues, les formateurs, les historiens, les sociologues, etc.) et c'est à la modification de ce fond commun qu'il faut sans relâche travailler. ■



Herrlisheim (68), 30 avril 2004

* Extraits d'une intervention lors d'un séminaire interne de la Ligue des Droits de l'Homme sur l'antisémitisme (Paris, 3 juin 2004).

¹ *Diasporiques*, n° 28, décembre 2003, p. 2.

² *Diasporiques*, n° 29, mars 2004, p. 2.



Lutter contre l'antisémitisme : dans quel pays vivons-nous ?

Jacques Burko

Il ne faut pas se tromper de pays... ni d'époque. Mais regarder l'histoire récente est souvent éclairant. En 1938 il y eut en Pologne des élections municipales, les dernières avant la Seconde Guerre mondiale. Les 3,5 millions de Juifs polonais y participèrent massivement, votant pour la plupart pour leurs partis « ethniques ». C'est que la Pologne était encore alors un pays pluriethnique et les minorités nationales avaient leur propre représentation à tous les échelons de la vie publique¹. Or, lors de ces élections-là, c'est le parti socialiste juif « Bund » qui a reçu le plus de voix parmi le très vaste éventail des partis juifs. Ce fait était sans précédent dans l'histoire des Juifs polonais entre les deux guerres mondiales ; jusqu'alors la dispersion des voix juives entre une multitude de groupements avait avantagé plutôt les sionistes.

Les groupes d'autodéfense juifs en Pologne

Le Bund en a été réconforté et a attribué sa victoire à l'acceptation de sa doctrine par les masses juives. La réalité est un peu plus complexe. Certes, le travail de propagande bundiste dans le prolétariat juif faisait son chemin mais, surtout, le Bund avait su organiser et lancer contre les virulents fascistes polonais des groupes armés d'autodéfense qu'il avait créés à la suite de pogroms des années trente. De l'avis des bundistes, il n'y avait pas d'autre choix : le programme sioniste de faire émigrer d'un coup plus de trois millions de Juifs (pauvres voire indigents pour beaucoup) ne pouvait être qu'un rêve. Les Juifs allaient donc rester là, et il s'agissait de leur garantir une existence possible, sinon paisible. Quant aux autorités polonaises d'alors, elles n'étaient pas du tout enclines à défendre les Juifs dont au contraire elles voulaient encourager le départ. La police polonaise assistait, non sans satisfaction, aux exploits des groupes de combat d'extrême droite. Il appartenait donc aux Juifs de se défendre eux-mêmes – ou avec l'aide sporadique des partis de la gauche polonaise qui proclamaient leur solidarité avec les victimes.

¹ Le traité de Sèvres, après la Première Guerre mondiale, devait garantir, dans les pays d'Europe centrale – Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, etc. –, les droits des minorités, notamment en leur garantissant une représentation proportionnelle dans les diverses instances électives. En Pologne, où un citoyen sur trois n'était pas un Polonais de souche (ils ne sont plus que 2% à présent), chacun avait le choix de voter soit pour un des grands partis nationaux, soit pour un des partis représentant spécifiquement sa minorité.

Ici et maintenant

Quel rapport entre cette situation et celle que nous vivons dans la France de 2004 ? Il n'y en a pas, c'est évident. Tout d'abord, il n'y a aucune comparaison possible entre les incidents anti-juifs ici (incidents inadmissibles – faut-il le répéter – et qui se multiplient d'une façon inadmissible) et la violence extrême qui marquait la persécution des Juifs dans la Pologne fascisante. Tant la société civile que les autorités françaises d'aujourd'hui condamnent sans hésitation les faits antisémites auxquels nous assistons. Et les condamnent activement, recherchant et punissant les coupables sans mansuétude. Ce zèle a des sources multiples, qu'il n'est pas urgent de disséquer pour l'instant, mais les faits sont probants : en France, l'antisémitisme est poursuivi. La communauté juive ne devrait donc pas avoir de raisons objectives de se refermer sur elle-même ni a fortiori de sécréter des groupes d'autodéfense communautaire.

La réalité est plus complexe. Ceux qui, *volens nolens*, fréquentent les zones dites « sensibles » savent l'intensité de l'hostilité à laquelle est exposé le Juif dans sa vie quotidienne. Hostilité souvent active et qui de toute façon empoisonne la vie, en particulier celle des écoliers. Le fait que la majorité des actes antisémites sont le fait des gens issus d'une autre minorité² rend le cas plus complexe, puisque à la fois cette hostilité se trouve presque circonscrite à une fraction faible de la population et qu'elle renvoie directement à un affrontement inter-communautaire. Affrontement réel, encore marginal mais indéniable, et la *Ligue de défense juive*, fondée en vérité naguère pour d'autres raisons, s'est enfin trouvée une justification à prétendre défendre les petits Juifs paisibles contre les voyous arabes... La chasse au faciès n'est pas à sens unique et l'extrémisme n'est pas l'apanage d'un seul groupe. Il est difficile de prétendre que du côté juif tout est fait pour freiner les groupuscules d'extrême droite juive dans leurs agissements.

Que faire ?

Le problème est difficile. Il est clair que la protection de chaque citoyen et de chaque groupe de citoyens incombe à leur structure commune, à l'État. On ne saurait déroger à

² Minorité que je renonce à nommer, faute de vocable tout à fait approprié : arabo-musulmans ? Quid des Berbères ? Islamo-extrémistes ? Beurs ? Pro-palestiniens égarés ? Enfin, le lecteur aura compris...

ce principe fondateur de toute société civilisée. Mais il est clair malheureusement que les autorités du pays sont impuissantes à protéger efficacement au jour le jour chaque Juif de France contre les irresponsables et contre l'imprévisible. Ce qui laisse un vide fâcheux entre les principes et la réalité. Peut-on demander à un Juif agressé de dire à son agresseur : « Soyez gentil, allez au commissariat vous faire arrêter » ? Peut-on émettre quelque objection quand, dans les quartiers exposés, les parents se regroupent pour accompagner leurs enfants à l'école ? De là aux milices privées le chemin n'est pas long, et risque de renvoyer à l'adage « on n'est jamais si bien servi... »... Que par les autres, disons-nous... Que par soi-même rétorquent « nos » myopes. Le cercle se boucle.

Mais la « contre-terreur » n'est pas la solution. On ne peut espérer apaiser les délires et revenir à un monde de paix et de respect mutuel que par l'éducation, et tout spécialement par l'action permanente sur les jeunes. Par l'école donc. Or, c'est déjà là une difficulté. Non seulement ce sont précisément nos écoles publiques qui sont un des champs d'action quotidiens des antisémites mais encore les autorités scolaires paraissent singulièrement désarmées et dépassées. Le mot d'ordre « pas de vagues » a trop longtemps régi les attitudes des responsables. La tentation de nier l'aspect ethnique des violences (au profit de « simple racket », ou de « bagarres entre jeunes », considérés comme un moindre mal, voire comme un mal acceptable) est encore forte ! Sans parler de l'engagement de certains enseignants dans des mouvements qui se complaisent à confondre leur opinion hostile à la politique actuelle de l'État hébreu avec l'antisionisme. Et ce dernier, avec l'hostilité contre les Juifs d'ici, vus par eux comme des *béni-oui-oui* de Sharon. Résultat : les élèves juifs sont de plus en plus nombreux à abandonner l'école publique. Non pour des motifs religieux, qui jusqu'à récemment étaient la raison principale d'un tel choix, mais simplement pour avoir la paix. C'est un scandale.

Comme est scandaleuse la manière dont les médias tendent à qualifier de plus en plus souvent les victimes d'agressions antisémites : « un garçon de religion juive », comme si la croyance était le repère de leur identité et de leur appartenance... Alors qu'on sait par ailleurs que les pratiquants sont une petite minorité parmi les Juifs. D'ici que, en adoptant le vocabulaire de certains, l'opinion publique considère le mot « juif » comme une insulte – ce qui nous rappellerait des temps révolus... Ne nous laissons pas ramener au statut des « israélites » !

L'Éducation !

Il faut donc réclamer d'autres mesures, en complément aux actions quotidiennes et indispensables de la police, qui s'épuise à rechercher les profanateurs des cimetières. Et avant tout, une action complexe et longue dans l'Éducation publique. Nos écoles informent beaucoup, mais ne forment peut-être pas suffisamment. Comme



Haguenau, tombes musulmanes
du cimetière militaire, 24 juin 2004

souvent, devant l'urgence, la répression, dont les limites sont évidentes, prend le pas sur la prévention. Il convient de favoriser aussi la prévention. Non pas la prévention par la peur, mais la prévention réelle, par l'intelligence. Il faut que l'action de formation civique, de formation citoyenne, soit enfin un point fort des programmes scolaires, ce qu'elle n'est pas aujourd'hui. Il faut la confier à des enseignants convaincus de cette nécessité. Et il faut que cette formation-là soit étayée par l'action quotidienne des autres enseignants, qu'elle ne soit pas coupée de la vie scolaire, de la vie tout court.

Ce n'est là qu'un aspect, présenté très rapidement et en laissant de côté des questions importantes (où trouver ces enseignants-là ?), de ce qui doit être accompli. Mais on ne doit pas négliger non plus d'autres combats, et notamment les efforts pour l'intégration dans notre société de ceux qui s'en sentent exclus. Et qui cherchent un débouché violent à leurs frustrations... Mais l'éducation est l'ingrédient probablement le plus important, et le plus difficile, de la réussite durable du projet de lutte. Contre l'antisémitisme aujourd'hui, mais aussi contre d'autres exclusions et hostilités. Contre une dégénérescence progressive de notre société, de notre civilisation.

Il est toujours délicat de s'ériger en donneur de leçons. Mais il s'agit là d'un débat qui nous concerne tous, et qui devrait susciter une tribune permanente de réflexion et de débat citoyen. C'est le souhait de *Diasporiques* qui, à sa modeste échelle, voudrait y contribuer. ■





Nous revenons sur la création du mouvement des musulmans laïques, dont le manifeste fondateur a été publié et commenté dans notre numéro 30. Depuis, ce mouvement se structure et s'étend. Une rencontre importante, le 25 juin 2004, a permis aux signataires de ce manifeste de se réunir, d'explicitier leurs options individuelles et d'aboutir à un consensus qui augure bien de leur futur combat, tant au sein de leur communauté que pour leur reconnaissance par l'opinion publique. La création de ce mouvement nous paraît des plus importantes. De nombreux lecteurs de Diasporiques ont assisté à cette réunion ; notamment Thérèse Spector, qui livre ici ses impressions :

« Pourquoi j'ai signé le manifeste »

Thérèse Spector

Le 25 juin 2004, des signataires du « Manifeste des musulmans laïques » se réunissaient à la mairie du 20^e arrondissement de Paris pour expliquer ce que représente pour eux ce manifeste et pourquoi ils l'ont signé. Leur expression d'une identité qui se cherche mais ne veut surtout pas être enfermée dans une « entité homogène » ainsi que les valeurs exprimées et défendues ce soir là font écho à nos propres questionnements, en tout état de cause aux miens, femme, de culture juive, laïque et républicaine.

Ainsi une femme explique-t-elle ses difficultés à signer un texte dans lequel elle se déclare « être de culture musulmane » parce que cette adhésion, dit-elle, « ne nous délivre pas de l'assimilation identitaire dont on connaît tous les usages ethno-culturalistes et nationalistes ». Une autre déclare « Le manifeste est venu, de manière subversive, casser cette entité en donnant à voir un autre *nous*, un *nous* qui revendique des valeurs de liberté et d'égalité entre les sexes. Un *nous* qui refuse un positionnement victimaire que des 'amis bien pensants', toujours prompts à nous excuser, à nous enfermer dans leur paternalisme, devraient entendre. Il devraient entendre que nous ne revendiquons pas les valeurs universelles pour leur ressembler mais parce que nous considérons qu'elles transcendent leur espace de production et appartiennent à l'humanité, et donc à ceux qui les revendiquent et se battent pour elles ». Une troisième, d'origine iranienne, déclare « En signant le manifeste, je me rallie ainsi à un courant qui, en dénonçant en quelque sorte de l'intérieur l'intolérance, me permet de recentrer mes choix sur une identité que je n'ai plus à renier, m'aidant par là à réconcilier des pans divisés de mon identité, lesquels me semblaient, à tort, irréconciliables jusqu'à présent, l'islamisme politique m'ayant dépossédée du versant musulman de mon identité.

Un homme écrit : « en signant ce manifeste, c'est d'abord cette appartenance universelle et plurielle que je revendique haut et fort, et qui m'a animé. Car je dois avouer que je ne sais pas si je suis de culture musulmane *stricto sensu*, dès lors que ma culture est désormais en perpétuelle évolution, d'autant plus que la 'culture musulmane' elle-

même n'est pas hors temps et hors espace puisqu'elle a subi l'influence d'autres cultures et d'autres civilisations, de même que ladite culture n'est en rien un ensemble homogène bien défini qui ne connaît nulle évolution depuis sa naissance et son émergence ». Un autre dit : « en le lisant (ce manifeste), une lueur d'espoir m'est apparue lorsque j'ai vu que les signataires étaient des hommes issus de ma culture, de mes origines, qui s'engageaient pour dénoncer la misogynie, l'homophobie, l'antisémitisme, et lutter pour l'égalité des sexes [...]. J'ai toujours fait confiance aux femmes car elles se sont libérées, et surtout, elles ont toujours lutté [...]. Aucune société dirigée uniquement par les hommes n'a apporté une évolution ou un progrès à la condition humaine ».

On pourrait ne pas s'arrêter de citer, tellement la parole était émouvante, à la fois personnelle et distanciée. Plusieurs discours ont fait part de leur compréhension sensible, parce que vécue ailleurs, en d'autres lieux, d'autres temps, de l'islam politique, « nouveau totalitarisme basé sur la haine, sur fond de misère économique, sociale, morale et civilisationnelle », souhaitant que le manifeste soit « un lieu de rassemblement, non seulement pour une réflexion critique, mais aussi pour agir sur les représentations figées et stéréotypées (et) faire la lumière sur la pluralité réelle qui permet de sortir d'une 'communauté fictive', et d'associer avancée de la démocratie et avancée de l'autonomie ».

Il me semble que les Juifs laïques ont beaucoup de choses à partager avec ces musulmans laïques. Des questionnements identiques sur des identités multiples minoritaires, qui peuvent nous faire avancer conjointement et parallèlement ; mais également une lutte politique concrète commune contre le racisme anti-juif et anti-musulman qui se manifeste actuellement dans les spoliations de cimetières en Alsace. En les écoutant j'ai été tentée moi aussi par une lueur d'espoir, celui de faire ensemble échec à l'imaginaire sécuritaire qu'on nous impose pour construire un autre imaginaire possible : celui qui conjuguerait universalisme républicain et pluralité des cultures. ■

Lors de la réunion du 25 juin 2004 évoquée dans l'article précédent, de très nombreux textes de grand intérêt ont été présentés. Le lecteur intéressé les trouvera sur le site <http://www.manifeste.org>. En voici un exemple :

Vers l'universel

Fatima Lalem

Nous étions quelques-uns à nous inquiéter sérieusement de voir la cause de l'antiracisme et les luttes altermondialistes trustées par la défense de l'islam politique. Celui-ci était présenté par certains comme une alternative citoyenne et anti-impérialiste.

Nous étions quelques-uns décidés à prendre la parole face à cette supercherie qui consiste à soutenir ceux qui prônent le voile comme un symbole positif, où le sens premier du voile, instrument de domination et de contrôle sur le corps et la sexualité des femmes, s'efface devant son affichage comme revendication pour une liberté de choix et pour l'égalité.

Une certaine gauche (ou plutôt bon nombre de ses militants) semble avoir trouvé dans la défense de l'islam politique une « reconversion », de nouvelles luttes pour la défense des opprimés : quelle mascarade ! Voilà le voile, affichage public de l'inégalité entre les sexes, devenu un instrument pour des revendications égalitaires ! Voilà des féministes, bouffeuses de curés hier, devenues aujourd'hui défenseuses du respect des préceptes religieux !

Nous devons rompre le silence, sous peine de devenir complices de ce qui se mettait en scène sous nos yeux, à savoir un deal politique et idéologique avec une approche communautariste fondée sur des valeurs religieuses et devenant le lieu premier des luttes contre les discriminations.

Militante féministe, militante au Planning Familial, je suis aux premières loges, si j'ose m'exprimer ainsi, pour observer au quotidien les dérives et les ravages que

produit cette montée de l'islam politique et ce qu'il charrie, ici comme ailleurs, comme partout, à savoir la misogynie, l'homophobie et l'antisémitisme. Le manifeste, dénonçant fortement cette trilogie, est pour moi un moment de rupture collective de ce silence.

Par ailleurs, tout un chacun a pu observer combien nous étions régulièrement englobés dans une entité homogène par laquelle nous étions identifiés, les musulmans.

Le manifeste est venu, de manière subversive, casser cette entité en donnant à voir un autre « nous ». Un « nous » qui revendique des valeurs de liberté et d'égalité entre les sexes. Un nous qui refuse un positionnement victimaire que des « amis bien pensants », toujours prompts à nous excuser, à nous enfermer dans leur paternalisme, devraient entendre. Ils devraient entendre que nous ne revendiquons pas les valeurs universelles pour leur ressembler mais parce que nous considérons qu'elles transcendent leur espace de production et appartiennent à l'humanité et donc à ceux qui les revendiquent et se battent pour elles. ■

Le numéro 30 de Diasporiques comportait page 9, en illustration de l'article sur le Manifeste des musulmans laïques, une vignette due au dessinateur algérien Kaci qui était totalement déplacée dans ce contexte. Nous présentons nos excuses aux femmes qui se sont senties offensées.

Humeur

Soudan, Soudan...

Notre numéro 29 (mars 2004) présentait un article de Maryame Chanel-Diagne : *Les guerres oubliées du Soudan*. Article qui rappelait le génocide « discret » que le gouvernement de Khartoum avait commis des années durant contre les Noirs du Sud-Soudan et contre les Noubas.

Prémonitoire, cet article annonçait aussi les terribles événements du Darfour. Non, nous ne sommes pas fiers d'avoir devancé la grande presse en mettant en lumière ces massacres qui n'ont même plus la façade de guerres de religion : agresseurs et victimes sont musulmans les uns comme les autres, c'est une guerre purement ethnique. Il a fallu des mois pour que le monde s'émeuve. Enfin, la communauté internationale a sommé Khartoum de faire cesser les « désordres », avec un délai de trente jours¹... En trente jours, on peut en tuer, du monde !

Et puis, l'aide internationale se met en route. En particulier par le côté tchadien, plus facile d'accès, puisque Khartoum ne peut s'y opposer. Ainsi, les petits soldats français du Tchad ont envoyé de l'aide alimentaire par avion et des savonnettes par la route. Et on nous a annoncé avec le plus grand sérieux qu'un contingent de bidasses se déployait le long de la frontière tchado-soudanaise pour au moins empêcher les incursions des pillards arabes dans les camps situés au Tchad. Petite devinette : étant donné que le contingent déployé se compose de deux cents hommes, et sachant que la frontière en question fait environ mille cinq cents kilomètres, quelle peut être l'efficacité de ce rideau protecteur ? Décidément, on nous prend pour des... crédules ! ■

¹ Décision du 29 juillet 2004 ; depuis, les massacres continuent.

J.S. Nakhalnik



Le débat sur la Constitution européenne bat son plein... sans que le citoyen moyen puisse avoir une opinion précise sur les avantages et les inconvénients d'un texte peu accessible. Jean-Jacques Marie explique ici un des aspects importants du projet actuel. Son article n'épuise bien entendu pas le sujet mais amorce un débat. Attention ! Le propos n'est pas de dénigrer l'Europe unie, mais de contribuer à éclairer le lecteur sur l'Europe qui se prépare en ce moment : une construction ultra-libérale... Nous reviendrons encore sur cette question.

Un mot sur la Constitution européenne...

Jean-Jacques Marie

La plupart des articles que j'ai pu lire sur la Constitution européenne ont un trait commun : ils se contentent en général d'une paraphrase imprécise et vague du contenu du texte, compensée par des formules rhétoriques. Les citations dudit texte sont à peu près aussi rares que les cheveux sur la tête de Zinedine Zidane. Bref, on croirait entendre un acteur nous susurrer : Cachez-moi ce texte que je ne saurais voir...

Voyons-y au contraire d'un peu plus près en prenant une seule et unique question, décisive, celle de la démocratie. Commençons par la question : d'où viendront les lois qui vont nous gouverner dans l'Europe de demain et comment seront-elles adoptées ?

La procédure a l'avantage de la simplicité :

- 1) « La Commission européenne présente une proposition au Parlement européen et au Conseil des ministres » ;
- 2) Puis « le Parlement européen arrête sa position en première lecture et la transmet au Conseil des ministres ». Enfin « Si le Conseil des ministres approuve la position du Parlement européen, l'acte proposé est adopté » (III-302) ;
- 3) En cas d'opposition de l'un ou l'autre de ces organismes une procédure complexe est mise en œuvre dont le détail importe peu ici.

Mais l'essentiel est ailleurs : il réside dans le fait que seule la Commission européenne (organe exécutif désigné et non élu) a l'initiative législative. Le Parlement n'en a strictement aucune. C'est d'ailleurs précisé par l'article I-25 qui stipule « Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission ». On ne saurait être plus clair : les députés du Parlement européen n'ont pas le droit de faire une proposition de loi. Ils peuvent seulement accepter, rejeter ou amender une proposition venant de la commission (elle-même dotée du droit de rejeter les amendements qui lui déplaisent) qui a le monopole de l'initiative législative. Comment un organisme ainsi dessaisi de ce droit fondamental qui définit un Parlement peut-il s'appeler Parlement ? Par antiphrase...

Ce Parlement honorifique n'a non plus aucun droit de regard sur les décisions (ni même droit de simple suggestion ou conseil !) de la Banque centrale européenne dont l'autonomie absolue est réaffirmée (Article I-29). Toute suggestion de sa part à cet organisme est considérée comme une atteinte à son « indépendance ».

Précisons qu'un Parlement sans droit d'initiative législative ce n'est pas une idée nouvelle. On la trouvait

jadis chez les « Croix de feu » du colonel de La Rocque qui n'ont jamais passé pour un modèle de démocratie...

Une fois adoptée, une loi européenne, sur proposition de la seule Commission, rappelons-le... « elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre » (article I-32). Les instances nationales des États membres ont un droit ; elles ont « la compétence quant au choix de la forme et des moyens » (article I-32). C'est exactement la mise en œuvre du principe ecclésiastique dit de la « subsidiarité ». Cette obligation vaut même pour les décisions européennes prises par la Commission elle-même sans être soumise à un quelconque vote. « La décision européenne est un acte non législatif obligatoire dans tous ses éléments » (article I-32). Pourquoi les rédacteurs n'ont-ils pas écrit plus simplement « un oukase » ?

Penchons nous maintenant un instant sur cette Commission européenne. L'article I-25 définit ses pouvoirs à peu près illimités et sans contrôle effectif : « La Commission exerce ses responsabilités en pleine indépendance. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les commissaires européens ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme ». De plus, « les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des règlements délégués » (article I-25). Ainsi dotée en prime de ce pouvoir réglementaire, la Commission exerce en fait une véritable dictature. Certes en théorie « Le Parlement européen peut adopter une motion de censure de la commission », mais cette motion de censure n'est réputée adoptée qu'« à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés » (article III 243). Les commissaires peuvent dormir tranquilles...

Enfin Parlement européen, Conseil des ministres européens et Commission européenne sont régis par un unique mais impératif mandat : « Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » (III-70). En bon français cela signifie la liquidation des services publics, des mutuelles et même de la sécurité sociale dont la seule existence est un obstacle à la « liberté de la concurrence ». L'entreprise est largement commencée. La Constitution européenne vise à la renforcer et à la mener à son terme en instaurant un cadre général contraignant et une véritable dictature d'une Commission européenne qui n'a en fait de compte à rendre à personne, et surtout pas aux électeurs. ■

La rédaction a reçu un abondant et intéressant courrier de lecteurs qu'il est impossible de citer en entier. Mais les trois lettres qui suivent, directement liées à l'actualité, trouvent logiquement leur place ici.



Lettre de Tel-Aviv

« Mais, est-ce que cela signifie que tu fréquentes des Arabes ? »

Cette question, assez surprenante, semblait tarauder depuis de longues minutes le groupe de jeune Israéliens avec qui je discutais en ce début de mois de juin sur une plage au nord

de Tel-Aviv. J'expliquais que la France ne connaissait pas une guerre de religion et encore moins une situation balkanique, que les dites « communautés » juive et arabo-musulmane continuaient d'entretenir de bonnes relations, malgré les tensions.

Mon séjour en Israël m'a permis de mieux comprendre la vision israélienne de la situation des Juifs de Diaspora, en particulier en France. Les médias israéliens, la presse et la télévision, ne traitent que très peu l'actualité européenne et, la seule fois où ils le font, c'est en fin de journal pour évoquer ici un rabbin molesté, là une (fausse) agression dans le RER.

De fait, de nombreux Israéliens, de gauche comme de droite d'ailleurs, imaginent que les Juifs de France sont évincés du monde culturel, politique et médiatique et que des villes comme Paris, Lyon ou Marseille sont sur le point de devenir *judenrein*... et ça n'est pas Alain Finkielkraut qui va leur dire le contraire.

Plus déroutant, le fait d'être juif et de ne pas vivre en Israël – ou de ne pas souhaiter s'y installer dans un avenir proche – semblait incompréhensible pour la grande majorité de mes interlocuteurs. C'est encore plus frappant pour les *sabras*, les habitants qui sont nés en Israël, pour qui la Diaspora est une notion floue et étrange, une sorte d'anomalie maintenant que le peuple juif a un État-nation. Ils n'arrivent pas à concevoir une identité juive (assumée et heureuse !) au sein d'une société multiethnique et multi-religieuse. Transposant les angoisses démographiques de l'État juif, ils s'inquiètent de la situation des Juifs dès que ceux-ci sont minoritaires, c'est à dire dans tous les pays du monde excepté Israël, ou n'ont pas une très forte influence politique, comme aux États-Unis.

Il m'a fallu beaucoup de persévérance pour expliquer que si le peuple juif a produit tant de grands hommes et femmes de lettres, de combattants politiques, de musiciens ou de cinéastes, c'est avant tout grâce au contact avec le reste du monde dans toute sa diversité.

La douloureuse situation présente, qui voit un antisémitisme virulent se développer dans le monde arabe et la guerre israélo-palestinienne continuer de plus belle, perturbe une sereine évolution des relations entre Israël et le reste du peuple juif. En France, nombreux sont les Juifs qui semblent être plus sionistes que les Israéliens eux-mêmes. On peut se demander si la défense

inconditionnelle de tous les aspects de la politique du gouvernement israélien ne devient pas leur unique engagement lié au judaïsme.

Si il est possible d'espérer qu'une juste résolution de la question palestinienne pourrait enclencher un nouveau cycle dans nos relations avec Israël, les séquelles des drames et des polémiques de ces dernières années vont longtemps peser.

Samuel Ghiles Meilhac

L'antisémitisme en France à un demi-siècle d'intervalle



En 1954, l'auteur de ces lignes n'était pas né. Il a pourtant le sentiment, quand il lit ce qu'on déclarait publiquement à l'époque, que la France dans laquelle il vit est plutôt moins antisémite que celle d'il y a cinquante ans.

En 1954, moins d'une décennie après la Shoah, un leader politique français de droite, Pierre Poujade, qui allait réunir deux ans plus tard, lors des élections législatives, plusieurs millions de voix sur son nom, déclarait en parlant du président du Conseil : « Monsieur Mendès, qui n'a de français que la deuxième partie de son nom »... Il disait aussi à qui voulait l'entendre que le même Mendès n'aurait jamais entamé sa campagne contre l'alcoolisme « s'il avait la moindre goutte de sang gaulois dans les veines ».

En 2004, plusieurs candidats potentiels à la présidence de la République sont, on le sait, « d'origine juive » et l'on ne peut exclure que l'un de ceux-ci soit effectivement élu. Eût-ce été concevable dans les années cinquante ? On peut fortement en douter, compte tenu de la violence et de l'impudence des propos de la nature de ceux que je viens de rappeler. Certaines déclarations ouvertement antisémites aujourd'hui ont certes tendance à renouer avec ce consternant passé. Mais on se doit de reconnaître qu'elles engendrent aussitôt une vive réprobation de la part de la très grande majorité de nos concitoyens. Quant aux violences antisémites (les passages à l'acte), elles sont, elles aussi, en incontestable recrudescence depuis quelques années mais, quelle que soit leur origine, elles ne sont à l'évidence le fait que de minorités agissantes et elles font l'objet d'une condamnation immédiate et sans appel de la part des pouvoirs publics, assortie d'une volonté réelle de les réprimer.

En 2004, j'ai donc la conviction que rien ne s'oppose vraiment à ce que la France « vote pour un Juif » lors de l'échéance de 2007 et, si tel devait être finalement le cas, je dois dire que, quel que soit l'élu, j'en serais fier pour mon pays.

David Dornbusch



Non, M. Sharon, je n'émigrerai pas en Israël !

Vous avez choisi le jour même où la France commémorait la rafle du Vél' d'Hiv' pour presser ceux que vous nommez « les Juifs de France » d'émigrer en Israël. Terrible parallèle.

Vous jetez de l'huile sur le feu lorsque vous justifiez cette prétendue urgence en citant le chiffre de 10% de musulmans en France. Terrible équation : 10% de musulmans = 10% de suspects, 10% d'antisémites potentiels. Voilà comment on fabrique des fantasmes dans les cerveaux de jeunes femme dérangées prenant le RER D...

Non, M. Sharon je n'émigrerai pas en Israël !

● Je n'émigrerai pas : né français en Algérie, j'ai grandi en France où mes parents ont choisi de venir vivre. Ma mère a été exclue de l'école primaire par le régime de Vichy tandis que mon père se battait à Monte Cassino contre la Wehrmacht, aux côtés d'un Alain Mimoun et de nombreux Arabes, Berbères ou Tirailleurs Sénégalais. Je suis un citoyen français.

● Je n'émigrerai pas : la France n'est pas antisémite, même si de vrais actes antijuifs ont été commis ces derniers temps, tout comme de vraies provocations, tout comme des actes anti-arabes ou islamophobes. Les auteurs en sont divers : esprits fragiles, néo-nazis croyant leur heure venue avec 18% d'électeurs d'extrême droite, services spéciaux, jeunes paumés ou manipulés, Français d'origine arabe qui se trompent de colère...

● Je n'émigrerai pas : la vocation du sionisme reste de rassembler les Juifs du monde en Israël, État qui se dit juif. Qui peut vous prendre au sérieux quand vous appelez à émigrer au nom de la « sécurité » alors qu'Israël est un

des pays du monde où les Juifs vivent le moins en sûreté, dans une société paranoïaque, oppressante, génératrice de ghettos juifs et arabes ?

● Je n'émigrerai pas : vos déclarations irresponsables voudraient opposer les Français juifs aux Français arabomusulmans. Vous n'y parviendrez pas. Au Proche-Orient comme en France, l'urgence est de détruire les murs pour construire des ponts.

● Je n'émigrerai pas : juif selon vos critères, je refuse de bénéficier de la soi-disant « loi du retour » dans un pays qui n'est pas le mien, un pays dont les gouvernements violent le droit international en érigeant un nouveau mur de la honte, en colonisant des territoires occupés, en détruisant des maisons, des oliviers, des orangers, en tuant des hommes, des femmes, des enfants d'un peuple qui n'est à vos yeux qu'un ramassis de « terroristes ». Ce sont les Palestiniens qui devraient pouvoir retourner dans le pays dont vous les chassez.

● Je n'émigrerai pas : M. Sharon, vous avez réussi l'exploit involontaire de contraindre les institutions les plus sionistes comme le CRIF, auto-proclamé « représentatif » des Juifs de France, à jouer les pompiers de vos propos incendiaires alors qu'il contribue habituellement, par sa politique pyromane, à la confusion entre Israéliens, sionistes et Juifs.

Non, M. Sharon, je n'émigrerai pas. C'est ici, dans mon pays, en Europe, que je combattrai tous les racismes, à commencer par votre politique, jusqu'à ce que le peuple palestinien puisse enfin vivre en paix en Palestine, aux côtés du peuple israélien, dans toutes ses composantes, en Israël.

Pierre Abecassis (avec Jean-Claude Meyer)

Singulière coïncidence...



Avant...

Diasporiques a demandé en son temps pour le numéro 32 à Sam Altabef, un de nos interlocuteurs habituels en *Séfarad*, de nous conter l'histoire de l'ancienne synagogue judéo-espagnole du 5, rue Popincourt à Paris, un lieu de ralliement des Juifs de Turquie et de Grèce, surnommé par le passé « le Bosphore à Paris ». En effet, l'association « Aki estamos » qui regroupe des Juifs hispanophones était en train de faire des démarches pour réhabiliter ce modeste centre social avec le projet d'en faire un lieu d'histoire vivante. On sait ce qu'il en advint récemment... Il ne convient plus de gloser sur la surmédiatisation des gestes antisémites qui ont inspiré à un Juif un habillage aussi aberrant de son geste de vengeance : tout a été dit. En dépit de cela nous publierons dans le numéro 32 *Le Bosphore à Paris*, car ce lieu doit revivre, envers et contre tout. En attendant, on peut s'interroger sur les excellentes raisons qui ont abouti à transformer un Juif indigent en un Juif SDF, et en un être de désespoir et de haine... ■



Après

Les Livres

Le savoir-déporté. Camps, Histoire, Psychanalyse, Anne-Lise Stern, Seuil, coll. La Librairie du *xx*^e siècle, 2004, 343 p., 22 euros.

« Prendre la parole est pour moi une véritable épreuve. Mais je n'ai pu me dérober à ce devoir en même temps que je sais que j'y faillis forcément », écrit Anne-Lise Stern, psychanalyste de renom, auteur dont la personnalité chaleureuse, profonde, ouverte, et la parole simple malgré sa formation lacanienne attirent le lecteur dès les premières lignes d'un livre apparemment discontinu – un recueil de conférences, de textes et de conversations de l'ancienne déportée à Auschwitz. Le camp de la mort, le savoir sur le camp pour l'avoir vécu et y avoir survécu, voici le sujet de ce livre qui démontre ce que l'on peut faire de ce savoir quand on est, comme l'auteur, l'une des rares déportées à être psychanalyste et l'unique lacanienne à avoir été elle-même déportée. « Des colloques, des journées passées à "Penser Auschwitz", cela me rend malade [...]. Alors je vais vous transmettre l'histoire qu'un monsieur juif très savant et très traditionaliste m'a lui-même donnée, en réponse à mon interrogation sur "panser" Auschwitz par la psychanalyse [...]... : il y avait en Pologne des rabbins guérisseurs. Ils écrivaient une petite écriture sur un bout de papier, roulé très serré et que le malade devait porter sur lui, une parole sur sa maladie (un *kritzel* [griffonnage] est le mot que j'ai retenu). Un rabbin comme ça, rescapé d'Auschwitz, vivait en Israël et il avait beaucoup de consultants. Un jour il décide de quitter le pays et ses malades viennent pleurer : « Qu'allons-nous devenir ? » – « Ne vous en faites pas, leur dit-il, allez à la synagogue et le premier à qui vous verrez, s'il retrousse sa manche, un petit numéro écrit sur le bras, allez vers lui, racontez-lui vos douleurs, et vous verrez, ça marchera très bien » (p. 261). Cette histoire est une sorte de métaphore sur la manière dont Anne-Lise Stern conçoit son action de psychanalyste "panseuse" d'Auschwitz ».

Le savoir-déporté, qui nous révèle tant sur la personnalité de son auteur, est cependant écrit avec trop de modestie pour se présenter comme une autobiographie. Nadine Fresco, historienne, et Martine Leibovici, philosophe, comblent les lacunes que laisse l'ensemble des textes de l'auteur par une préface en forme d'essai biographique, dont le moindre mérite n'est pas de poser avec acuité un fond historique au récit de vie de la fille de bourgeois juifs socialistes allemands, née à Berlin en 1921, et qui a vécu dans une « *Aufklärung*

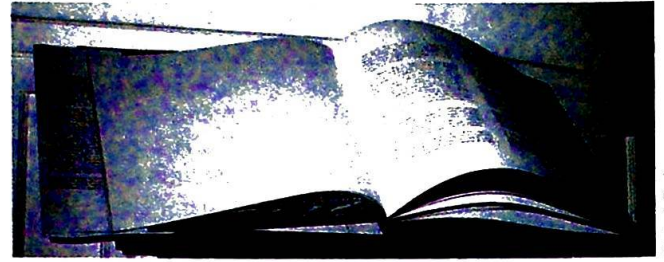


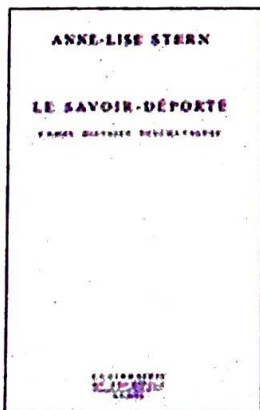
Photo J. Burko

familiale » jusqu'à la catastrophe hitlérienne des années trente, qui les pousse à fuir en France. Alors que les Stern auraient « rêvé de se dégager de toute appartenance contraignante », du fait de la persécution ils deviennent des « Juifs malgré eux », tout en agissant dans la solidarité clandestine avec les autres persécutés. Au début de 1944, Anne-Lise est dénoncée comme juive et arrêtée le 1^{er} avril. Internée à Drancy, elle en est déportée avec le convoi n° 71 qui arrive à Auschwitz-Birkenau le 15 avril 1944. Elle passera la fin de 1944, l'hiver et le printemps 1945 successivement dans les camps de Buchenwald, de Raguhn, et de Theresienstadt. En juin 1945 elle rentre à Paris où elle retrouve ses parents. Ce périple et le séjour dans les camps forment la matière de la première partie du récit.

Elle raconte ensuite comment, après avoir côtoyé le docteur Mengele au camp, il lui fut impensable de reprendre ses études de médecine. En revanche, l'analyse commencée en 1956 avec Jacques Lacan la détermine à devenir psychanalyste. Elle s'interroge cependant : « Peut-on être psychanalyste en ayant été déporté(e) à Auschwitz ? La réponse est non. Peut-on aujourd'hui être psychanalyste sans cela ? La réponse est encore non ». Alors, dit-elle, « la question insoluble s'est vraiment posée ainsi : la psychanalyse ou la vie » (p. 115).

C'est cette détermination à vivre malgré tout qui donne pour elle la réponse à la question maintes fois posée aux survivants et par les survivants : pourquoi eux, pourquoi moi et pas les autres ? Dans la première partie du livre qui retrace le cheminement d'un camp à l'autre, elle évoque par exemple le vertige qui la saisit à maintes reprises devant la tentation de se laisser aller, de s'amollir, ce qui la conduirait au *Revier* puis à la sélection vers la mort certaine. Et la manière dont chaque fois elle se reprend pour d'autres interminables, insupportables souffrances, l'expérience qu'elle acquiert très vite de ce qu'il faut faire pour vivre, le maintien de son humanité par les soins minimaux de son corps, par un regard digne sur soi-même, compatissant sur les autres.

Ce récit de la déportation, l'auteur a eu la chance de pouvoir le faire à ses parents dès le retour parce qu'ils étaient justement ouverts à la psychanalyse et surent l'écouter. Mais pour d'autres, ce récit a été impossible, refusé même lorsque, au lendemain de la guerre, les anciens déportés ont fait se détourner les regards, boucher les oreilles de ceux qui auraient dû les entendre. Ceux qui avaient été traités comme des « pièces » dans le langage codé des SS se retrouvaient, en temps de paix, parmi les autres, être des « documents », des objets abstraits. C'est le film





Shoah de Claude Lanzmann qui a « autorisé, suscité le désir de s'exprimer, de témoigner chacun en son nom », alors que jusqu'à ce film, dit Anne-Lise Stern, il avait semblé à chacun que parler consistait à dissimuler une partie de la vérité, à trahir ceux qui étaient morts et qu'aucune parole ne pouvait représenter.

Parmi les textes qu'Anne-Lise Stern a écrits pour des colloques ou des conférences, prononcés dans des séminaires informels, l'hommage à l'œuvre de Claude Lanzmann n'est pas le seul ; on découvre surtout ici la grande humanité de Jacques Lacan et, même pour ceux qui sont éloignés de la psychanalyse, un écho du dialogue que cet homme dont la mémoire est si présente a mené avec l'auteur en faisant éclore chez l'ancienne déportée le « savoir-déporté », une façon de grandir encore sa propre humanité et de la mettre au service des autres. ■

Elise Marienstras

Les États baltiques, les sociétés gigognes, Yves Plasseraud, Ed. Armeline, Paris, 2003, 435 p., 35 euros.

Yves Plasseraud, que les lecteurs de *Diasporiques* connaissent par plusieurs articles, nous propose ici un livre important. Les trois États que nous appelons à tort « baltes » et que nous confondons souvent retrouvent sous sa plume leur individualité respective. Et, en effet, rien n'autorise à les confondre. Si la Lettonie et la Lituanie sont peuplées majoritairement par des ethnies baltes, l'Estonie l'est par des ugro-finnois, bien plus proches des Finnois d'en face que de leurs voisins méridionaux. Si l'Estonie et la Lettonie n'ont jamais eu, jusqu'au vingtième siècle, d'existence étatique propre, dominées d'abord par les Allemands puis par les Russes, les Lituanais ont constitué très tôt un grand État indépendant, allant de la Baltique jusqu'à la Mer Noire, annexant des terres biélorusses, russes, ukrainiennes... avant de tomber à partir du quinzième siècle sous l'influence culturelle, religieuse et politique de leurs voisins polonais. On complète ainsi utilement sa culture générale. Mais l'intérêt profond et la raison d'être du livre sont plus loin, dans l'histoire contemporaine et immédiate de ces États, qui viennent de rejoindre l'Union européenne. On suit leur première indépendance en 1920, leur évolution dans l'entre-

deux-guerres, l'occupation soviétique de 1940 suivie de l'invasion allemande, la « libération » par l'Armée rouge et la nouvelle intégration dans l'URSS... Autant d'épisodes sanglants, dramatiques, qui ont profondément bouleversé toute la région et la composition de sa population.

L'auteur a suivi attentivement l'évolution de ces trois États depuis leur nouvelle indépendance des années 90 et nous trace clairement les différentes étapes de leur

marche vers la démocratie. Nous savons ainsi, grâce à lui, qui est récemment entré dans l'Union Européenne, où sont et où en sont les nouvelles marches orientales de l'Union. Disons que cette image est « globalement rassurante ». Mais avant de parvenir à cette étape paisible, il a fallu traverser les sombres années 40, et la guerre. Yves Plasseraud nous livre sans complaisance toutes les facettes du comportement de ces trois peuples et de leurs minorités nationales durant cette période.

L'auteur est en effet par ailleurs un spécialiste des minorités et s'attache à nous décrire en détail l'évolution et l'état actuel de chacune d'elles dans chaque pays baltique. Et il apparaît que les vieux pays centralisés comme le nôtre pourraient prendre des leçons de multiethnicité chez les jeunes démocraties de cette région.

Le lecteur de *Diasporiques* suivra tout particulièrement le devenir de la minorité juive dans ces pays. L'auteur s'attarde sur son apparition fort ancienne, sur l'importance qu'elle avait prise (tout particulièrement en Lituanie, un des berceaux de la culture yiddish) et sur son sort tragique pendant l'occupation allemande. Rien ne nous est caché notamment de la collaboration lituanienne et lettonne dans le Génocide. Tout comme nous est dévoilée la résistance actuelle, résiduelle mais persistante, à reconnaître la totalité de ces crimes.

Cet ouvrage se lit avec une grande facilité, son écriture est limpide et agréable, les notes et les illustrations aident à comprendre des situations parfois complexes. C'est, nous l'avons dit, un livre important et particulièrement enrichissant. Le lecteur comprendra pourquoi il a fallu 450 pages pour décrire un si petit lambeau de terre... ■

Jacques Burko

L'État des Juifs, Theodor Herzl, suivi de *Essais sur le sionisme : de l'État des Juifs à l'État d'Israël*, par Claude Klein. Présentation, notes, postface inédite et traduction de l'allemand par Claude Klein. La Découverte/Poche, *Essais*, Paris, 1990-2003, 7,50 euros.

Après une première publication de cet ouvrage en 1990 aux Éditions la Découverte dans la collection « Textes à l'appui/histoire contemporaine », cette nouvelle traduction de l'ouvrage fondateur de Theodor Herzl est parue il y a quelques mois en édition de poche. Sa lecture, ainsi que celle des nombreuses notes et de l'essai de Claude Klein qui l'accompagnent, méritent qu'on y consacre un peu de temps (le corps du texte lui-même ne comporte que 70 pages...). La situation politique et militaire au Proche-Orient, ses conséquences sur la situation internationale et sur le fonctionnement de notre société, la « recrudescence » de l'antisémitisme ou de sa perception en France rendent cette lecture d'une réelle actualité si l'on souhaite éclairer la compréhension du présent par l'analyse du passé.

Dans sa présentation méticuleuse du travail de Herzl, Klein se situe volontairement dans une perspective politique et militante : c'est bien de l'État des Juifs qu'il est question,





dès le titre donné à cet ouvrage en traduction de « Der Judenstaat », et non pas de « l'État juif », comme ceci est le cas pour la plupart des traductions (françaises, mais également étrangères) jusqu'alors publiées. Si Klein justifie son choix par la fidélité à la pensée de Herzl qui, selon lui, milite clairement pour la création d'un État pour les Juifs et non pas d'un État juif, il se réfère implicitement par ce choix à l'une des premières affirmations de Herzl dans l'introduction :

« Nous sommes un peuple. Un peuple-un » (*Ein Volk*). Il n'y a donc, d'emblée, aucune place, si modeste soit-elle, pour une reconnaissance des différentes façons de vivre et d'exprimer sa judaïcité, il n'existe qu'une seule façon d'être juif... Et la création d'un État pour les Juifs, même s'il doit être un État comme les autres, concernera tous les Juifs, ce sera l'État des Juifs. Il n'existe donc que deux voies pour les Juifs de la diaspora : l'assimilation ou la participation à la création de l'État des Juifs. Rester juif implique donc *ipso facto* être sioniste. Et quelle est la force motrice de la création de cet État ? La détresse des Juifs. La détresse des Juifs en diaspora et le sionisme sont indissolublement liés, ce qui permet bien d'éclairer et de comprendre ce qui a été l'attitude permanente des mouvements sionistes depuis le début du xx^e siècle. Asseoir leur propagande sur la détresse existante des Juifs et, si celle-ci n'existe pas ou n'est pas suffisante, contribuer à en accroître la perception.

Le plan de Herzl est simple : créer une nouvelle souveraineté étatique en s'appuyant sur deux organes, la *Society of Jews*, bras scientifique et politique de l'État en formation, et la *Jewish Company*, chargée des aspects pratiques. C'est sur ces bases que Herzl envisage, jusque dans un niveau de détail surprenant pour certains aspects tels que l'organisation du travail quotidien (la journée de sept heures selon une organisation « toute militaire »), les éléments constitutifs de l'État dont il rêve.

D'abord, où le localiser ? La Palestine ou... l'Argentine ? ! Il n'est nullement question de l'Ouganda, qui n'apparaîtra que bien plus tard. Les habitations seront d'abord modestes pour les premiers arrivants, ouvriers non qualifiés arrivant de Russie ou de Roumanie, puis il y aura des maisons conçues par des architectes pour les bourgeois qui arriveront ensuite, lorsque les conditions d'accueil seront plus confortables, puis enfin des châteaux si les Juifs les plus riches veulent bien venir (ce dont Herzl ne semble pas, à juste titre, très convaincu). Herzl envisage ensuite de façon très minutieuse et systématique toutes les composantes du futur État, butant néanmoins sur quelques obstacles, certes mineurs mais symboliques (ainsi pour la langue, qui ne saurait être ni l'hébreu ni encore moins « ces jargons dégénérés et corrompus... ces langues de ghetto », mais l'ensemble des langues parlées par les nouveaux immigrants ou pour le drapeau, « blanc, avec sept étoiles d'or, pour les sept heures dorées de notre journée de travail » !).

Cette lecture est intéressante à plus d'un titre, ne serait-ce que pour la valeur historique de ce texte et des idées dont il est porteur qui ont, à coup sûr, changé la face du monde. Mais il est également intéressant en ce qu'il est sûrement un excellent reflet de l'idéologie sociale et politique dominante à la fin du xix^e siècle parmi les élites juives en Europe occidentale, en rupture avec la majorité des Juifs de Russie, qui émigreront massivement vers l'Amérique pour y constituer ce qui demeure jusqu'à aujourd'hui le plus grand regroupement de Juifs dans un seul pays, y compris Israël. Il est enfin intéressant de constater que Herzl ne se donne même pas la peine d'envisager, entre assimilation et émigration, la troisième voie pour les Juifs qui est la vie en diaspora (ce terme, apparu en 1909, n'existait pas au moment de la première publication de son ouvrage en 1896), dont le concept avait fait l'objet de débats importants dans les milieux juifs de la seconde moitié du xix^e siècle, en particulier à l'instigation de Simon Doubnov dans ses *Lettres sur le Judaïsme ancien et nouveau* (Éditions du Cerf, Paris, 1989) et sa défense d'une nation socio-culturelle juive, dépassant la notion d'État-nation. ■

Freddy Spira

Le sionisme est-il mort ? Revue *Mouvements* (mai-août 2004), 4, rue Béranger, 75003 Paris.

Le numéro 33-34 de la revue *Mouvements* a pour titre « Le sionisme est-il mort ? ». Quinze articles d'historiens, journalistes, géographes, philosophes, politologues israéliens, français ou arabes traitent de la question. Ils ont pour intérêt majeur d'exprimer un point de vue actuel, à partir de définitions différentes selon les auteurs mais précises, des termes sionisme, néo-sionisme, post-sionisme. Ce qui clarifie le débat.

Voici un ensemble de textes nécessairement diversifiés quant aux points de vue exprimés, mais dont la lecture peut être féconde tant pour les diasporistes que pour les tenants d'un *État des Juifs* ou *pour Juifs*...

L'éditorial énonce d'entrée une double problématique : le sionisme tel que l'avaient pensé ses précurseurs est mort mais l'intérêt majeur porté à « ce petit coin du monde » réside dans le fait que s'y joue à travers les contradictions de l'Orient et de l'Occident la crédibilité d'un ordre mondial plus juste.

Le sionisme décrit par l'historien israélien Denis Charbit est la cristallisation de composantes multiples et diverses qui se sont rajoutées au cours du temps : le désir de retourner dans la terre de Dieu, celui de créer un État-nation à une époque où l'antisémitisme se faisait virulent en Europe Centrale en se mettant au diapason de ce qui





se créait dans le monde occidental, la nécessité de trouver un refuge suite à la Shoah.

Alain Dieckhoff émet d'autres définitions du sionisme, néo-sionisme et post-sionisme en Israël. Pour lui, les néo-sionistes sont ceux qui veulent développer la présence juive sur l'ensemble des terres israéliennes, y compris les colonies. Ils n'aspirent pas à une normalisation politique du peuple juif mais à cultiver sa mission divine. Les post-sionistes considèrent que le sionisme est dépassé et que l'État doit cesser d'être un État juif pour devenir l'État des Juifs, c'est-à-dire où les Juifs constituent une majorité démographique ; il se doit d'approfondir la démocratie libérale. Quant aux sionistes, ils considèrent qu'Israël est l'État du peuple juif résidant aussi bien en diaspora qu'en Israël.

Henri Goldman, rédacteur en chef de la revue *Politique* (Bruxelles), analyse le sionisme des Juifs d'Occident comme un substitut idéologique appelé à combler à lui tout seul les dégâts que l'acculturation fait subir à l'identité juive. « En fait, écrit-il, ce qui fait la force du sionisme [c'est] qu'il est le seul projet politique prenant le peuple juif pour sujet à avoir abouti », le projet du Bund ou des autres socialistes ou communistes ayant tragiquement échoué dans le génocide nazi ou l'élimination des Juifs en URSS. Pour lui, être sioniste de nos jours ne signifie plus être obligé d'émigrer en Israël, au contraire, dans la mesure où les Israéliens ont besoin de forces de pression dans les pays occidentaux. Pour être sioniste il faut seulement « tout en continuant à vivre ailleurs, faire d'Israël son principal centre d'intérêt et l'unique référent d'une diaspora réduite à l'état de succursale politique et culturelle ». C'est ce qu'il appelle le « sionisme par procuration ». Cependant, pour lui, « l'OPA d'Israël » sur l'identité juive a échoué. Les Juifs d'Europe et d'Amérique ne pourront se réconcilier avec eux-mêmes que par un véritable travail sur diverses sources et l'on voit émerger ce travail notamment dans l'étude de la langue yiddish. « Petit à petit, écrit-il, la diaspora redevient actrice de sa propre histoire ».

Un article de William Berthomière, géographe, spécialiste des questions de migration, retrace les étapes migratoires en Israël et rappelle que le pays ne regroupe que 40% de la population juive mondiale.

D'autres articles ou débats mentionnent la question du sionisme en Occident ou en Israël, celle du nationalisme palestinien, de l'attitude des arabes éclairés face à la judéophobie.

Le dossier se termine par une table ronde sur les Juifs en France et en Israël, où la question de l'antisémitisme est bien évidemment soulevée. Entre les participants, Esther Benbassa, Théo Klein, Patrick Klugman et Dominique Vidal, les positions divergent. Sur la lutte contre l'antisémitisme en France deux expériences méritent d'être mentionnées : celle de Dominique Vidal qui participe avec Leïla Shahid et Michel Warschawski depuis un an à des débats en banlieue ou en centre ville pour essayer de « désethniciser un conflit

qui n'a strictement rien d'ethnique ou de religieux ». Et aussi l'expérience d'Esther Benbassa qui essaie de créer avec Jean-Christophe Attias les conditions d'un dialogue judéo-musulman, estimant que l'effort pédagogique doit être fait aussi en direction des élites, qui transmettent leur vision du monde. ■

Thérèse Spector

Face à l'Islam, Abdelwahab Meddeb, entretien mené par Philippe Petit, ed. Textuel (Conversations pour demain), 2004, 216 p., 21,50 euros.



La double généalogie de Meddeb, Français d'origine tunisienne, son érudition en matière de religion, de philosophie, de littérature, d'histoire, en font un passeur de choix entre plusieurs cultures. Ce court livre d'entretiens ne prétend pas approfondir les sujets concernant l'Islam, mais il ouvre des pistes fécondes sur des questions qui nous agitent. Par exemple : l'essence de l'Islam réside-t-elle dans la consubstantialité du politique et du religieux ? D'où vient l'intégrisme musulman ? Quel avenir a-t-il ? Qu'est-ce qui unit et différencie les trois monothéismes ? Comment expliquer le déclin de la civilisation islamique ? Que penser de l'antisémitisme musulman ? Au passage, l'écrivain conteste les partis pris d'Alexandre Adler, de Daniel Sibony, de Taguieff, ou de... Tariq Ramadan. Grand lecteur d'Ibn Arabi et de Spinoza, héritier des Lumières, Abdelwahab Meddeb est un penseur éblouissant qu'il faut lire absolument. ■

Evelyn Reberg

Lénine, Jean-Jacques Marie, Éditions Balland, 2004, 503 p., 25 euros.

Disons-le d'emblée, le grand mérite du gros livre de J.-J. Marie est de ne pas enfermer la biographie de Lénine dans une imagerie d'Épinal. Dans son avant-propos l'auteur avertit que la grande difficulté pour tout biographe de Lénine réside dans le fait qu'« à partir d'octobre 1917, il est à la fois chef d'État, chef de parti, inspirateur de l'Internationale communiste, agitateur, propagandiste, journaliste. »... Il faudrait ajouter le penseur politique que Lénine ne cessera jamais d'être et qui est probablement l'aspect le plus pertinent de sa personnalité. L'auteur ne s'y trompe pas en terminant son ouvrage par un hommage appuyé à « l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme » en soulignant combien certains aspects de la pensée de Lénine restent d'actualité. En suivant cette biographie foisonnante, nous sommes enclins à faire une lecture rétrospective de ce que fut le monde soviétique dont toute la substance se trouve déjà en germe dans la pensée et l'action de Lénine.

La biographie

Anecdote – mais peut-être pas tant que cela – est la confirmation, soigneusement dissimulée par le système soviétique, de l'ascendance juive de Lénine du côté maternel : l'arrière-grand-père Mochko Blank, petit commerçant qui se convertit à l'orthodoxie ainsi que ses deux fils Alexandre – le grand-père de Lénine – et Israël.

Plekhanov, le père du marxisme russe, que Lénine vénère, le choquera en déclarant, à propos du Bund (créé en 1897) « qu'il exploite les Russes » et que « les Juifs sont tous des chauvins et des nationalistes, qu'un parti russe doit être russe ». Il n'est pas inutile de rappeler que le Bund, fort au début du ^{xx}e siècle de 35 000 adhérents, revendiquait fortement son autonomie au sein du POSDR (Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie).

L'univers bourgeois (on pense au Tchekov de *la Cerisaie*) du jeune Vladimir est marqué par l'exécution en mai 1887 de son frère aîné Alexandre, impliqué avec un groupe d'étudiants de Saint-Petersbourg dans une tentative de complot contre le régime autocratique du tsar.

Cet événement tragique fermera au reconnu surdoué qu'est Vladimir les portes des Universités russes, et même le droit d'aller étudier à l'étranger.

L'opiniâtreté de sa mère lui permettra finalement d'entreprendre ses études de droit en préparant en quelques mois un examen demandant normalement quatre années d'études. Il s'installera à partir de 1894 à Saint-Petersbourg et rejoindra les groupes révolutionnaires opposés au tsar. Dès lors sa vie sera entrecoupée de périodes d'exil, en Russie d'abord puis à l'étranger pratiquement jusqu'en 1917.

Le penseur politique

Lénine déclarait dès 1899 qu'il ne fallait nullement tenir « la théorie de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible » et ajoutait quatre ans plus tard : « Ne pas faire attention aux conditions qui ont changé... défendre les vieilles positions du marxisme, cela signifie être fidèle à la lettre et non à l'esprit de son enseignement ».

Il est intéressant de noter, et l'auteur le met bien en évidence, combien les débats sur les structures, l'appartenance au parti, le centralisme jacobin opposé ou non à la social-démocratie portent en germe tous les conflits ultérieurs. L'obsession du contrôle, même si elle est fondée sur « l'idée que les votes et les discours ne suffisent pas et qu'il faut vérifier l'exécution pratique des engagements verbaux », annonce toute la dérive bureaucratique que Lénine dénoncera tout le long de sa vie sans se rendre compte qu'il en est le propre initiateur !

Après la révolution de 1905, le débat entre un certain légalisme et la lutte armée va devenir aigu et la cause profonde du clivage mencheviks/bolcheviks.

Au congrès de l'Internationale, Lénine, avec Rosa Luxembourg et Martov, pose les bases du « défaitisme révolutionnaire » visant à « utiliser la crise pour renverser le régime capitaliste ». On sait comment ceci volera en éclats en 1914, et l'Internationale socialiste avec !

Analysant l'échec de la Commune de Paris, Lénine déclare en 1908 : « Il est des moments où les intérêts du prolétariat

exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés », position qui se concrétisera par l'émergence du « communisme de guerre ».

J.-J. Marie souligne également la richesse de ces années d'exil pour la formation philosophique et idéologique de Lénine avec au passage sa capacité phénoménale d'intégration intellectuelle.

Les débats idéologiques, au sein même de la fraction bolchevik et entre les différentes fractions du POSDR, ne cesseront jamais avec leurs jeux d'alliances se faisant et se défaisant, accompagnées d'une cascade d'exclusions et de réconciliations. On sait comment Staline confèrera à ces processus un caractère irréversible.

Durant cette période qui précède la Première Guerre mondiale, Lénine élaborera son ouvrage peut-être le plus le plus pertinent, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

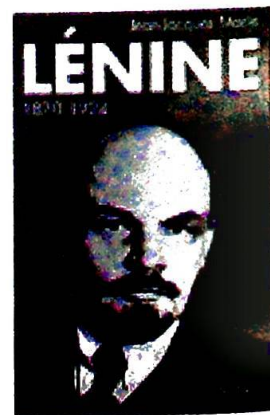
En 1919, lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste, avec le communiste hindou M.N. Roy, il approfondira encore ces questions : « La plus-value obtenue par l'exploitation des colonies est un des appuis du capitalisme moderne... Grâce à la possibilité d'exploiter intensément la main d'œuvre et les sources naturelles de matières premières des colonies... l'impérialisme européen a réussi dans ses propres pays à faire des concessions toujours plus grandes à l'aristocratie ouvrière ».

L'homme dans l'action

Le volontarisme de Lénine est sans doute le trait le plus marquant de sa personnalité quand il entre dans l'action. J.-J. Marie décrit bien comment, lorsque la révolution éclate et qu'il revient en Russie avec la complaisance voire la complicité des autorités allemandes, Lénine va avoir une attitude volontariste pour imposer à marches forcées « sa » révolution prolétarienne en suscitant incompréhension et désapprobation chez la plupart des dirigeants, à commencer par Plekhanov.

Dans le climat de démoralisation générale de l'armée et de mécontentement de plus en plus grand des mondes ouvrier et paysan et face aux hésitations de nombre de dirigeants du parti bolchevik hésitant et oscillant entre déclenchement de l'insurrection ou perspective parlementaire, il martèle, le 8 octobre 1917, devant le comité central : « La temporisation c'est la mort ». Il demande même l'exclusion du parti de Zinoviev et Kamenev coupables de s'opposer au soulèvement armé avant la tenue du congrès du parti et Staline déclare alors : « L'exclusion du parti n'est pas une recette ; il faut garder intacte l'unité du parti » (sic !).

Le pouvoir conquis, Lénine va se retrouver face à une situation de chaos grandissant dans la guerre civile d'abord, puis durant la guerre avec la Pologne. J.-J. Marie montre bien le climat d'improvisation, d'anarchie qui va caractériser la pratique





gouvernementale avec en toile de fond la nécessité de demander encore et toujours une répression accrue pour parvenir à la réalisation du socialisme. Lénine déclare alors qu'il faut : « *éliminer et mettre hors d'état de nuire les parasites (les riches et les filous, les incapables et les commères hystériques de la gent intellectuelle). Débarasser la terre russe, de tous les insectes nuisibles, des puces (les filous), des punaises (les riches) et ainsi de suite... Ici on mettra en prison une dizaine de riches, une douzaine de filous, une demi-douzaine d'ouvriers qui tirent au flanc... Là on les enverra nettoyer les latrines...* » ou encore « *on fusillera un individu sur dix coupables de parasitisme...* ». Difficile de prétendre que « *le ventre n'était pas fécond d'où allait surgir le monstre* ».

Plus tard (en 1921 ?), face à la révolte paysanne de la région de Penza, Lénine ordonne aux dirigeants bolcheviks de « *mettre en œuvre une terreur de masse impitoyable contre les koulaks, les popes et les garde-blancs ; d'enfermer les gens douteux dans des camps de concentration* ».

On peut savoir gré à J.-J. Marie de ne pas avoir « omis » de telles déclarations.

Le chaos, la famine font des ravages. Lénine vitupère, signe des décrets contre la corruption, l'incompétence, l'incurie. Il se débattait constamment dans la contradiction du monde paysan qu'il connaît bien : « *en tant que travailleur... [le paysan] est du côté de l'ouvrier, mais en tant que propriétaire qui dispose d'un surplus de grain, [il] est habitué à considérer ces surplus comme sa propriété qu'il peut vendre librement... Les paysans ne comprennent absolument pas du tout que le libre commerce des grains est un crime d'État... Les exploitations paysannes individuelles sont pour ainsi dire les fondements du capitalisme* » ; dès lors toutes les tragiques dérives seront possibles...

Lénine condamnera certes fermement les propos du vice-président de la Tcheka (la police politique chargée de la mise en œuvre des décisions officielles, structure qui allait être remplacée par la Guépéou), le dénommé Latsis : « *Ne cherchez pas au cours d'une instruction des documents ou des preuves témoignant que le prévenu ait agi, en actes ou en paroles, contre les Soviëts. La première question que vous devez lui poser est de savoir à quelle classe sociale il appartient, quelle est son origine, son éducation, son instruction ou sa profession. Ce sont ces questions qui doivent décider du sort du prévenu* ». Les réserves de Lénine seront totalement vaines. Combien de Latsis le système va-t-il produire ?

Tout comme Trotski, Lénine pensait que la révolution n'avait des chances de l'emporter que si elle se propageait notamment dans les pays industrialisés : « *L'édification [du socialisme] dépend de la rapidité avec laquelle la révolution triomphera dans les pays les plus importants d'Europe. Ce n'est qu'après une telle victoire que nous pourrions nous atteler sérieusement à cette édification* » déclare-t-il en mars 1919.

Devant l'échec de cette propagation si ardemment souhaitée, Staline se fera le chantre de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Lénine reconnaîtra en 1921 que la tentative de passage forcé au communisme s'est soldée par un échec mais J.-J. Marie montre bien que Lénine s'est engagé « à reculons » dans la NEP (Nouvelle Politique Économique).

Le bureaucratisme et la corruption

« *Les ouvriers après avoir conquis le pouvoir politique briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil* »... Lénine propose les trois mesures suivantes :

« 1. *Électivité mais aussi révocabilité à tout moment ;*
2. *Un salaire non supérieur à celui d'un ouvrier ;*
3. *Adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que tous deviennent pour un temps des bureaucrates et que de ce fait personne ne puisse devenir bureaucrate* ». Il est vrai que quelque temps après il déclarera : « *Le bureaucratisme existe chez tout le monde... Celui qui propose d'en finir avec le bureaucratisme est un démagogue... ; pour vaincre le bureaucratisme... il faut que l'analphabétisme ait complètement disparu, que la culture soit généralisée* ».

J.-J. Marie note que : « *De nombreux éléments déclassés et marginaux entrent dans les divers organismes du parti, de la Tcheka et de l'appareil d'État, aux côtés du personnel de l'appareil tsariste* » et il ajoute « *Lénine prend tôt conscience de cette réalité* » ; il invite donc Zinoviev à envoyer les « *meilleurs ouvriers et militants de Petrograd à la campagne où il y a peu de gens honnêtes et où le besoin d'honnêtes gens est désespéré* ». J.-J. Marie souligne la rareté des références morales chez Lénine. Il est bien évident que l'on n'est plus tout à fait dans l'orthodoxie marxiste !

Dans un autre ordre, Lénine sera impuissant à juguler ce qu'il appellera le « commensonge » ou mensonge communiste : les rapports truqués et le bluff, écrit J.-J. Marie.

Tout cela restera lettre morte et la « gangrène » bureaucratique ne fera que croître et embellir ; J.-J. Marie souligne que, dès 1919, le Vseovoboutch (Centre de Formation militaire) rassemble... 24 000 officiers alors que les réserves de l'Armée Rouge en disposent de moins de 6 000 !

Lénine dénoncera, toujours aussi vainement les « sovbourgs » ou « bourgeois soviétiques » qui profitent du système. Ces « sovbourgs » se rallieront massivement à Staline qui, lui, garantira leurs privilèges.

Face à cet état des faits le discours de Lénine prend une dimension « incantatoire » qui vise à adapter la réalité à la théorie ; ainsi : « *En période de révolution, le capitalisme monopoliste d'État se transforme immédiatement en socialisme* ». La famine abominable sévit, Lénine le reconnaîtra, lors du troisième congrès de l'Internationale en 1921 : « *Nous représentons le pouvoir d'État. Nous sommes en mesure jusqu'à un certain point de répartir les privations* ». Et cela ne l'empêche pas de déclarer toutefois dans un bel élan lyrique : « *Le capitalisme agonise... Aucune force au monde ne saurait l'empêcher de s'effondrer* ». J.-J. Marie ajoute que Lénine nuance son

propos : « *La société nouvelle est inéluctable. Tôt ou tard, vingt années plus tôt ou vingt années plus tard, elle viendra* ».

Traitant de la dernière période de la vie de Lénine, J.-J. Marie souligne le jeu incessant des alliances se faisant et se défaisant entre Zinoviev, Kamenev, Trotski et Staline et l'ascension quasi inexorable de ce dernier. On pense au Iago d'Othello ! J.-J. Marie voit même dans ce triomphe de Staline une cause directe « vraisemblable » du décès de Lénine.

André Siniavski dans *Civilisation soviétique*, paru en 1988, paraît bien résumer la place de Lénine dans l'histoire du xx^e siècle : « *Lénine abordait la lutte politique sous un angle strictement scientifique et rationnel, de façon pratique, en analysant la situation concrète. Mais en même temps, ces décisions si réfléchies s'accompagnaient couramment des illusions nécessaires à leur application. Il a mûrement calculé l'insurrection d'Octobre et la paix de Brest-Litovsk, mais en prenant appui sur l'utopie de la Révolution mondiale censée soutenir la révolution russe... ; la Révolution n'aurait pas triomphé sans cette utopie préalable car elle n'aurait pas eu le soutien des masses d'ouvriers et de paysans* ».

La question que pose J.-J. Marie de savoir si « *la parenthèse historique que Lénine a ouverte à la force du poignet se refermerait* » et à laquelle il répond bien évidemment par la négative reste tout à fait essentielle dans le débat entre le réformisme et la révolution.

On peut regretter, dans cet intéressant ouvrage, le nombre de redites et de fautes de typographie ainsi que l'absence d'outils de recherche tels qu'un index des noms cités, un glossaire et une chronologie des événements qui aurait permis au lecteur de se retrouver plus aisément dans le foisonnement des faits entre 1917 et 1924... ■

Georges Wajs

Entre héritage et devenir, la construction de la famille juive, Études offertes à Joseph Méléze-Modrzejewski, sous la direction de Patricia Hidiroglou, Publications de la Sorbonne, 2003, 416 p., 23 euros.

Ce volume appartient au genre des « Mélanges », série d'articles divers réunis par ses collègues et disciples pour un professeur d'Université, notamment à l'occasion de sa retraite. Et je dois reconnaître que je l'ai ouvert sans appétence, persuadée que l'extrême érudition, austère et du domaine de spécialistes, habituelle à ce type d'ouvrage m'intéresserait bien peu.

Je craignais également que l'éclatement du texte en articles totalement étrangers les uns aux autres ne nuise au maintien de l'intérêt du lecteur.

Or à peine ouvert ce livre m'a révélé des trésors et mon manque d'appétence s'est transformé en boulimie !

Son introduction est riche, précise, et d'une grande clarté. Il n'est plus question de s'inquiéter de l'« éclatement » de ces études qui couvrent certes un immense domaine, telles pour n'en citer que quelques-unes *La halitsah ou cérémonie du déchaussement : une procédure*

d'interruption du contrat social, L'éducation des enfants dans les livres de morale en yiddish (xvi^e-xviii^e siècles), Statut communauté, famille, le versant masculin de la réalité romaniote, ou Les Kaminski dans le théâtre yiddish de Pologne..., on voudrait les citer tous, tant chacun nous éclaire sur notre identité, notre culture et tant d'aspects des multiples diasporas.

Il faut louer ses auteurs d'avoir su écrire dans une langue claire propre à ne rebuter aucun non-spécialiste, clarté renforcée par le présence d'un riche glossaire dans les dernières pages.

Il faut féliciter Patricia Hidiroglou d'avoir su réunir une équipe et en organiser le travail tout en laissant à chacun sa pleine autonomie d'écriture.

« Il serait difficile, écrit-elle, d'introduire un livre sur la famille juive sans parler des textes saints et des références qui, sur plusieurs siècles ou même millénaires, ont contribué à la pérennité de certains de ses modèles » et de nous faire parcourir (trop rapidement à notre gré, mais la richesse des références bibliographiques compense la nécessaire brièveté de l'exposé) « L'héritage biblique et talmudique », puis « L'héritage de la diaspora » pour nous amener ensuite à une réflexion sur « Modernisation et acculturation ».

Cette première partie de l'introduction aboutit à une étude d'une grande richesse sur « La famille juive dans le champ des études historiques et anthropologiques ».

La seconde partie de l'introduction est consacrée à la présentation des trois « chapitres » qui regroupent ces articles et leur permettent de trouver leur unité propre. Il nous est impossible dans cet espace de les énumérer tous, non plus que leurs auteurs :

Intitulé « Le Contrat social », le premier chapitre regroupe quatre articles ayant pour objet « le lien matrimonial dans ses conséquences immédiates et à long terme, c'est-à-dire également lorsqu'il est rompu et que la dévolution des biens s'impose » et sur ces différents points il faut noter l'extraordinaire puissance de la transmission dans la longue durée.

Ce pouvoir de la transmission, nous le retrouvons dans le second chapitre, consacré à un autre héritage, l'héritage intellectuel et culturel qui donne sens à l'identité. « Que transmettre et comment ? Qu'a-t-on déjà reçu et pourquoi le transmettre ? » Cinq études déclinent cette même thématique dans des situations et cultures différentes.

Le troisième et dernier chapitre s'attache, en cinq études également, à l'importance des représentations de la famille dans la transmission des modèles et dans l'adaptation constante à l'environnement et au contexte comme en témoignent des supports différents tels que le théâtre, le cinéma, l'épigraphie funéraire.

Ainsi, écrit Patricia Hidiroglou au terme de cette introduction, « La construction de la famille juive apparaît comme reposant sur la double exigence de la fidélité à l'héritage





d'une part, et, de l'autre, de la présence au monde et de l'inscription dans le monde ».

Avant de terminer ce compte rendu il paraît indispensable de donner une place particulière à l'article de Katty Hazan figurant au second chapitre, intitulé *Enfants sans parents : la mobilisation identitaire en France au lendemain de la Shoah*. ; dans des sociétés minoritaires où la cellule familiale est le seul lieu de mémoire qui fixe et sélectionne les valeurs identitaires, que faire quand il n'y a plus de parents ? Que transmettre qui ne contredise pas l'action ou les idéaux des parents déportés ? En finale, quelle identité (juive) a été transmise ? Katty Hazan recense et analyse ici les solutions trouvées... et son article ouvre des perspectives nouvelles.

Oui, ce livre répond aux interrogations et au désir d'aller plus avant de tout lecteur de *Diasporiques*. ■

Antoinette Weil

L'Odyssée d'un voleur de pommes, Moïshé Rozenbaumas, préface d'Yitskhok Niborski, La Cause des Livres, 2004, 226 p., 18 euros.

La Lituanie avant la Seconde Guerre mondiale, la ville de Telz dont les survivants d'une population juive importante ont commémoré la mémoire dans *Le Livre de Telz (Sefer Telz)*... Travail auquel l'auteur rend hommage dès les premières lignes. Il veut lui aussi porter témoignage et rendre hommage à sa mère et à ses frères massacrés

Dans ce récit autobiographique Moïshé Rozenbaumas relate toutes les étapes de sa vie depuis sa naissance en 1922. C'est d'abord la peinture d'une population juive misérable, d'une famille plongée dans un dénuement total après la faillite du père qui abandonne sa famille ; c'est l'évocation d'une mère admirable, Méré-Hayé, c'est l'enfance pauvre, misérable d'un gamin qui va à l'école à contrecœur ; souvent puni, il préfère aller voler des pommes dans les vergers proches, celui du pope russe notamment, ou jouer des plaisirs du lac voisin (baignade, patinage selon la saison). Après le départ du père, l'école est finie pour lui, à douze ans le voici désormais soutien de famille, apprenti chez des artisans misérables : d'abord chez un photographe puis auprès d'un tailleur, dans une échoppe sordide. Progressivement il devient un employé de qualité. Mais la guerre éclate, c'est l'invasion, le massacre des siens, sa fuite vers l'est, 4 000 Km parcourus par tous les moyens, itinéraire qui l'amènera jusqu'aux frontières de la Chine.

Après l'internement terrible en Ouzbékistan, ce sont quatre années dans les commandos de l'Armée rouge, à laquelle il voue une grande reconnaissance pour la libération de son pays. Puis le retour en Pologne, à la vie civile. On suit sa

montée progressive dans la société échelon après échelon grâce à sa ténacité, à sa soif d'études, et plus encore, à son dévouement à « la cause » communiste. Il devient un cadre du Parti, jusqu'au jour du départ pour la France, ou plutôt de la fuite avec femme et enfants, lorsqu'il prendra du recul par rapport au système. Prise de conscience brutale, qui l'amènera à d'autres combats, à d'autres réussites, à d'autres prises de conscience.

L'intérêt de ce récit est tout d'abord dans la découverte par le lecteur d'un monde que souvent nous ignorons, dans la découverte aussi d'un homme hors du commun qui ne cesse de réfléchir et d'agir. Mais également dans la découverte d'une écriture.

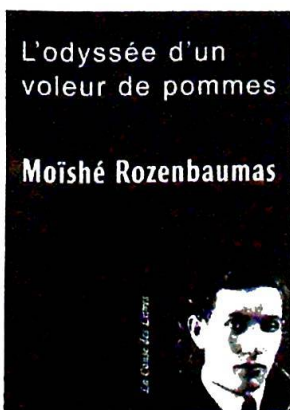
Certes, ce texte écrit par un adulte au maigre passé scolaire n'a aucune prétention littéraire, il est reçu pourtant chez le lecteur comme un écrit passionnant. En effet, il a d'abord été rédigé en yiddish (le yiddish que parlait l'enfant dont les apprentissages scolaires existaient si peu, celui aussi que l'homme fait continue à parler et dans lequel il se décide à écrire), le texte définitif publié par les éditions La Cause des Livres est celui de la traduction réalisée par l'auteur et reprise, mais avec quel respect !, par sa fille Isabelle Rozenbaumas. Cette dernière s'en explique dans une remarquable postface intitulée *Une traduction particulière*.

Et tout lecteur, yiddishisant ou non, sera certainement comme envoûté par la langue de ce récit. Même si cette langue peut choquer des puristes, nous en apprécions au delà de la traduction la saveur d'un yiddish intraduisible, « une orgie d'adverbes, écrit Isabelle Rozenbaumas, des adjectifs apposés, des jeux de mots... intraduisibles, des adresses au lecteur incrédule, des métaphores transposées, des phrases qui [paraissent] un peu étranges en français et [restent] opaques tant qu'on ne les [a] pas retraduites mentalement en yiddish. De cette langue que j'appelle 'la langue de mon père', de son style calqué sur le monologue dialogué du yiddish, je me suis efforcée de conserver la vivacité, la couleur, le goût, et parfois davantage... ». « Dans ce climat de parole et d'écriture, j'ai réalisé le voyage le plus lointain qu'il m'a été donné de faire, le plus étrange, le plus exotique, un voyage au cœur de mon père. Je pressais le pas dans les ruelles de son shtetl Telz, enfant turbulent, jeune prolétaire rebelle en mal d'un père. Je fuyais à ses côtés sur les routes et les fleuves d'Asie. Je chevauchais sur les entiers enneigés des forêts de Russie. Ulysse lucide et habile, j'ai vu cent fois la mort en face, et retourne dans une Ithaque dévastée, engloutie... » ■

A. W.

Les Régions de la grande hérésie, Jerzy Ficowski (traduit du polonais par Margot Carlier), Éditions « Noir sur Blanc », Paris, 2004, 230 p., 25 euros.

Jerzy Ficowski, grand poète et écrivain polonais, est né en 1924. À dix-huit ans il découvre par hasard un petit livre : *Les Boutiques de cannelle*. Ficowski est bouleversé, crie au génie et envoie à l'auteur, à Drohobycz, une lettre enthousiaste. Sauf que nous sommes en





1942, que Bruno Schulz est désormais enfermé dans le ghetto et que quelques semaines plus tard il sera abattu par un SS. La rencontre entre le lecteur et son idole n'aura pas lieu. Mais Ficowski, fidèle à ses passions, se met à la poursuite de Schulz. Dès la fin de la guerre il va à Drohobycz, interroge les voisins, cherche tous ceux qui avaient fréquenté l'écrivain, trouve des correspondances, des croquis, des témoignages, constitue toute une « schulzothèque ».

Ficowski, en limier professionnel, traque la moindre trace, le moindre écrit de Schulz en Ukraine, en Israël, aux États-Unis... « Schulz est Dieu, et Ficowski est son prophète » : c'est ainsi que se configure leur relation dans ces années de post-tourmente. Grâce aux efforts de Ficowski, Schulz évite le purgatoire de l'oubli, malgré des réticences dites ou non dites : Schulz était juif et l'ambiance est antisémite, c'était un petit bourgeois et nous sommes dans la Pologne populaire, son univers est onirique et le « réalisme socialiste » bat son plein (À propos du *réalisme socialiste*, une anecdote de la vie de l'écrivain : de septembre 1939 à juin 1941 la ville de Schulz a été occupée par les Soviétiques. Deux années de paix précieuse, mais aussi de conflit entre l'écrivain et « le monde nouveau ». Une seule fois Schulz a envoyé une nouvelle à une revue ; elle lui a été retournée avec l'annotation : « Nous n'avons pas besoin d'un Proust ici »)... D'ailleurs, aujourd'hui Drohobycz n'est plus en Pologne : ce pays aux frontières mouvantes a rendu toute la région à l'Ukraine. Il a fallu beaucoup d'acharnement à Ficowski pour rendre à Schulz la place qui est la sienne dans la littérature polonaise. Et si aujourd'hui le lecteur français connaît aussi *Les Boutiques de cannelle* ou *Le Sanatorium au croque-mort*, ce n'est pas seulement grâce aux efforts de gens tels que Nadeau ni aux films de Has, c'est tout d'abord grâce à Jerzy Ficowski.

Les Régions de la grande hérésie est le livre que Ficowski a consacré à Bruno Schulz, avant d'écrire sur lui des dizaines d'articles, d'écrits et de notes, avant aussi de faire éditer tout ce qui subsiste des écrits de Schulz. Ce livre est à la fois une biographie très vivante et très fouillée de l'écrivain et le récit de la recherche par Ficowski de tout ce qu'il était possible de sauver de la « Schulziade ». Et une description rapide de ses découvertes. La version de ce livre que publie aujourd'hui en français « Noir sur blanc » dans l'excellente traduction de Margot Carlier correspond à une édition que Ficowski a complétée vingt ans après la première publication de ce livre. Ce qui prouve que Schulz vit encore... et que, par ailleurs, cette vie n'est pas toujours paisible. Ainsi, l'avant-dernier chapitre s'appelle « En attendant Le Messie ». Il ne s'agit pas en l'occurrence du Messie qu'attendent les Juifs croyants, mais du troisième livre de Schulz, ainsi intitulé, et qui n'avait pas eu le temps d'être édité. Son manuscrit pourrait se trouver, après d'incroyables péripéties, dans les archives du KGB à Moscou. Et, à quatre-vingts ans, Ficowski ne perd pas

l'espoir de le récupérer... Le dernier chapitre raconte les faits rapportés par ailleurs par le texte de Bora Cosic (voir p. 43 de ce numéro), une triste histoire de fresques peintes par Schulz et dérobées récemment.

Le livre présente aussi les plus intéressantes des lettres écrites par Bruno Schulz à divers correspondants et s'achève sur une chronologie détaillée de la vie de l'écrivain. Un index permet de retrouver les principaux repères dans le texte. La publication de cet ouvrage coïncide avec la grande exposition que le Musée d'art et d'histoire du judaïsme consacre actuellement à Bruno Schulz (voir p. 53 de ce numéro). Il en constitue le nécessaire complément. ■

J.B.

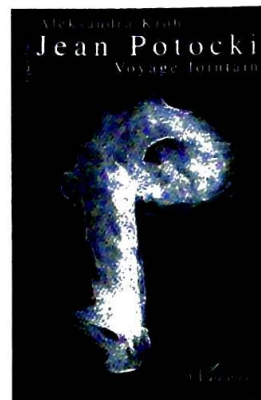
Jan Potocki, voyage lointain,
Aleksandra Kroh, L'Harmattan,
2004, 250 p., 21,50 euros.

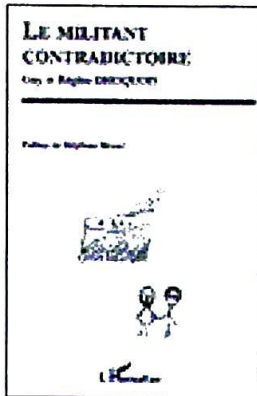
Pour ceux de nos lecteurs qui au fil de leurs livres ont un jour rencontré (et, inévitablement, aimé) le livre de Jan Potocki *Le manuscrit trouvé à Saragosse*, voici un petit livre à lire sur-le-champ. Biographie ou livre d'aventures ? Fascinante personnalité que celle de ce personnage étonnant du dix-huitième siècle, n'écrivant qu'en français, auteur érudit de nombreux ouvrages savants, patriote et cosmopolite, Polonais et Russe, politicien et diplomate, membre de la haute noblesse et démocrate... Suicidé sans raison apparente à 54 ans dans sa propriété d'Ukraine, après avoir sillonné toute l'Europe, l'Asie Mineure, l'Égypte, le Maroc, le Caucase, la Mongolie et la Chine... Un auteur pour qui le livre qui, seul, perpétue son nom n'a été qu'une œuvre mineure, écrite pour se distraire à ses moments perdus. ■

J. B.

Le militant contradictoire, Guy et Régine Dhoquois,
L'Harmattan, 2004, 188 p., 17 euros.

Ce petit livre fera vibrer la mémoire des ex-soixante-huitards, des ex-extrême-gauchos, des militants de tout bord aujourd'hui en retraite, ou presque. Un historien et une juriste, tous deux un peu sociologues, sexagénaires, elle juive et laïque, lui pas juif et laïque, ont écrit à deux voix l'histoire de leur couple. De leurs engagements, de leurs déceptions. Sans concessions ni fausses pudeurs, en racontant, en se racontant. Leur histoire particulière se trouve être en même temps celle de beaucoup et, comme c'est bien écrit, vous le lirez d'un trait. Mais il ne faut pas s'y tromper : ce n'est pas un livre de légèreté, et il pose des questions pertinentes, nécessaires. L'anecdote n'y manque pas, mais ce n'est pas l'essentiel. Les auteurs n'ont ni réponses définitives ni doctrine définitive ; s'ils ont passé des années à lutter





« pour le bonheur de tous », ils ont conscience des limites de ces luttes-là. Conscience qui n'incite pas nécessairement à l'inaction... Régine a été encore récemment à l'origine du mouvement des « Femmes en noir » à Paris, mouvement qu'elle a dû quitter quand il a été accaparé par des extrémistes anti-israéliens (*Diasporiques* de juin 2002 avait publié sa *Lettre à un ami pro-palestinien*). La fougue de la jeunesse, tempérée par la sagesse de la maturité, a du mal à discerner les causes pour lesquelles il

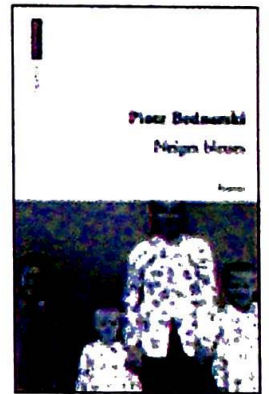
faut aujourd'hui s'engager, alors que le besoin d'agir reste vif. Cela doit trouver une résonance chez plus d'un lecteur. Trois grands chapitres : « Manières de vivre », « Manières de penser », « Manières d'agir », chacun organisé en une série de sous-chapitres rédigés tantôt par l'un, tantôt par l'autre. Vous lirez l'ensemble avec plaisir – et avec profit. ■

J.B.

rigoureux avec leurs « neiges bleues » succèdent des printemps plus doux et leurs champs fleuris. Les scènes de dénonciation et de mort alternent avec des moments intenses de tendresse, d'amitié et d'amour. Les sentiments chez tous les personnages du roman, tant bourreaux que victimes, varient du *pianissimo* au *double forte*. Jamais les périodes de désespoir et de larmes de Petia ne l'emporteront sur l'instinct incroyable de survie de notre héros, enfant-adulte par force.

Nous refermons ce livre et ne pouvons que rester quelques instants muets, sidérés par l'emprise forte, bouleversante et immensément humaine de ce texte. Nous remercions chaleureusement Jacques Burko et son collectif d'étudiants de nous transmettre, grâce à leur belle traduction, ce puissant témoignage d'un auteur que nous aimerions connaître davantage. ■

Sylvie Kuczynski-Lévy



Les neiges bleues, Piotr Bednarski, traduit du polonais, Autrement littératures, 2004, 140 p., 15 euros.

Chaque matin, trois cent soixante-cinq jours par an, dans notre maison familiale, je me réveille et mange au petit-déjeuner du pain frais et croustillant que je partage avec les miens. C'est une réalité banale et monotone, me direz-vous, mais source de joie dont nous ne prenons pas assez souvent conscience.

Quand ce simple bonheur ne peut exister qu'en rêve, dans les années 40, chez un enfant de 8-10 ans exilé en Sibérie, vivant avec sa mère d'origine juive caucasienne, attachée au Livre, et dont la beauté convoitée par les commissaires du NKVD ne la sauvera que momentanément (son père – polonais – est prisonnier des Russes depuis 1939), ce rêve se transforme en cauchemar de chaque jour. C'est cette vie de terreur permanente que le poète polonais Piotr Bednarski nous décrit, en puisant dans ses propres souvenirs, ce quotidien de l'antichambre du Goulag fait de contrastes violents. Les saisons se suivent, aux hivers

Dans le numéro 30 de *Diasporiques* on racontait (page 37) la célébration insolite par la ville polonaise de Szczecin de l'anniversaire de l'écrivain juif allemand Alfred Döblin, né dans cette ville. Nous avons signalé en passant la présence à cette cérémonie de Claude Döblin, le fils de l'écrivain (désormais fleuriste à Nice). Mais nous avons omis de signaler l'histoire du deuxième fils, Wolfgang Döblin, soldat de l'armée française en 1939, qui au moment de la déroute, le 22 juin 1940, se suicida pour ne pas tomber entre les mains des nazis. Cette fin tragique a privé l'humanité d'un des plus brillants jeunes mathématiciens. Ceux qui voudraient en savoir plus sur ce destin hors de l'ordinaire devraient lire l'excellent livre que Marc Petit a consacré à Wolfgang Döblin : *L'équation de Kolmogoroff* (Editions Ramsay, 2003, 413 p., 24 euros).

Nabil et Moshe dialoguent



Livres d'ailleurs

Les lecteurs de Diasporiques sont souvent polyglottes, aussi tentons-nous parfois de leur présenter des livres importants, mais pas encore traduits en français. En voici deux :

Hongrie

Keleti pályaudvar, végállomás (Gare de l'Est, terminus), Gábor T. Szántó, Magvető, 2002, 490 p. (en hongrois).

Travailler sur la « politique juive » des communistes hongrois ? Impossible. En Europe de l'Est, cette question ne peut intéresser que l'extrême droite et les antisémites. Telle est la réaction suscitée par le narrateur de « Gare de l'Est, terminus », qui n'apparaît que dans l'épilogue de l'ouvrage, lorsqu'il part à la recherche de témoignages sur les premières années du régime communiste après la guerre. Nul doute que cette réflexion reflète la perplexité de l'auteur, Gábor T. Szántó, rédacteur en chef du mensuel culturel juif, *Szombat* (Samedi). En effet, dans les milieux intellectuels, seules les atrocités du nazisme et de leurs alliés hongrois, les « Croix Fléchées », seraient un sujet d'études correct. En somme, par peur du relativisme (mettre sur le même plan nazisme et stalinisme), des pans entiers de l'histoire nationale sont abandonnés pour finalement échouer en de mauvaises mains.

Le long récit de Szántó vise précisément à sortir de cette ambiguïté. Les principaux protagonistes du drame, tous juifs, sont issus de différents milieux : Juifs sionistes religieux, bourgeois éclairés et progressistes non communistes, membres de la police politique, tous entraînés dans la tourmente des procès staliniens, en l'occurrence, pour la Hongrie, le procès de Rajk de juin 1949, qui s'acheva par son exécution pour « titisme ». Dans les semaines précédant le procès et pour enrichir l'acte d'accusation de supposées connexions entre Rajk et les sionistes, des arrestations visèrent les milieux juifs. Selon l'auteur, il s'agissait aussi, pour nombre de membres de l'AVO (police politique), de faire oublier leur propre origine juive. Benjamin Friedmann, un dirigeant sioniste religieux, après avoir résisté à la torture, signe des aveux complets une fois tombé dans le piège que lui tend son interrogateur, György Benedek. Mais ce dernier lui-même est arrêté, ce qui permet de démontrer que les ennemis sionistes se sont infiltrés jusqu'au cœur du système. La femme de Benedek, communiste issue de la bourgeoisie, est tiraillée entre son amour pour son père, suicidaire depuis qu'il lui est interdit d'exercer sa profession d'avocat, et son idéalisme communiste. Judit, épouse de Friedmann, dévorée par le remords pour avoir refusé d'émigrer, décide de fuir le pays lorsque ses enfants semblent menacés. Un garde frontière la touche mortellement. Pour sa petite fille, hébergée d'orphelinat en orphelinat, sa trace disparaît et son fils, rescapé, grandit seul dans un kibboutz avant de revoir

son père, libéré en 1955. C'est ce fils qui est censé avoir écrit le livre. Telle est la trame du récit qui entre, de façon saisissante, dans la vie intérieure de chacun des personnages quel que soit le bord auquel il appartienne, donnant clairement à voir les tensions, angoisses, espoirs, compromissions d'une époque dont il serait vain de penser que, puisqu'elle a été précédée par le nazisme, elle serait dédouanée de ses propres crimes. ■

Autriche

Die Hundeesser von Svinia (Les mangeurs de chiens de Svinia), Karl-Markus Gauss, Paul Zsolnay Verlag, 2004, 116 p. (en allemand).

L'époque des pogroms n'est peut-être pas derrière nous. Il s'en prépare en ce moment, pratiquement sous nos yeux. Ils ne concernent pas les Juifs mais les Roms de Slovaquie. Karl-Markus Gauss¹, toujours attentif aux dernières minorités d'Europe centrale, en a acquis la conviction en allant à leur rencontre en Slovaquie, à Svinia. Dans ce que l'on peut qualifier de véritables ghettos, à la périphérie des villes, règne la misère la plus noire : saleté, taudis, boue, puanteur. Réduits à l'indigence depuis la chute du communisme, les pères de famille Roms, soumis au bon vouloir des rares services sociaux d'assistance, ne peuvent s'affirmer qu'en trompant ces services. Jamais les Roms n'ont le choix de leur lieu d'installation, jamais ils ne peuvent avoir un droit d'occupation. Soumis au bon vouloir des autorités, ils ne bénéficient d'aucun service, bien au contraire. L'apartheid règne entre les Noirs et les Blancs, selon la terminologie locale : à l'école, à l'église, dans les bistrot, même dans la rue où chacun sait soigneusement éviter l'autre. Quel contraste avec la chaleur de l'accueil chez les Roms, avec la stupéfiante propreté de leurs logements, s'étonne l'auteur ! Cette société rom, dépossédée des moyens d'agir pour elle-même, semble totalement incapable de se concevoir un avenir. Quant au passé... : le dernier événement mémorable de Svinia avait été un match de foot entre les jeunes roms et le club local, il y a 5 ans, ou peut-être 15. Il avait plu durant la deuxième mi-temps. Parmi les exclus, les exclus des exclus sont les Degesis, les « mangeurs de chiens », impurs donc. La coutume de manger du chien semble bien avoir été réelle, mais elle est aujourd'hui abandonnée. Reste une stigmatisation infamante, qui marque les générations successives. ■

MK.

¹ Voir dans *Diasporiques* n° 30, son livre *Voyage au bout de l'Europe*.



Cuisine

Un Hanoukah « diététique » !



Étant donnée la date de publication de ce numéro, nos recettes de Yom Kippour arriveraient trop tard. La prochaine échéance culinaire de fêtes sera Hanouka et voici donc une recette préparée par notre Curnonsky : Dr Sylvie Cuisinexquise.

Krapfen

À notre époque où l'épidémie de cholé(ra)stérol s'étend, comment proposer raisonnablement des *souvganiot* (beignets) ? Si au temps des Macchabées – en 164 avant notre ère – l'huile était parfois miraculeuse, ce n'était pas en cuisine... Raison de plus pour remplacer ce dessert lourd par une recette plus légère. Voici celle qui me vient directement de ma maman. Il s'agit de petits gâteaux ronds, délicieux et autrement plus digestes.

Confection de la pâte :

Délayer dans un grand bol deux sachets de levure de boulanger traditionnelle dans quatre cuillerées à soupe de lait tiède, y ajouter deux cuillerées à café de sucre en poudre. Laisser reposer 10 minutes. Quand des cloques apparaissent à la surface, la levure est prête.

Dans un grand saladier, verser 500 grammes de farine et 100 grammes de sucre en poudre ; faire un puits au centre, y verser la levure préparée, deux œufs entiers battus avec une pincée de sel, deux cuillerées à soupe d'huile et un verre d'eau tiède. Travailler le tout à la cuillère en bois jusqu'à ce que la pâte devienne souple, lisse et se décolle du récipient. Recouvrir celui-ci d'un torchon doux. Laisser reposer une heure à chaleur tempérée.

Confection des krapfen :

Votre four doit être préchauffé à 200 degrés. Étaler la pâte au rouleau. Avec un verre dont le bord sera fariné découper des disques de pâte. Déposer une noisette de confiture très épaisse (du fruit de votre choix) sur la moitié des disques et recouvrir avec les autres ; bien souder les bords. Dorer au jaune d'œuf dilué ou au lait le dessus des sandwiches ainsi obtenus.

Faire cuire à four chaud 15 à 20 minutes.

Une fois les krapfen refroidis, les saupoudrer d'un peu de sucre glace.

Pour une meilleure efficacité thérapeutique, consommer avec entrain mais modération...



La pâte ainsi préparée peut servir beaucoup plus souvent que pour Hanouka : c'est en effet la base de préparation de la Hallah, pain traditionnel du Shabbat ashkenaze. Nous vous en donnons une recette, en rappelant qu'il faut deux halloth, comme la tradition allume deux bougies de shabbat : « Souviens-toi et transmets ».

Hallah

Reprendre la pâte qui avait reposé une heure, la travailler à nouveau ; la subdiviser ensuite en six parties égales. Former des colombins d'environ 30 cm de long en roulant chaque morceau dans les mains farinées. Tresser deux halloth, chacune avec trois de ces colombins et les déposer sur une plaque allant au four, recouverte de papier sulfurisé. Laisser à nouveau reposer les halloth, protégées par un linge, à température ambiante pendant une heure.

Dorer les halloth au jaune d'œuf, les décorer avec du sésame, du pavot ou des raisins secs (on peut aussi en inclure dans la pâte).

Cuire 20 minutes à four chaud (200°).

Si vous confectionnez vos halloth à l'occasion de Rosh hashana, la forme change : au lieu de former une natte, on enroule un colombin unique en escargot, car l'année nouvelle est indivisible, comme la République. ■

Docteur Sylvie Cuisinexquise

Michèle Katz : entre apparition et disparition

Fania Perez

*L'étrange nous tient dans son filet
l'éphémère, perplexe nous traverse de sa main
prends mon pouls, lui aussi,
à l'intérieur de toi
alors nous mesurons
contre toi, contre moi
quelque chose nous habille
peau-de-jour, peau-de-nuit,
pour le jeu d'un suprême épileptique
sérieux.*

Paul Celan

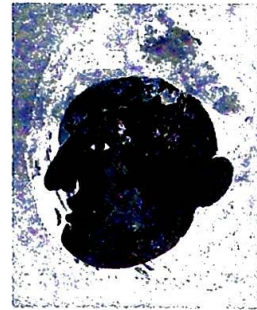


Photo M. Katz

Tête 1072, 41x33 (2000)
acrylique et collage sur toile

Pour Michèle Katz, l'art contemporain ne peut être contemporain que de l'événement le plus marquant du xx^e siècle : celui où non seulement on a tué des millions de personnes dont six millions de Juifs, mais où on s'est acharné à faire disparaître les corps de ces derniers, leurs noms, leurs traces, où on a cherché à nier leur passage, leur existence d'êtres humains sur cette terre. Cette disparition a été autre chose que la mort. Par son travail de peintre et avec son travail de peintre, qu'elle accompagne souvent d'écrits, Michèle Katz essaie de lutter, de résister à l'effacement des traces de la plus inimaginable entreprise de destruction de l'histoire, la Shoah. Pour elle, seule la peinture peut répondre au défi que représente le fait d'essayer de donner accès, dans l'espace et dans le temps, au corps en déplacement. Depuis des décennies elle peint le corps, le corps avec tout ce qu'il signifie pour elle.

Michèle Katz est née, vit, et travaille à Paris. Diplômée de l'École des Beaux Arts de Paris, lauréate de la Fondation de la Vocation en 1962, elle a vécu quelques années à New York où elle a découvert le mouvement américain *Action Painting*.

Dans *La nouvelle figuration ; figuration narrative, jeune peinture et figuration critique. Une histoire de 1953 à nos jours*, paru en 2004 aux éditions Cercle d'Art, Michèle Katz est une des quatre femmes (pour soixante-dix-sept hommes) auxquelles Jean-Luc Chalumeau donne la parole et à qui il consacre un article. Il rappelle que « en avril 1974 le numéro spécial des *Temps Modernes* intitulé *Les femmes s'entêtent* ne put donner la parole

aux femmes qui ne témoignaient que sous l'anonymat, tant les menaces de pressions et représailles sur les auteures étaient réelles ». Si les temps ont, heureusement, changé on le doit à des artistes comme Michèle Katz. Pour elle « il est clair que les femmes artistes porteuses d'une forte vérité sur le corps devaient, dans les années 70, être libres elles-mêmes pour devenir auteurs de leur propre corps, à plus forte raison pour l'être en tant que poètes ou peintres. En ce temps il y eut des fleurs bleues, des rigolotes encocoonées, des zen, etc. Nous voulions autre chose que le misérabilisme de Richier. C'est Louise Bourgeois, aux USA, qui faisait le boulot... ».

Jean-Luc Chalumeau décrit le mouvement des artistes qui, pendant des décennies, ont pratiquement été écartés de

toute « visibilité » (concept sociologique de Raymonde Moulin, qui sert à mesurer l'importance des artistes dans la société) parce que jugés être « les contestataires de 68 ». Pour lui, Michèle Katz appartient à *La nouvelle figuration*. Elle-même se définit plutôt comme « compagnon de route ». Le rétroprojecteur, la photographie, elle ne s'en est jamais servie pour créer ses peintures. En revanche elle se dit toujours très sensible à la dimension historique, sinon politique, de l'implication de son travail artistique.

Michèle Katz a enseigné, à l'Université, les techniques de la peinture et, en milieu hospitalier, elle a travaillé parmi des schizophrènes. Elle aime multiplier les expériences : elle a étudié l'hébreu, a vécu quelque temps dans le désert, celui du Sinaï notamment. Ce qui l'a attirée c'est la recherche et la présence de l'énigme, qui est, selon Marie-José Mondzain



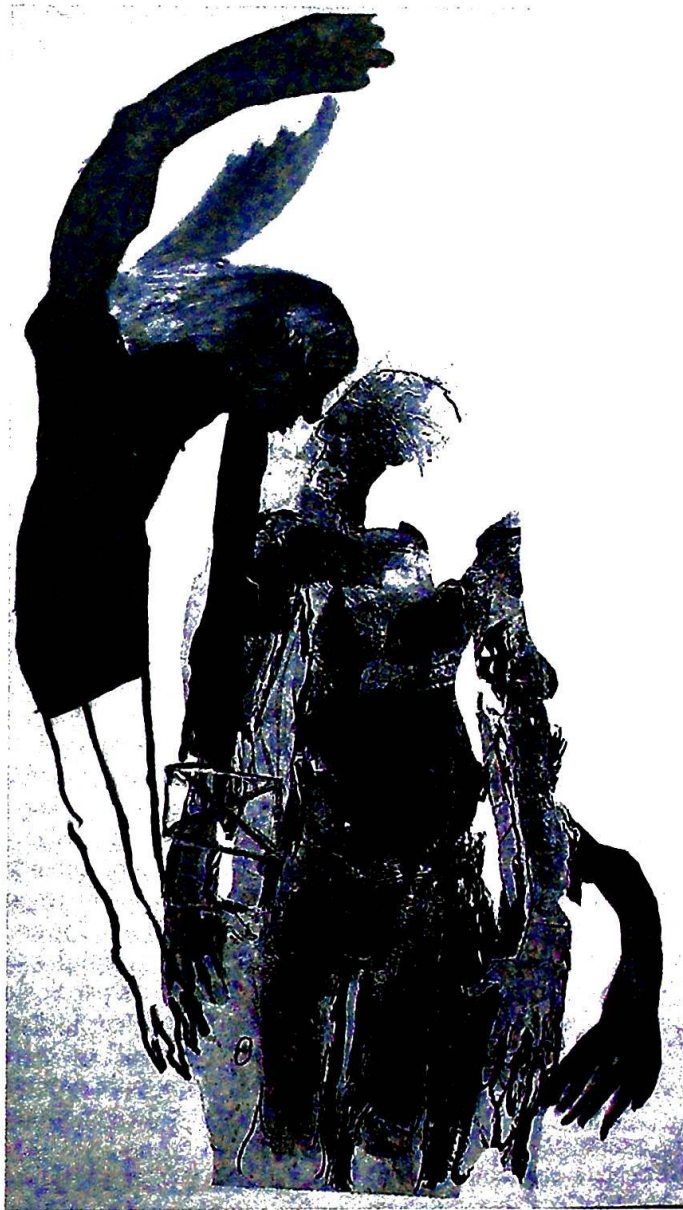
Photo M. Katz

Les mains parlent 0230, 65x50 (2002),
encre de chine et empreintes sur papier



« la délivrance d'un sens à mots couverts, une parole cryptée qui laisse soudain à découvert ce qui était jusque là pur mystère ». Elle en a rapporté les *Écritures du désert*, travail fait de la récupération d'anciennes toiles collées et re-composées sur de nouvelles pour créer une sorte de « parole cryptée », à la fois indicible et non figurable, technique qu'elle avait déjà utilisée dans les *Écritures de la patience*. En 1996, elle les a exposées au Couvent des Cordeliers de Châteauroux (Indre).

En 1999, Michèle Katz a installé dans une péniche sur la Seine *Peau de Jour, Peau de Nuit*, un hommage à Paul Celan, une œuvre dense, difficile et émouvante. Pour cette installation, de 20 mètres de long sur 2,30 m de hauteur, l'artiste a perfectionné sa technique de l'empreinte. Sur le corps d'un homme nu, elle a placé un papier transparent qui retient l'huile. Ce corps vivant, elle s'en est servie comme d'un instrument. Les empreintes sont devenues des fragments de monotypes qui constituent l'œuvre. Elle les a très minutieusement organisés et recouverts de pigments bleus, rouges, noirs, violets et jaunes et les a marouflés sur un rouleau de tulle. La transparence du papier et du tulle en ont fait un ensemble translucide qui peut être éclairé par derrière. Le spectateur (étonné) découvre comme des ombres flottantes accompagnées d'inscriptions, le plus souvent en caractères hébraïques indéchiffrables. Pour *Personne ne témoigne pour le témoin : chemin*, une de ses dernières grandes peintures, le travail est le même. L'année suivante, toujours en hommage à Paul Celan, poète dont elle se sent particulièrement proche, Michèle Katz a présenté, au Moulin d'Andé la performance *Meguilot pour Paul Celan* et créé des monotypes et lithographies pour le livre de bibliophilie : *le Schibboleth pour Paul*



Rencontre IV, 195x114 (2004) technique mixte

Celan de Jacques Derrida. Ce livre a reçu le soutien du Centre National du Livre en 2000. Michèle Katz s'exprime, non seulement par la peinture, mais aussi par l'écriture. Dans *L'image en ses limites : le travail des traces en art plastique*, qui figure dans le catalogue de son exposition de 2001, *Le combat de Jacob et Visages*, elle écrit : « J'ai, au cours des temps, choisi comme méthode de travail pictural l'haptique : stratégie du toucher ; les grapholalies : écritures qui ne sont pas à lire, et la cendre, ce qui reste quand tout a brûlé... Mon lieu d'expérimentation est le corps, le mien ou celui d'un autre... La trace est la preuve mélancolique que le corps est passé par là, dans son érotique désir d'exister... L'art consiste à suspendre, justement, un rapport direct et pragmatique avec la réalité, et faire apparaître ce que Deleuze appelle des situations optiques pures, c'est-à-dire des situations dont le sens n'apparaît pas directement... Le travail de la trace opère un renversement et une

transgression par rapport au dessin habituel, né de l'idée que toute forme possède un contour : une réalité binaire, ce qui arrange bien les tenants de la communication binaire... ». Créer deux traces identiques est impossible. Chaque visage, chaque corps, chaque objet est potentiellement source d'une infinité de traces.

La trace, l'empreinte, l'énigme s'inscrivent dans le travail de Michèle Katz. Peaux, dépouilles, trophées forment comme un immense voile qui, à la fois, montre et cache. Entre apparition et disparition tout se voile et se dévoile, se couvre et se découvre.

Les toiles de Michèle Katz enferment, contiennent l'essentiel. En langage crypté, elles racontent l'histoire de l'artiste, mais aussi l'Histoire, notre histoire.

À chacun de la découvrir et de l'interpréter. ■

Photo M. Katz

La Musique

Jean-François Zygel : être musicien et pédagogue

Fania Perez



Collectif - Collège La Reine-Sainte-Adèle, 1998

« Je me suis mis très jeune au piano, mais je ne sais plus pour quelles raisons ni même exactement à quel âge. Tout cela est allé très vite, j'ai beaucoup travaillé, plusieurs heures par jour. Je ne crois pas trop au don, qui ne me semble être, avant tout, qu'un investissement important en temps et en concentration ». Jean-François Zygel est musicien, un musicien qui aime transmettre son amour et sa connaissance de la musique. Très jeune, non seulement il jouait du piano mais aussi improvisait, arrangeait des airs connus, composait. Lorsqu'il était élève au Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (C.N.S.M.D.P.), ses études dans différentes classes instrumentales, d'écriture et d'érudition lui ont valu dix premiers prix. Puis, pianiste émérite, J.-F. Zygel a participé en tant que soliste à plus d'une centaine de créations avec, notamment, l'Orchestre Philharmonique de Radio-France ou l'Ensemble Musique Oblique. Il est à présent professeur d'harmonie et d'improvisation au C.N.S.M.D.P.

Compositeur

J.-F. Zygel est partisan de la musique tonale. Pour la défendre, il a créé l'Ensemble Phœnix avec d'autres jeunes compositeurs (Pascal Zavaro, Thierry Escaich, Guillaume Connesso, Anthony Girard). Les partitions de Zygel sont

d'une grande intensité, d'une inspiration à la fois dionysiaque, voluptueuse et angoissée. On peut y distinguer les influences de Stravinsky, Schoenberg, Britten ou Chostakovitch, mais aussi celles du jazz et de la cantilation hébraïque. Son *Hommage à Pablo Casals* (1990) pour orchestre de violoncelles tout comme *Expériences de la lumière* (1993) pour six pianos sont marqués par Steve Reich et certains compositeurs américains. Sa passion pour les compositeurs anglais des XVI^e et XVII^e siècles l'a conduit ces dernières années à composer des pièces davantage polyphoniques, se déroulant souvent dans des formes à sections. *La Ville* (1995), que l'on a pu entendre plusieurs fois sur *France Musiques*, est la première grande fresque symphonique de Zygel. En 2000 il a composé *Coup de tonnerre*. Malheureusement, seuls les *Chants Juifs* pour violoncelle et piano interprétés par Sonia Wieder-Atherton et Daria Hovora sont actuellement disponibles en CD (chez BMG). Jean-François Zygel est aussi chef de chant et chef de chœur. Il a travaillé comme tel dans de nombreuses productions lyriques et dirige la chorale de La Villette.

Passionné par la redécouverte récente du patrimoine cinématographique

Renforcer, amplifier, contredire, soutenir, mettre en valeur, laisser : Zygel improvise ou compose des musiques pour accompagner des films muets. Dans un article écrit en avril 2004, *Les oreilles n'ont pas de paupières*, il explique : « La musique peut jouer un rôle psychologique, renforçant alors le mouvement naturel du sentiment. Parler, créer une distance, découper, entraîner : c'est tout l'art du compositeur que de savoir *sentir* la solution juste, ou du moins convaincante ». Zygel a composé des musiques d'accompagnement pour *Nana* de Jean Renoir (1991), *L'argent* de Marcel L'Herbier (1994) et *Maldonne* de Jean Grémillon (1998). En janvier 2004, au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme, l'Ensemble Phœnix a interprété en direct sa musique originale pour *Aimez-vous les uns les autres*, de Theodor Dreyer. Les spectateurs ont été convaincus.



Photo J.-F. Zygel



La leçon de musique de Jean-François Zygel

Depuis 1997, dans la salle des mariages de la Mairie du 20^e arrondissement à Paris, on peut assister à sa « Leçon de musique ». Elle se présente sous une forme didactique et ludique, orale et musicale, dans la lignée des *Young people's concerts* de Léonard Bernstein.

Zygel est parti d'un constat : si le public de jazz sait ce qu'est un *chorus*, si en variétés on sait ce qu'est un *remix*, la musique classique est respectée mais peu connue du grand public. Elle est encore souvent considérée comme un rituel bourgeois ou réservé à des initiés. Zygel a toujours eu le goût de transmettre, de partager sa passion pour « ses dieux de la musique ». Il aime enseigner non seulement à ses élèves du Conservatoire destinés à devenir des spécialistes, mais aussi et surtout à des adultes pour lesquels l'accès à la musique est problématique en France. Il est persuadé que « depuis des années on n'a pas assez mis l'accent sur le problème de la *demande* du public. On ne cesse de créer des événements, de construire des salles, c'est-à-dire de multiplier l'*offre*. Or le plus important, c'est tout de même qu'il y ait une *demande* de la part du public ». Pour lui, ceux qui sont qualifiés doivent transmettre leurs connaissances pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à un art, pas si compliqué mais qui nécessite tout de même une certaine initiation. Son souhait est de faire « toucher de l'oreille les ingrédients de la musique » afin que ceux qui assistent à ses leçons de musique, surtout s'ils ont très peu écouté la musique classique, deviennent des habitués des salles de concerts, achètent des CD et des DVD ; qu'ils « tutoient la musique », qu'ils la comprennent, qu'ils l'aiment.

J.-F. Zygel a commencé ses initiations à la musique classique par une séance, tous les premiers jeudis des mois de l'année scolaire. Il avait une trentaine d'auditeurs. Ils sont actuellement plus de huit cents, de tous milieux socioculturels, de tous âges, répartis en trois séances qui ont lieu le même jour à 15h30, 18h et 20h. et coûtent 6 €. Chaque leçon est consacrée à un compositeur. Au cours de la saison 2004-2005, Zygel présentera trois compositeurs classiques, Mozart, Beethoven et Schubert, trois compositeurs romantiques, Liszt, Brahms et Bruckner et deux compositeurs modernes, Varèse et Poulenc.

Chaque leçon est une introduction à l'œuvre d'un compositeur. Avant tout : faire entendre sa musique. Le maître parle sans micro, joue du piano, chante, savant et toujours très clair dans ses explications et dans ses interprétations. Le fait d'être lui-même pianiste et compositeur lui permet d'enseigner différemment et explique la qualité exceptionnelle de ses leçons. Souvent il fait appel à d'excellents solistes pour illustrer ses propos. En 1999, Philippe Meyer, critique musical connu, écrivait dans *Le Point* : « J'ai vu la meilleure émission de musique classique qu'il m'ait été donné de voir depuis vingt ans. Malheureusement ce n'est pas (encore ?) une émission mais seulement la captation vidéo réalisée à la mairie du 20^e arrondissement de Paris d'une causerie consacrée à

Chopin, par un médiateur né ». Aujourd'hui, les leçons enregistrées sont devenues de véritables émissions de télévision que l'on peut voir sur la chaîne musicale *Mezzo*, et qui seront aussi disponibles en DVD à partir de novembre.

Devant le succès de ses leçons d'autres municipalités ou institutions ont fait appel à J.-F. Zygel. Cette année il interviendra, accompagné par le violoncelliste Henri Demarquette, à l'Espace Landowski de Boulogne-Billancourt, un vendredi soir par mois ; et à Toulouse, à l'Espace Croix-Baragnon, les premiers mardis de chaque mois. Il présentera Mozart à Grenoble et Chostakovitch au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme à Paris. Dès septembre on pourra l'entendre tous les jeudis de 13h40 à 14h20 sur *France-Musiques*. Il expliquera aux auditeurs « tout ce qu'ils ont toujours voulu savoir sur la musique classique sans jamais avoir osé le demander »...

Voir et écouter Jean-François Zygel est un moment de bonheur. ■



Vient de paraître

Dans le cadre de sa collection de disques « Patrimoines musicaux des Juifs de France », la Fondation du Judaïsme Français annonce la mise en vente d'un coffret de deux CD : Shalom Berlinski, la voix de la ferveur – du shtetl à la synagogue de la Victoire. L'album comporte environ cent trente minutes de musique et un livret bilingue français/anglais richement documenté.

Shalom Berlinski fut ministre officiant de la plus grande synagogue ashkénaze de France, rue de la Victoire à Paris, entre 1948 et 1979. En 1972, il a enregistré 32 chants avec l'orchestre Colonne dirigé par Jean-Paul Kreder et un chœur mixte de 32 chanteurs issus des rangs de Radio France ; l'orgue et le piano étaient tenus par Jean Bonfils et la prise de son assurée par André Charlin. Les bandes originales de cet enregistrement unique ont été restaurées et numérisées.

La voix de Shalom Berlinski, au sommet de son art, est aussi à l'aise dans les grands airs de la liturgie ashkénaze d'Europe occidentale que dans des mélodies hassidiques venues d'Europe de l'Est. Un disque phare de l'art cantorial français.

A.R.

Déjà parus dans la même collection :

« Musiques de la synagogue de Bordeaux » - vol. 1 ;

« Musiques judéo-françaises des XVIII^e et XIX^e siècles » - vol. 2.

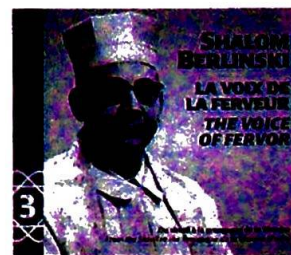
Production : FJF

Direction artistique : Hervé Roten

Contact : Annie Rapoport,

☎ : 01 53 59 47 48 ; Mel :

arapoport-fjf@wanadoo.fr.



Voyage en Hongrie

André Kosmicki, Muriel Klein-Zolty

En avril dernier, un groupe de Juifs de France est parti pour la Hongrie¹ sur les traces d'un monde juif anéanti, mais aussi à la rencontre des communautés juives survivantes, voire renaissantes. La Hongrie est en effet, en Europe centrale, un cas unique de pays où vit une communauté importante et structurée, forte d'environ 80 000 membres. À l'affût des télescopes entre passé et présent, nous avons sillonné le pays hors des itinéraires conventionnels, de Budapest à Győr sur la frontière autrichienne, puis jusqu'au nord-est, dans la mythique région du piémont des Carpates, vers l'Ukraine et la Slovaquie

I – Budapest

Les trois journées consacrées à la ville, insuffisantes pour flâner, furent cependant riches en émotions et images inaccessibles aux touristes ordinaires. Dès notre arrivée, visite du *Mémorial de l'Holocauste* inauguré quelques jours auparavant, le 15 avril, pour le soixantième anniversaire du début des déportations. Visite symbolique qui nous confronte d'emblée à la problématique du travail de la mémoire en Hongrie.

À l'entrée du *Mémorial*, des lecteurs se relaient et égrènent de manière lancinante le nom des Juifs déportés de Hongrie et leur lieu de naissance. Une litanie de noms arrachés au silence par 250 lecteurs pendant trois jours. Une amie de notre groupe entend le nom de son oncle déporté de Mátészalka, bourgade située au nord-est du pays.

Le *Mémorial* comporte une synagogue désaffectée et un bâtiment contemporain au parcours souterrain, tout en obliques et failles, qui rappelle l'architecture du nouveau musée juif de Berlin de Daniel Libeskind. La

synagogue est consacrée en partie au génocide des Roms, au *Pharrajimos* en langue romani, enfin reconnu. Dans la première salle du nouveau bâtiment un diaporama-vidéo est consacré à des scènes de la vie juive disparue, de l'artisan au paysan, du forestier au rabbin. Dans la deuxième salle la mort, avec l'élimination d'un village juif photographiée par les SS, ainsi qu'un camp de transit situé dans une ville de province. Les Juifs de province furent en

effet les premières victimes des déportations dès l'invasion du pays par les troupes de la Wehrmacht en avril 1944. En juillet 1944, la quasi-totalité des Juifs de province, 450 000 personnes, est anéantie. Quelques photos évoquent également le massacre des Juifs de la capitale, moins massif et plus tardif que dans les provinces² : l'emplacement du ghetto autour des trois grandes synagogues, les marches forcées. Enfin, l'« Album d'Auschwitz », série de photos prises par deux SS, témoignage unique sur l'arrivée des déportés de Hongrie, leur sélection, leur attente devant les chambres à gaz. Ce *Mémorial* tranche avec la muséographie consacrée jusqu'alors à la Shoah. La « Maison de la Terreur », conçue par l'ancien gouvernement de droite et inaugurée en 2002 dans l'ancien siège du parti nazi hongrois puis de la police politique communiste, ne consacre qu'une seule salle aux victimes du nazisme, mises en parallèle avec celles du communisme. Raison pour laquelle le groupe a refusé de la visiter. Le *Mémorial*, au contraire, sort du relativisme induit par l'effet de concurrence des victimes, affirme la

² Sur la déportation des Juifs de Hongrie et sa chronologie, voir *Hongrois et Juifs*, de François Fejtő, éditions Balland, 1997.

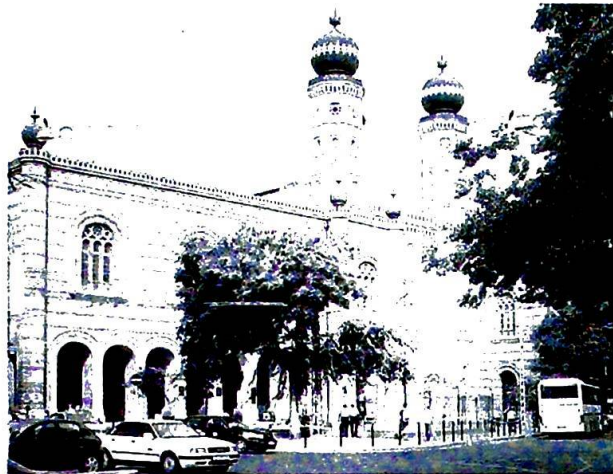


Photo M. Kis

Budapest, la synagogue de la rue Dohány

spécificité du génocide juif et le présente pour la première fois au public hongrois, sans toutefois aller jusqu'à expliciter le rôle des autorités hongroises. Existe-t-il un lien entre l'ouverture européenne et le regard neuf porté sur l'extermination des Juifs dont témoigne ce nouveau musée ? La suite de notre périple nous montrera la complexité de cette question ; le travail d'introspection rencontre encore bien des résistances.

La vie juive d'avant guerre

Par delà la destruction, nous avons plongé dans la vie juive d'avant guerre, en sillonnant les rues Dohány, Király, Síp, Andrassy, rues à très forte concentration juive depuis le XIX^e siècle. Notre guide, Krisztian Adorján (juif malgré son prénom) nous fait découvrir les maisons, hôtels particuliers, bâtiments communautaires et mutualistes qui, avant guerre, appartenaient à des familles juives. Nous traversons l'avenue Andrassy avec ses galeries, magasins et palais. En 1910, les Juifs représentaient 23% des habitants de Budapest et formaient généralement une bourgeoisie aisée, voire

³ Il existait également des artisans juifs modestes et un prolétariat juif urbain.

¹ Voir *Diasporiques* n°30.

fortunée³, si bien que les antisémites surnommaient la ville Judapest...

Krisztian nous développe l'histoire de cette judaïcité. À la fin de l'occupation turque, en 1699, le judaïsme, présent depuis l'époque romaine, a pratiquement disparu. Il renaît au XVIII^e siècle avec l'immigration des Juifs de Bohême et de Moravie et bientôt de Galicie, attirés par les perspectives économiques de la Hongrie des Habsbourg. Protégés par la noblesse⁴, les Juifs dans leur majorité s'engagent dans le commerce local ou dans l'agriculture. En 1783, sous Joseph II, ils sont autorisés à s'installer dans les villes franches et à Budapest⁵, qui devient une grande métropole juive sur le plan démographique, économique et culturel. Avec l'octroi des droits civiques en 1867, ils détiennent le quasi-monopole des professions intellectuelles, culturelles et financières⁶. Les Juifs hongrois sont aussi devenus en une ou deux générations d'ardents magyarophones patriotes. Une métamorphose culturelle favorisée par les écoles juives en langue magyare mises en place par le gouvernement dès les années 1850⁷.

Assimilation et identité

Dans ce contexte d'assimilation culturelle et linguistique, l'identité juive subsiste sans monolithisme. Les Juifs de Budapest ont ainsi été les promoteurs du mouvement « néologue ». Libéralisme juif propre à la Hongrie et inspiré par la *Haskala*, ce mouvement affirmait la nécessité de

moderniser la religion afin de la rendre compatible avec l'identité magyare⁸. La dénomination néologue, ou « nouvelle langue », est une allusion au renouveau de la langue magyare⁹. D'autres Juifs campaient sur des positions plus traditionnelles ou orthodoxes, tout en participant à divers degrés au nationalisme en vogue. Peu représentés à Budapest, les orthodoxes résidaient essentiellement dans le nord-est du pays. Troisième tendance au sein du judaïsme hongrois : les Juifs traditionalistes. Surnommés « communauté du *statu quo* », ils refusaient de se ranger dans l'un ou l'autre camp. En 1870, les divergences entre les trois communautés conduisent à une rupture qui fait surgir trois réseaux communautaires reconnus par le gouvernement, chacun possédant ses synagogues. La synagogue orthodoxe de la rue Kazinczy est un pur joyau de l'Art nouveau, de même que celle de la communauté du *statu quo*, rue Rumbach. Mais la plus spectaculaire est la synagogue néologue de la rue Dohány, érigée en 1854 par un architecte viennois. Dotée de 4 000 places, elle est la plus grande d'Europe. Avec son style mauresque et ses deux tours à bulbe, elle rayonne au cœur de la ville. Fréquentée jusqu'à la guerre par les néologues, son ampleur et sa somptuosité témoignent de leur volonté d'intégration. Restaurée par l'État hongrois et des fondations américaines, elle est aujourd'hui le lieu de culte le plus fréquenté de Budapest. « Elle rassemble environ trois cents personnes le Shabbat et le triple lors des grandes fêtes », nous dit Krisztian. Les fidèles ne se réclament plus de l'appellation néologue, tombée en désuétude. Après l'expérience du nazisme et du communisme, ils sont en quête d'une nouvelle définition de l'identité juive.

Lors de notre visite, la synagogue est noire de monde. Mais il s'agit de touristes : cette synagogue est aussi un lieu de mémoire. Tout près, les restes d'un mur en brique

rouge rappellent le ghetto érigé fin novembre 1944 et libéré par les Soviétiques le 18 janvier 1945. À côté du mur se dresse un arbre du souvenir avec d'innombrables branches et feuilles de métal. Chaque feuille porte le nom d'un Juif de Budapest mort dans la Shoah. Non loin de l'arbre, une dalle de marbre noir entourée de galets blancs rappelle la mémoire de Raul Wallenberg, premier secrétaire de l'ambassade de Suède, et de Karl Lutz, de la légation suisse. Tous deux ont sauvé plusieurs milliers de Juifs en leur délivrant des passeports de protection.

La communauté juive d'aujourd'hui

Grâce à de nombreuses rencontres, nous avons eu un aperçu de la communauté actuelle, de ses difficultés et de sa vitalité. Le directeur du centre communautaire juif de Budapest, le centre Bálint, créé en 1994 et partiellement financé par le *Joint*, nous explique que son rôle est d'accompagner les 7 300 familles qui le fréquentent dans la difficile élaboration de leur identité. Aujourd'hui, nous dit-il, l'identité juive renaît et se nourrit de deux composantes : la réappropriation des valeurs religieuses et le développement du sentiment d'appartenance. Pour les y aider, le centre Bálint propose à ses membres diverses activités, depuis le *fitness* jusqu'aux danses folkloriques en passant par le club d'échecs. Le centre attire de nombreux jeunes dont certains expriment le sentiment

⁴ Sur cette période, voir article de V. Karády et M. Kis dans *Diasporiques* n°29.

⁵ Après l'échec de la Révolution de 1848, les Autrichiens imposèrent à la communauté juive une énorme amende collective en représailles à son soutien à l'insurrection. Des négociations menées aboutirent à un compromis. Les Juifs consentaient à un paiement immédiat contre la promesse que cette somme serait utilisée au profit d'écoles juives modernes en langue magyare. Elles furent dans une large mesure l'instrument de la magyarisation des Juifs de Hongrie.

⁶ Voir note 4.

⁷ Voir note 5.

⁸ Le mouvement néologue reste cependant en retrait par rapport au judaïsme.

⁹ La figure de proue de ce mouvement à l'origine du renouveau de la langue est le comte Ferenc Kazinczy.



Le nouveau quartier juif de Budapest

Photo M. Kis

douloureux de ne pas avoir eu d'héritage : leurs parents ou grands-parents, engagés dans le communisme, n'ont pas transmis le judaïsme et sont allés parfois jusqu'à nier leur identité. Aujourd'hui, ces jeunes ressentent le besoin d'évoluer dans un milieu juif et de retrouver leur histoire. Ni le directeur du centre, ni les jeunes ne se définissent comme des Juifs pratiquants. Mais, conscients que le *fitness* ne saurait être un vecteur d'identité, ils considèrent la religion comme un pôle de référence important. Lorsque nous leur exposons notre conception d'une judéité culturelle, plus vaste que la religion, nos échanges se soldent par un dialogue de sourds. En un sens, ils restent les produits de l'histoire spécifique du judaïsme hongrois, cantonné à sa dimension culturelle avec un puissant sentiment patriotique. Il est instructif de constater que, dans la Hongrie démocratique contemporaine, les Juifs ont refusé de se considérer comme une des minorités, dont treize sont officiellement recensées, et ne se définissent que comme une minorité religieuse. Un souvenir des persécutions raciales ? Depuis la Shoah, la lune de miel entre Juifs et Magyars est brisée. Pourtant, nous dit Krisztian, « comme les Juifs du XIX^e siècle, nous restons des patriotes, même si nous ne croyons plus à l'assimilation comme nos pères et grands-pères. Et nous affirmons notre identité juive ». Entre continuité et rupture, le judaïsme magyar est en quête de lui-même.

Le soir, dîner au Fészek Mqvész Klub, restaurant et important centre culturel, avec János Gadó, rédacteur en chef du mensuel culturel juif *Szombat*. « Actuellement, nous dit-il, les Juifs de Hongrie dans leur quasi-totalité se trouvent à Budapest. On assiste à un certain retour du judaïsme religieux, avec l'ouverture de quatre écoles juives, d'un restaurant kasher et d'un séminaire rabbinique financé par des institutions américaines. Mais les religieux restent très minoritaires. La plupart des Juifs se cherchent ». Pour son rédacteur, *Szombat* se veut un lieu d'ouverture et de débats ainsi qu'un instrument de lutte contre l'antisémitisme. Il nous dresse un noir

tableau du climat actuel en Hongrie. Certes, depuis la chute du communisme et avec l'ouverture européenne, le gouvernement s'efforce de réactiver la mémoire juive et la communauté juive est de plus en plus dynamique. Mais cette ouverture réveille chez les Hongrois le fantasme de la dilution de leur identité et réactive le mythe d'un peuple assiégé par les Slaves, les Allemands, les Roumains... et les Juifs. Les exemples d'antisémitisme dans les médias sont courants, des livres antisémites sont publiés et l'Union des écrivains hongrois s'est récemment illustrée par le dérapage antisémite de l'un de ses membres. Les œuvres d'Imre Kertész, perçues comme trop critiques sur le rôle de l'État hongrois pendant la guerre, sont mal considérées. Le travail de la mémoire n'est pas encore accompli ni la responsabilité assumée.

Selon János, l'antisémitisme est en Hongrie lié à l'antisionisme. « Cet antisionisme n'est pas dû à la gauche mais à la droite, qui ne s'est pas débarrassée de son passé. Elle reproche aux Juifs de dominer le monde et de tuer les enfants palestiniens. » De ce constat, János tire une conclusion politique : « Nos articles soutiennent la politique d'Israël que nous devons défendre, vu le contexte ». Est-il besoin de préciser que ce point a fait l'objet d'un vif débat entre onze heures et minuit dans la salle de restaurant du Fészek Mqvész Klub ?

La discrimination des tsiganes

On compte environ 500 000 tsiganes en Hongrie. Victimes de discrimination, ils constituent la couche la plus démunie de la société hongroise. Katalin Lévai, « Secrétaire d'État à l'égalité des chances » du gouvernement socialiste, nous décrit les mesures en leur faveur, comme la création d'écoles et d'un réseau d'infrastructures socio-culturelles. Mesures insuffisantes, selon Gábor Mégedi, sociologue juif, et son épouse Eva, d'origine tsigane. Selon eux, il s'agit de mesures séparatistes qui cantonnent les Roms dans des institutions spécifiques et ne favorisent pas leur intégration. S'il existe aujourd'hui une petite élite économique parmi les tsiganes,

aucune élite intellectuelle ne se dégage. En conséquence, la communauté tsigane n'a pas de porte-parole et se trouve démunie aussi bien pour faire face au racisme ambiant que pour écrire son histoire. Pour ce couple judéo-tsigane, racisme antitsigane et antisémitisme sont étroitement liés. Certes, les deux histoires diffèrent foncièrement. Mais, les deux communautés constituent un pivot autour duquel se construit le débat sur le concept de la nation hongroise et de sa place en Europe.

II – Győr

Deuxième étape de notre périple : Győr, à l'ouest du pays, à la frontière autrichienne. En entrant dans cette grande ville industrielle, nous passons près des vestiges d'un camp de regroupement de Juifs avant leur déportation. Aujourd'hui, un collège technique et un magasin sont construits à l'emplacement des décombres. Silence d'un lieu ordinaire.

Jusqu'à la guerre, les magnifiques demeures *Art nouveau* et *Art déco* du centre-ville étaient habitées par la bourgeoisie juive commerçante. La magnifique synagogue ocre, de style mauresque, a été construite en 1870 dans un quartier plus populaire, sur l'île de la Rába. Aujourd'hui seuls les oiseaux nichent dans les galeries supérieures. Une association locale œuvre pour la restauration du bâtiment qui se détériore de jour en jour. Le conservatoire de musique occupe les locaux communautaires dans les ailes de la synagogue. Au son des répétitions de piano, à l'ombre d'un tilleul, nous suivons le cours d'histoire de Tibor Villányi, président de la toute petite communauté juive. Ville frontière, Győr a servi de porte d'entrée aux immigrés juifs de Bohême, de Silésie, de Moravie. La communauté date de 1700 et en 1870 elle compte 3 000 Juifs. Avant guerre, sur 130 000 habitants, 50 000 étaient juifs dont de nombreux artisans et commerçants relativement prospères. À la croisée des mondes magyarophone et germanophone, la plupart des Juifs de Győr parlaient allemand aussi bien que hongrois et étaient influencés par le monde germanique. Aujourd'hui, la



communauté se réduit à cinquante Juifs dont la quasi-totalité s'est détachée du judaïsme.

Dans cette ville, je suis, avec ma mère qui nous accompagne, en quête de mon grand-père, son père, déporté de France en 1943, dont nous avons apporté des poèmes écrits en hongrois avant son départ. Dans une belle bibliothèque, Eva, d'origine hongroise, membre de notre groupe, nous traduit certains d'entre eux. Poète musicien, homme politique engagé aux côtés du comte Károlyi¹⁰, la personnalité de mon grand-père se dessine peu à peu en même temps que sa ville, sa maison, son quartier. Les tombes du paisible cimetière juif bordé de sapins, dont la plupart datent du XIX^e siècle et les dernières de 1943, se fondent dans le paysage et les nervures des feuilles. Des générations semblent attendre la visite de leurs descendants. Le cimetière est bien entretenu grâce à des œuvres américaines et aux autorités locales. Un registre permet de retrouver la sépulture de mon arrière-grand-mère, la mère de mon grand-père. Nous mouillons la pierre pour mieux déchiffrer les lettres. « Née en 1871, elle disparaît en 1905 dans l'affection des siens », nous traduit le gardien.

III – Le nord-est

La troisième étape de notre itinéraire nous mène au nord-est, région limotrophe de l'Ukraine et la Slovaquie. Dès le XVIII^e siècle, des Juifs de Galicie s'installent dans cette région agricole et viticole, attirés par un espace plus libéral et de meilleures conditions économiques. Avec les droits civiques, les Juifs peuvent posséder la terre et participer au développement de l'agriculture, de l'artisanat et surtout au commerce du vin. Il reste à écrire l'histoire de ces marchands de vin qui, de Galicie jusqu'à Saint-Petersbourg en passant par Brody, ont développé un réseau d'échange et une mobilité géographique dépassant

¹⁰ Politicien libéral, puis démocrate, il est la figure dirigeante de la révolution des chrysanthèmes en 1918, avant la prise de pouvoir par Béla Kun.

les frontières administratives. De langue yiddish, adeptes du hassidisme, ils sont restés proches des traditions religieuses tout en cultivant un sens sûr des affaires ainsi qu'une vision pragmatique de l'économie.

Ils constituaient près de 30% de la population de nombreux bourgs et villages avant d'être tués en deux mois avec la collaboration de l'administration et de la gendarmerie hongroises. À Mátészalka, à l'extrême est du pays, nous visitons la synagogue, belle bâtisse orientalisante de couleur rouge dont la façade a été restaurée grâce à l'État et à l'acteur Tony Curtis (Bernard Schwartz) dont le père était originaire d'ici. Avec Eva, membre du groupe née à Mátészalka, nous cheminons dans la ville et partageons son émotion lorsqu'elle retrouve sa maison natale et l'emplacement du camp de transit. Nous imaginons les cours hassidiques où l'on philosophait sans fin, le quartier juif bigarré, les anciens magasins de fruits et de légumes. À partir de lambeaux de souvenirs nous reconstituons la ville.

À quelques kilomètres de Mátészalka, à Opály, petit village autrefois majoritairement juif, Jenő Várady, 83 ans, et sa femme Gitel, dernier couple juif des environs, nous accueillent dans leur maison familiale. Gitel offre aux hommes du groupe de la slibinicza. Nous chantons en yiddish. Gitel pleure. Il n'était pas venu de Juifs dans ce village depuis plus de vingt-cinq ans. Elle sort dans le verger, suivie par Simone, notre amie strasbourgeoise. Sous les cerisiers en fleurs, elles comparent le numéro tatoué sur leur bras : elles étaient à Auschwitz pendant la même période.

Dans Opály, Jenő nous indique l'emplacement des anciennes maisons juives, la yeshiva, le bain rituel, la petite bâtisse du rabbin dont la femme



Photo M. Klein-Zolty

Aux confins de l'Ukraine, un restaurant tenu par deux Français

était si belle. Actuellement ces maisons sont habitées par des tsiganes. Le maire nous explique que les tsiganes du village sont protestants mais que, rejetés par la population locale, ils n'ont pas accès au temple calviniste du village. Malgré les mesures mises en place par le gouvernement, ils continuent à focaliser les haines et sont objet d'ostracisme jusque dans leur vie religieuse. Selon l'institutrice de l'école réservée aux tsiganes, les enfants roms cumulent les problèmes sociaux et psychologiques et ne peuvent être intégrés dans une école traditionnelle.

À quelques dizaines de kilomètres au nord, en suivant la frontière avec l'Ukraine, nous nous arrêtons à Kisvárdá, centre de la judaïcité rurale de la région. L'énorme cimetière juif, indice de l'importance démographique de cette population, nous saisit par la prégnance du temps passé. Les plus anciennes tombes datent du XVIII^e siècle. Depuis quelque temps le cimetière est à nouveau en activité et des Juifs américains originaires de Kisvárdá souhaitent y être enterrés avec les leurs.

Étape suivante, Sátoraljaújhely, un haut lieu du hassidisme. Le gardien du cimetière, quadragénaire débonnaire dont la famille a échappé miraculeusement à la déportation, parle un peu le yiddish. Très intégré dans le tissu social, il est officier de la police locale. Mais il est aussi gardien des tombes et de la mémoire du hassidisme. Il nous conduit devant la sépulture du rabbin miraculeux, Mose Teitelbaum (1751-1841). Originaire de Galicie

et introducteur du hassidisme en Hongrie, Mose devint rabbin de la communauté de Sátoraljaújhely en 1808. Sa cour fut un pôle d'attraction pour les Juifs de Hongrie. La tombe de Mose, connu pour ses prophéties, notamment sur la destinée de Kossuth¹¹, attire des milliers de hassidim le 16 juillet, anniversaire de sa mort.

À mi-chemin entre Sátoraljaújhely et Tokaj, arrêt à Mád où nous visitons une synagogue baroque, joyau de l'architecture sacrale qui dominait le quartier juif. Depuis une quinzaine de jours elle est en phase finale de restauration. Pinceaux à la main, debout sur des balustrades, les artisans restituent la couleur ocre d'antan. Cette rénovation marque un double anniversaire : les deux cent cinquante ans de la construction de la synagogue et les soixante ans de la déportation des Juifs de Mád, enfermés dans cette synagogue. Le financement provient de l'État hongrois et des institutions juives américaines. Ainsi la ville de Mád sera pourvue d'un lieu de mémoire mais aussi de culte pour des Juifs américains, originaires de la ville, qui souhaitent célébrer leurs fêtes familiales dans la synagogue de leurs ancêtres.

Nous pénétrons dans une vaste bâtisse désaffectée qui jouxte la synagogue : l'ancienne maison du rabbin, avec une cave à vin. Mád était en effet une communauté viticole dont même le rabbin était fabricant et négociant en vin. Dans toute cette région proche de Tokaj, les négociants en vin, originaires de Galicie, ont modelé le

paysage. À côté de Mád, le cimetière rural de Olszliszka est un impressionnant témoignage de leur présence. Incrusté dans les vignes, ce cimetière reflète l'amour que les Juifs de la région portaient à leurs vignobles.

Nous voici à Tokaj, belle petite ville dans laquelle nous prenons plaisir à déambuler. Nous avons rendez-vous avec deux œnologues dont l'un, d'origine juive, est professeur de philosophie à l'université de Budapest. Conscients d'exercer une profession autrefois typiquement juive, ils nous renseignent sur la production et le commerce international du vin, monopoles juifs jusqu'à la guerre. Malgré leur piété, ces hassidim avaient une approche moderne du marché. Aujourd'hui cette histoire n'est guère connue, ni des consommateurs ni des producteurs du vin de Tokaj. Avant notre départ de Tokaj une hallucination collective nous saisit : trente silhouettes en shtrimek noir et pantalons blancs se dessinent dans la nuit et se dirigent vers la synagogue de Tokaj pour l'office de Shabbat. Ce sont des hassidim américains en pèlerinage sur la tombe d'un rabbin miraculeux.

Ainsi avons-nous découvert une région peuplée d'absences juives. À bien des égards le désintérêt demeure. Mais on note aussi l'amorce d'une

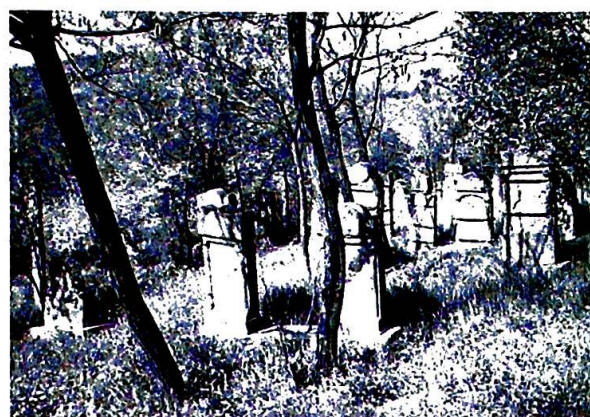


Photo M. Klein-Zolty

Le cimetière dans les vignes...

évolution, comme le prouvent l'impeccable entretien des cimetières et la restauration de certains lieux de culte. Même si l'initiative en incombe aux institutions juives américaines, l'État hongrois prend sa part dans cette entreprise. Malgré cette évolution la population locale semble tout ignorer du destin pendant la guerre de ses voisins juifs. Comme si ceux-ci n'avaient jamais existé. La question de la responsabilité de l'État hongrois, de ses gendarmes et de son administration, n'est jamais posée. Les résultats d'un sondage corroborent notre impression. Publié pour les soixante ans de la déportation des Juifs, il révèle que les trois quarts de la société hongroise ignorent l'extermination de leurs concitoyens juifs. ■

¹¹ Héros du soulèvement national de 1848, Kossuth est le premier homme politique d'Europe à élaborer dès 1856 une conception de confédération des peuples danubiens. Il est né à proximité de Sátoraljaújhely.

Le génocide des Juifs de Hongrie

Harry Carasso

Diasporiques avait rendu compte l'année dernière du livre de Radu Ioanid, le directeur du Mémorial de la Shoah de Washington, *La Roumanie et la Shoah*¹, qui faisait le point sur ce génocide, malgré quelques insuffisances, notamment la toute petite place

¹ *La Roumanie et la Shoah*, Maison des Sciences de l'Homme, 2003.

consacrée aux 120 000 Juifs de Transylvanie du Nord massacrés par les Allemands et par les Quislings hongrois, alors que l'issue de la Seconde Guerre mondiale était déjà visible.

Avant de souligner ces insuffisances dans le N° 28 de décembre 2003, j'avais soumis mon texte à l'auteur, qui m'avait gentiment répondu :

● La Transylvanie du Nord appartenait juridiquement à la Hongrie au temps du Génocide ;

● Randolph Braham avait tout dit sur la question dans un livre intitulé *The politics of génocide*.

Les Temps Modernes avaient publié dès 1999 un extrait du livre de Braham, mais il m'a semblé que les lecteurs de *Diasporiques* avaient le droit d'en



savoir plus. Je me suis mis en quête du livre en question (deux gros pavés de 600 pages chacun) et j'ai fini par le débusquer à la Bibliothèque de Sciences Po. Il est impossible de résumer dans l'espace restreint de *Diasporiques* un livre d'une telle richesse, dont l'essence se rattache à d'autres ouvrages tentant de prouver que les communautés juives, aussi prospères et riches fussent-elles², finissent par être les victimes d'un voisinage haineux. Mais voici l'essentiel.

La communauté juive de l'Empire des Habsbourg, émancipée depuis 1867, frôlait un million d'âmes à la veille de la Première Guerre mondiale. Le traité de Trianon (4 juin 1920) l'avait dispersée dans les nouvelles frontières de la Hongrie, de la Roumanie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, mais dans les frontières rétrécies de la Hongrie il en restait plus de 400 000.

Cette communauté était l'une des plus florissantes d'Europe, surtout dans le domaine du commerce et des professions libérales. Les commerçants de l'Allemagne nazie reconnaissaient qu'il n'était pas possible d'exporter vers Budapest sans passer par les négociants juifs, et les gouvernements du « Royaume sans roi » de Hongrie en convenaient volontiers. Les régimes plus ou moins pro-allemands de 1938-1942 surent tirer profit de l'expansion du Troisième Reich pour

agrandir sensiblement la surface et la population de la Hongrie. Avec les annexions pratiquées dans le sillage de la Wehrmacht, ils avaient reconstitué la communauté juive d'avant 1914, avec plus de 900 000 Juifs (en comptant aussi les 100 000 qui ne l'avouaient pas spontanément...). Le comte Teleki, qui avait déjà avalé la Transylvanie du Nord et la Slovaquie du Sud, mais pas encore la région de Novi Sad (Yougoslavie), avait préféré se suicider plutôt que d'endosser toutes les conséquences de l'adhésion de la Hongrie à l'Axe. Il est intéressant de constater que ses successeurs pratiquèrent des politiques divergentes, comme le souligne Raul Hilberg, dans son livre *La destruction des Juifs d'Europe* :

Bardossy, 41-42, pro-allemand ;
Kallay, 42-44, collaborateur réticent ;
Sztojay, mars-août 44, pro-allemand ;
Lakatos, août-octobre 44, collaborateur réticent ;
Szalassy, octobre 44-février 45, pro-allemand.

Tous ces gouvernements eurent en commun le souci de ne pas partager le sort d'un Reich en passe d'être vaincu et, à l'exception du dernier, maintinrent des négociations illusoires avec les Alliés anglo-américains. À cet effet, en suivant la politique du Régent Horthy, ils tentèrent, sauf Szalassy, de « garder au chaud » leur communauté juive, au point de laisser circuler l'impression que la Hongrie était devenue le ghetto de l'Europe !

Mais, alors que l'Armée Rouge campait en Pologne et en Roumanie, Hitler se rendit vite compte que les 750 000 Juifs « épargnés »³ constituaient une sorte de cinquième colonne, qu'il était indispensable d'exterminer. Ses sbires, Wisliceny et Veessenmayer, veillèrent au grain avec la collaboration très active de Szalassy, dernier

Premier ministre (et le seul qui accepta de plonger ses mains dans le sang) : 437 000 Juifs furent déportés entre le 15 mai et le 10 juillet 1944, alors que les Alliés débarquaient en Normandie et que l'Armée Rouge anéantissait les 26 divisions allemandes de Roumanie. À Budapest, certaines ambassades parvinrent à sauver un grand nombre de Juifs : Raul Wallenberg en sauva près de 100 000. Mais la ville, assiégée dès novembre 1944, ne tomba qu'en février 45 et à la fin de la guerre il ne subsistait plus en Hongrie que 250 000 Juifs, presque tous « d'origine hongroise » (dont 119 000 à Budapest). Il faut souligner que la gendarmerie hongroise, efficacement dirigée par les envoyés allemands, participa activement à ces déportations, alors que la population fit preuve de la plus grande indifférence.

Plus de la moitié des Juifs rescapés choisirent de rester en Hongrie, où ils semblent se porter relativement bien⁴. D'ailleurs, voici la réponse que fit un intellectuel hongrois au chercheur américain Raphael Patai, qui s'étonnait de la prospérité qui régnait à Budapest en 1975 : « *It's very simple, it's just because most of the Jews have remained here* ». ■

Sources :

Randolph Braham, *The Politics of Genocide : The Holocaust in Hungary*, Columbia University Press, New York, 1981

Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988.

Annexe : Pertes de la Communauté Juive Hongroise pendant la Seconde Guerre Mondiale (table 32.1 du livre de Braham).

² Comme dans l'Espagne d'avant 1492 – voir le livre de Ben Zion Netanyahu sur les origines de l'Inquisition, dont j'ai parlé dans un ancien numéro de *Diasporiques*.

³ Malgré les 63 000 Juifs originaires de Transylvanie et massacrés à Kamenetz Podolsk et à Novi Sad, les autorités hongroises étaient bien décidées à ne pas toucher aux Juifs autochtones, et particulièrement aux 200 000 qui habitaient Budapest.

⁴ La Roumanie voisine, qui comptait 430 000 Juifs en mai 1945, n'en compte plus que 10 à 12 000, la plupart très âgés.



Budapest, l'arbre du Souvenir

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'accession unique de Pierre Mendès France à la Présidence du Conseil, Georges Wajs rappelle ici à grands traits quelques-unes des étapes de la carrière de cet homme d'État exceptionnel.

Se souvenir de Pierre Mendès France

Georges Wajs



Photo Ph. Lazar

Le 18 juin 1954 – le 18 Juin, tout un symbole ! –, par 419 voix contre 47 et 143 abstentions, l'Assemblée Nationale accorde son investiture à Pierre Mendès France. Il va exercer le pouvoir pendant sept mois et dix-sept jours. Pierre Mendès France a pris l'engagement de parvenir à un accord de paix en Indochine dans un délai d'un mois, faute de quoi il présentera sa démission. Ce pari fou, il va le tenir, avec une énergie et une force de conviction prodigieuses.

Ainsi engagés, ces quelques mois vont marquer très profondément la France de la seconde moitié du xx^e siècle.

Un jeune homme brillant

Celui qui deviendra à 19 ans le plus jeune avocat de France, à 25 le plus jeune député et à 31 le plus jeune ministre naît à Paris le 11 janvier 1907 dans une famille de commerçants en textile vivant près de la place de la République, dans le troisième arrondissement. N'en déplaise aux antisémites qui n'ont pas manqué de brocarder son nom – « *Ce Mendès qui n'a de français que le second mot ajouté à son nom* » disait Pierre Poujade – son aïeul s'appelait Luis Mendès de França. Il descendait d'une famille juive séfarade, installée au Portugal, qui émigra en France en 1684.

Attiré par la vie politique (avec les radicaux du Cartel des Gauches), le jeune Mendès n'en soutient pas moins (brillamment) sa thèse de doctorat sur les raisons du succès de la politique financière du gouvernement Poincaré. Aux antipodes de tout « idéolo-

gisme », il la conclut ainsi : « *Il faudra donc reprendre le programme qui réalisera enfin, jusque dans le domaine de l'économie, la vraie République égale et sociale...* ». Élu maire de Louviers le 17 mai 1935, il déclare : « *C'est la signature d'un contrat... Je suis très attaché à cette notion de contrat...* ». Il soutient l'arrivée de Léon Blum à la tête du gouvernement du Front Populaire mais, face à la montée des occupations d'usines, il se pose déjà en homme de la « révolution par la loi ». Dans son second gouvernement, Léon Blum décide de prendre lui-même en charge le Ministère des Finances et de s'adjoindre un sous-secrétaire d'État au Trésor : ce sera le premier poste ministériel de Pierre Mendès France, dont toute la pensée politique est en germe dans l'action d'alors, et en particulier l'idée maîtresse de Plan.

Vichy. La Libération

Surviennent la guerre et la défaite, le désir plus fort que tout de poursuivre le combat, la décision de Vichy de le juger comme « déserteur ». Condamné, Mendès France réussit une rocambolesque évasion et se retrouve finalement à Londres via la terre de ses ancêtres : le Portugal ! Il combat comme aviateur dans le Groupe Lorraine, sous les ordres de Romain Gary. Le général de Gaulle fait de lui le commissaire aux Finances de la France Libre puis, à la Libération, son ministre de l'Économie nationale. C'est à ce titre qu'il expose son programme au Conseil des ministres, le 17 novembre 1944. Le temps est celui de la reconstruction et il demande notamment : « *Va-t-on reconstruire le réseau électrique sur la base de ce qui*

existait avant la guerre et des intérêts des diverses sociétés ou bien va-t-on enfin construire un véritable réseau national ? ». La pénurie sévit. Mendès propose de développer les articles de consommation courante. Sa politique économique est délibérément dirigiste, via les aides et la fiscalité. Les dépenses culturelles et de loisirs – peu consommatrices de matières premières et d'énergie – sont encouragées. Mais la guerre continue ; Mendès annonce que les prochains huit ou dix mois seront durs et qu'il faudra tenir. Certes convient-il de redistribuer le revenu national mais il faut « *prendre les problèmes* » dans un ordre rationnel. Et d'abord augmenter le volume global des biens disponibles par l'augmentation de la production nationale ». Démarche d'analyse pragmatique, qui part de la situation concrète.

Mendès inaugure alors – ce qui lui vaudra bien des rancunes ! – des causeries à la radio pour expliquer directement ses choix. Son émission du 27 janvier 1945 (la onzième) est ainsi un plaidoyer pour la réglementation, garante selon lui de l'équité dans la répartition des denrées en période de pénurie. Le 31 mars 1945 (vingtième émission), il dénonce le risque d'inflation dans une période de faible production de biens : « *L'inflation c'est le triomphe de l'immoralité et de l'iniquité sociale, c'est la source impure des fortunes scandaleuses – celles du marché noir – et c'est le ferment de toutes les corruptions* ». Le leitmotiv de Mendès France est qu'on ne peut tout faire à la fois et que, parmi les dépenses, il faut « *choisir celles qui par leur rentabilité provoqueront demain un progrès économique...*



Chef du gouvernement

qui permettra, plus tard, de financer ceux des besoins dont la satisfaction aura été ajournée au cours de la première période ». Pour lui, l'inflation « entraîne toujours le développement des injustices sociales ». C'est sa divergence fondamentale avec le ministre des Finances, René Plevin. Elle le conduira bientôt à présenter sa démission au général de Gaulle.

L'enlèvement de la IV^e République

De 1947 à 1951, Pierre Mendès France représente la France au Conseil économique et social des Nations Unies. Dans sa préface au livre de Gabriel Ardent, *Problèmes financiers contemporains*, paru en 1949, il lance sa célèbre formule « Gouverner c'est choisir ». « Tout problème financier est un problème de choix, d'arbitrage c'est à dire, dans le sens plus large, un problème politique ».

Très influencé par l'interventionnisme keynésien – qui refuse de laisser s'opérer, selon l'orthodoxie libérale, un ajustement automatique des économies – Mendès conclut son discours de février 1949 à la VIII^e session du Conseil économique et social de l'ONU en affirmant : « Il s'agit de savoir si le monde occidental, par une planification intelligente, est capable d'éviter les solutions totalitaires qu'on nous présente de certains côtés comme seules efficaces au XX^e siècle ». Son analyse le conduit aussi très vite à condamner l'aventure indochinoise. Le 19 octobre 1950, il intervient à l'Assemblée Nationale : « Ce serait un crime impardonnable que de poursuivre en Indochine une politique dont l'incertitude, l'équivoque et la médiocrité viennent de nous coûter si cher... Deux voies sont possibles, et rien que deux. Vous devez choisir ; vous n'avez pas le droit de ne pas choisir... Nous n'avons pas les moyens matériels d'imposer en Indochine la solution militaire que nous y avons poursuivie si longtemps ».

Fin mai 1953, Vincent Auriol le pressent comme Président du Conseil. Il fait une déclaration fracassante à l'Assemblée Nationale, saluée par la

presse nationale et internationale. Il obtient 301 voix contre 119, mais il lui manque 13 voix pour obtenir la majorité requise par la Constitution. Vincent Auriol lui adresse une lettre chaleureuse en lui disant, comme François Mauriac, de « rester dans l'antichambre ».

Chef du gouvernement

Le désastre de Dien Bien Phu amène Pierre Mendès France au pouvoir le 18 juin 1954. Dans son discours de demande d'investiture, il récite par avance les voix communistes. Jacques Duclos, fou de rage, fulmine dans les couloirs : « C'est un lâche ! Il apparaîtra aux yeux du pays comme un lâche qui bavarde et qui n'ose pas agir ». Jean Lacouture relate que de très bons témoins font aussi état de propos ouvertement antisémites : « Ce n'est qu'un petit Juif peureux... ».

Dans le premier cercle des collaborateurs de celui qu'on ne va bientôt plus appeler que PMF, il y a Georges Boris, l'ami de toujours, Stéphane Hessel, son compagnon de Londres, Simon Nora, qualifié par Lacouture d'inlassable pourvoyeur de suggestions, et Léone Georges Picot. *Le Canard enchaîné* titre : « Enfin un gouvernement d'opposition ! ». PMF reprend ses causeries radiophoniques, certaines en direct de Genève où se déroule la négociation avec le Viet-Minh. Son extraordinaire sincérité se manifeste : « Je voudrais nommer l'ennemi, le plus grand ennemi que je combats depuis toujours. Il s'appelle la méfiance. Entre les hommes qui, ici, cherchent ensemble la paix, on constate une méfiance profonde, douloureuse et dont on ne peut difficilement avoir une idée tant qu'on n'en a pas fait directement l'expérience ». À peine la paix en Indochine signée, Pierre Mendès France a le coup de génie d'emmener le Maréchal Juin avec lui en Tunisie pour cautionner la politique

de désengagement de la France de ce pays.

Malgré son scepticisme profond sur l'idée même de Communauté Européenne de Défense, il se fait une obligation d'en soumettre la proposition à la Chambre des Députés. Le traité est rejeté le 30 août 1954. En toile de fond de ce rejet il y a, dans le contexte de l'affrontement des deux blocs – atlantique et soviétique – la question du réarmement de l'Allemagne. Mendès France comprend très vite que celui-ci se fera avec ou sans l'assentiment de la France, les Anglo-saxons ayant été très clairs à ce propos. Fin 1954, il arrachera l'acceptation de la Chambre.

La doctrine mendésienne

Le 18 juillet, Mendès France, à deux jours de son échéance indochinoise, adresse à son ministre des Finances Edgar Faure une note de travail qui est la base de la doctrine réformatrice « mendésienne ». À propos de la nécessaire reconversion des dépenses improductives en investissements productifs, il note qu'elle peut être envisagée soit par « une libération soudaine des échanges, c'est à dire par le heurt de notre économie avec des économies plus productives et partant plus fortes » soit « par un dirigisme et un planisme ».

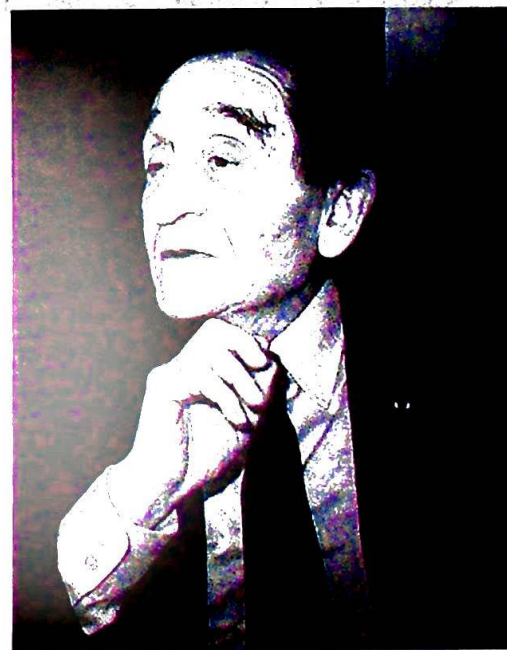


Photo © Keystone

¹ Ne pourrait-on évoquer aujourd'hui dans les mêmes termes le conflit israélo-palestinien ?

rigoureux. Mais, ajoute-t-il, ces deux méthodes doivent être écartées, l'une comme imposant des souffrances et impliquant des réactions sociales intolérables, la seconde comme supposant un contexte politique et administratif qui n'existe pas. Finalement une seule méthode est concevable, qui consiste à appliquer les deux méthodes, mais de façon dosée et progressive ». La philosophie politique de Pierre Mendès France est bien dans cette « méthode » qui ne veut surtout pas s'enfermer dans un carcan idéologique. Le 13 octobre, il rencontre le général de Gaulle qui salue « l'ardeur, la valeur, la rigueur » de PMF mais ajoute, prophétique : « Vous verrez, ils ne vous laisseront pas agir... ».

Le 1^{er} novembre 1954, plusieurs dizaines d'attentats sont perpétrés en Algérie. Comme son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, PMF n'y voit pas immédiatement le signe d'une situation si lourde de conséquences. Il réaffirme même que « l'Algérie, c'est la France », ce qui veut dire dans son esprit « qu'il faut commencer par une procédure permettant aux Algériens de désigner des porte-parole avec qui dialoguer... puisque la colonisation a détruit les élites autochtones. Il faut commencer par des actes de légalité française ». Dès le 12 novembre, il déclare à la Chambre : « Nous devons nous attaquer aux racines profondes des problèmes... Par l'exercice des droits démocratiques, par la coopération généreuse de la métropole, nous saurons créer en Algérie une vie meilleure ». À quoi la droite coloniale réplique : « Les libertés ne conviennent pas aux peuples insuffisamment évolués » et aussi : « La répression passe d'abord ». Mitterrand et PMF décident de muter en métropole neuf policiers soupçonnés d'avoir procédé à des tortures. C'est un tollé. L'alliance entre la vigne algérienne et la betterave – comme la qualifie Jean Lacouture – va finir par faire tomber le gouvernement. Le 2 février un débat sur l'Algérie s'engage à la Chambre. Mostefa Benbahmed, député socialiste de Constantine, s'adresse à ses collègues : « Les populations

musulmanes verraient dans un vote hostile (au gouvernement) la condamnation de la politique des réformes. Je vous adjure de dominer vos amertumes et vos griefs. Si vous renversiez le gouvernement, vous creuseriez une vallée de larmes et de sang ». Le gouvernement de Pierre Mendès France est renversé le 5 février 1955.

L'avènement de la V^e République

Dès lors, la France va s'enfoncer dans le drame algérien. Peu ou prou, les différents gouvernements qui se succèdent font leur la doctrine de Queuille : « Si un problème est difficile à résoudre, il suffit de ne pas le poser » ! Après la dissolution de la chambre par Edgar Faure, l'Express lance l'idée d'un « Front Républicain » rassemblant la SFIO, le Parti radical, un certain nombre de gaullistes sous la houlette de Chaban Delmas et l'UDSR de François Mitterrand. Pour tous la référence est sans conteste PMF qui a rapidement vu si juste dans l'évolution du drame algérien et qui déclare qu'en cas de victoire électorale il s'installera à Alger pour se consacrer à la recherche d'une solution. En janvier 1956, le Front républicain sort effectivement vainqueur des élections. Mais la SFIO étant la formation politique ayant le plus grand nombre de députés, le Président René Coty, après bien des hésitations, désigne Guy Mollet comme Président du Conseil. PMF ne se verra attribuer qu'un portefeuille de Ministre d'État, sans aucune responsabilité particulière.

Le 6 février 1956, Guy Mollet est à Alger, la situation tourne à l'émeute. Le Président du Conseil prend tout à coup conscience que ces manifestations hostiles ne sont pas le fait de « gros colons » mais de petites gens, son électorat en somme ! Dès lors, un tournant tragique est pris. Le 23 mai 56, PMF démissionne d'un gouvernement qui tourne si délibérément le dos aux engagements pris. Les événements de mai précipitent le retour du général de Gaulle au pouvoir. Dans le débat à la Chambre, Mendès France déclare : « Quoi qu'il en coûte aux

sentiments que j'éprouve pour la personne et pour le passé du général de Gaulle, je ne voterai pas en faveur de son investiture... Je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection et la menace d'un coup de force militaire... Puisse l'histoire dire un jour que de Gaulle a éliminé le péril fasciste, qu'il a maintenu et restauré les libertés... en un mot qu'il a assaini la République. Alors, mais alors seulement, le général de Gaulle représentera la légitimité ».

On ne peut qu'être saisi par la différence de comportement entre ces deux hommes : le volontarisme accompagné d'une force de persuasion peu commune du Mendès France « aux affaires » de 1954, et la démarche directement inspirée de la philosophie politique de Machiavel du général de Gaulle. Ne doit-on pas regretter, avec Etienne Burin des Roziers, un très proche collaborateur du Général, que Mendès n'ait pu devenir le Colbert de la V^e République ? D'autant plus que Mendès, dans son livre *La République Moderne*, prônera la mise en place d'un gouvernement de législature, chose impensable, comme le lui avait précisément dit De Gaulle, avec les institutions et les hommes de la IV^e... A posteriori, on peut sans doute parler de « rendez-vous manqué » entre les deux hommes puisque, dès octobre 1958, PMF souligne le tournant que constitue la direction donnée par de Gaulle d'une libre consultation du peuple algérien. PMF exhorte même les dirigeants du FLN à répondre favorablement à l'offre de « paix des braves ». Mais le même PMF, sans doute échaudé par le peu de cas fait de son attitude un an plus tôt, affichera plus tard un certain scepticisme face aux déclarations sur l'autodétermination du peuple algérien.

En 1959, une scission de la SFIO amène la création du Parti Socialiste Autonome (PSA), qui deviendra en 1960 le Parti Socialiste Unifié (PSU). PMF franchit le pas et quitte définitivement le radicalisme pour adhérer, comme il le dit, à « l'idéal socialiste ». En mai 1968, François



Mitterrand pense que les dirigeants politiques n'ont rien à voir avec « l'explosion adolescente » que constitue pour lui le mouvement étudiant. Pierre Mendès France se veut plus « à l'écoute », ce qui lui vaudra le reproche d'avoir participé à la manifestation du stade Charléty (où il a pourtant soigneusement refusé de prendre la parole). La dissolution de la Chambre, la victoire de De Gaulle aux législatives puis sa démission, l'élection de Georges Pompidou à la Présidence de la République vont mettre un terme au rôle central du général de Gaulle dans la vie politique française mais aussi au rôle « en miroir » de Pierre Mendès France.

Une philosophie politique à méditer

Jean Lacouture résume bien *la grille mendésienne*, faite de quelques principes clairs : légitimer une rigueur de gestion par le nécessaire respect du réel ; établir constamment une distinction entre intérêts particuliers et intérêt collectif (celui-ci ne pouvant être la somme des intérêts particuliers), d'où la nécessité d'un Plan ; affirmer que le monétaire n'est pas une fin en soi, qu'il doit être subordonné à l'économique, qui lui-même doit être subordonné au social. « *Ce qui importe, en fin de compte, c'est d'aider les hommes à choisir eux-mêmes leur*

destin ». Dans la lettre qu'il adresse à Jean Lacouture après la publication de son livre, Pierre Mendès France écrit : « *Le devoir d'un responsable ne consiste pas à louvoyer, à ménager sans cesse les uns et les autres, en sacrifiant ainsi l'intérêt de la collectivité tout entière. Il exige des choix, des déterminations claires, avec la volonté de s'y tenir dans l'opposition comme au pouvoir. Ainsi seulement mûrissent les réformes qui commandent l'avenir, vers les progrès et la justice* ».

Y a-t-il lieu d'ajouter quoi que ce soit ? ■

Bora Cosic né en 1932, est un écrivain serbe, émigré à Berlin depuis l'éclatement de la Yougoslavie. Il est aussi le correspondant du journal polonais Rzeczpospolita, pour lequel il a fait ce reportage. C'était à l'occasion d'une expédition d'une équipe de cinéastes allemands partis dans la petite ville ukrainienne de Drohobycz, où avait vécu et où a été assassiné en 1942 le grand écrivain et peintre juif Bruno Schulz. Certains parmi nous avaient suivi, il y a peu, « l'affaire » des fresques de Schulz qui ont été emportées en Israël, frauduleusement semble-t-il. Et, au fait, à qui doit appartenir cette œuvre ? À la Pologne ? À l'Ukraine ? À Israël ? Au peuple juif ?

Troie a-t-elle existé ?

Bora Cosic

On sait que Bruno Schulz, prosateur et peintre de Galicie, a été tué dans une rue de la petite ville de Drohobycz par un SS, comme on tue chez Kafka. Il fut tiré comme un lapin. Ce monstre était jaloux car sa victime, bien que juive, travaillait en tant qu'artiste au service d'une autre brute hitlérienne. Schulz supportait difficilement ces premières années de guerre européenne dans sa ville natale. Le bourreau pour lequel il travaillait s'enorgueillissait de ce que les murs de la chambre de ses enfants fussent peints de la main, pourtant mal assurée, de l'écrivain. Avec le temps, cet épisode est tombé dans l'oubli ; Schulz est aujourd'hui un auteur classique de la littérature européenne ; l'hitlérisme a, en prin-

cipe, disparu. Est resté cependant le projet fou de quelques Allemands de retrouver la chambre où Schulz peignait ses fresques ainsi que les fresques elles-mêmes. C'est le sujet du film que je regarde à la façon dont j'observerais les travaux de fouilles de Troie. À la différence que ces recherches ont lieu dans la misère d'une ville aujourd'hui ukrainienne, dont les habitants parlent polonais, russe, allemand, parfois yiddish ; si



Bruno Schulz, *La rencontre*. Un garçon juif et deux jeunes filles dans une ruelle (1920)

© Musée de la Littérature A. Mickiewicz, Varsovie



quelqu'un leur demandait de préciser qui ils sont, il leur serait difficile de le dire.

Dans la suite, le récit cinématographique se transforme en un documentaire où Schulz est quelquefois oublié. Le spectateur est transporté dans de misérables cuisines, des couloirs glacés, des escaliers mal entretenus et des rues défoncées. Les habitants de cette ville, enveloppés de chiffons pour se préserver des rigueurs de l'hiver, se souviennent à peine du sort de l'écrivain abattu sous leurs yeux, ici même, sur ce trottoir. Nos reporters prennent place sur des tabourets bancals, le plus souvent restent debout derrière des portes entrouvertes, en butte à la suspicion générale.

En ce sens, je pense que le film représente presque une anthologie de notre propre vie d'autrefois sous le socialisme. Celui-ci nous abandonne lentement et laisse des séquelles. Il persiste dans de nombreux recoins de ces pays aux frontières mouvantes, dont les différentes petites villes telles que Drohobycz sont passées d'un côté de l'histoire à l'autre comme si de rien n'était. En définitive, le rayonnement de la vie d'autrefois s'est retrouvé ici alors qu'il aurait pu être rejeté au-delà de la rivière ou de la barrière douanière, de l'autre côté de la route.

Ensuite, mes cinéastes entrent dans des habitations qui n'ont pas été recréées depuis l'époque de Staline. La chambre où avait été réalisée la Sixtine de ce petit pays est aujourd'hui une arrière-cuisine. Elle évoque la cuisine de ma grand-mère d'il y a quelques décennies. À la différence qu'ici la batterie de casseroles, les rouleaux à pâtisserie, les poêles à frire, les louches et tout le fatras accroché au mur, tout cela est sale, négligé et ébréché, comme si une bombe était tombée sur

la maison de mon enfance, toujours gravée dans ma mémoire. Et tout ce qui était utile et nécessaire à notre vie dans le passé, aurait été éparpillé sur ces murs, là où devrait se trouver notre petite Troie de Galicie.

Car toujours et encore, il nous faut prouver que la guerre de Troie a eu lieu, qu'Auschwitz et Srebrenica ont bien existé. Et ici, sur ce lopin de terre du sud de l'Europe Centrale, il faut vérifier si Bruno Schulz, employé par une brute gestapiste, a laissé des traces de ses rêves sous le bric-à-brac de cette cuisine. Arrivent donc des experts polonais, ukrainiens, russes, armés de brosse à dents et de mouchoirs, ils frottent l'enduit poussiéreux et là, au milieu des casseroles et des tresses d'ail, effectivement, comme sous les yeux de Schliemann¹, apparaissent un chevalier schulzovien, un bouffon de cour et quelques doux animaux appartenant à une civilisation très policée et jamais découverte.

Oui, maintenant il est clair qu'en des temps violents a vécu ici un artiste qui a écrit sur cette ville. De temps à autre, il a également dessiné des personnages et des membres de sa famille, les introduisant aussi dans ses histoires insensées. Tout cela figure dans les bibliothèques du monde entier et dans les musées de notre continent. Cependant, il nous faut un peu creuser ce Drohobycz troyen, dans la cuisine de cette dame édentée dont le mari mourant est couché dans la pièce voisine. Qui est exténuée, pauvre et malheureuse et qui par surcroît a la vue courte. Aussi, pendant de longues années en ce lieu qui avait été le foyer d'un SS, lui ont

¹ Célèbre archéologue allemand de la fin du XIX^e siècle. Il consacra sa vie à la recherche du site de Troie (qu'il trouva !).

échappé ces images du monde des rêves de Bruno.

Quel est donc mon propos ? Je pense que ce récit ne concerne pas tant des recherches d'œuvres d'art historiques que des fouilles dans ce qui fut notre passé. Car à chaque pas, au cours de toutes les conversations avec ces gens, même à leur mine, il est possible de conclure que le passé n'est absolument pas mort, que l'histoire complexe de notre destinée perdure aujourd'hui dans d'autres circonstances, sous des drapeaux divers, derrière les frontières de pays nouveaux. Nous sommes tous des habitants de cette chambre d'enfant, de cette kitchenette, du socialisme d'Europe orientale. Notre séjour en ce monde continue à être encombré d'objets de la maison ma de grand-mère d'autrefois, mais éparpillés et gâchés. Ici il n'y a pas où s'asseoir, pour offrir un peu de répit à notre âme et pour reprendre haleine.

Tout dans nos origines est trouble et irrémédiablement gris et de temps à autre, comme sur ma terre de Serbie, cette grisaille s'épaissit encore. Aussi le moyen de retrouver sous cet amoncellement de misère et de peine ces quelques fresques qu'a laissées la main de l'artiste s'avère très difficile. Nous parvenons au terme, mais sans nul apaisement. Quand on dégagait les peintures de Schulz dans cette cuisine troyenne, une institution de l'État d'Israël déclara qu'elles lui appartenaient. Les fresques de Bruno furent discrètement retirées des murs et emportées dans un musée de ce lointain pays. Mais les vieilles dames édentées, les gens à demi-polonais et les habitants perplexes de la nouvelle Ukraine, dont Bruno Schulz était le concitoyen et le poète, furent laissés au grand froid. ■

Solution des mots shinés

Horizontalement
 II - Alpes. ENUL (Lune). Lias. III - Lait. Pô. Ente. IV - Da. INRI. Athée. V - IF. TVA. Ré. VI - IF. Or. VII - Or. OF (Office). VO. VIII - LI. Es. IX - PP (Préposition). En. RC. X - Or. Ne. TL (Total). XI - IE (id est). XII - NS. Ce. XIII - CE (Cercle). IR (ri). Iso. XIV - Fondamentalistes. XV - Anti-impérialisme. XVI - Navrée. Art. Oul. XVII - Pène. Ocarinas. XVIII - Outrages. II. XIX - Ures. Eternel.
Verticalement
 I - Cal. Fa. Pou. 2 - Laidin. Poinçonneur. 3 - Piaf. Représentante. 4 - Et. Divers. 5 - Air. 6 - Immerge. 7 - Répét. Crêpe. Et. 8 - Non-violence. Ne. Ose. 9 - Raffiné. Trac. 10 - Loi. Atrain. 11 - Latie. 12 - II. 13 - Sion. 14 - Léa. NMITSUA (Tsunami). 15 - Introvers. Semis. 16 - Athérosclérose. 17 - Sée.



La publication récente en France de plusieurs ouvrages de (et sur) Joseph Roth est l'occasion de revenir sur la conception du judaïsme et du sionisme de cet écrivain de langue allemande né dans une famille juive de la Galicie habsbourgeoise.

Joseph Roth : Juif errant et critique du sionisme

David Puig

« Un catholique au cerveau juif »

La légende du saint buveur, titre de la dernière nouvelle de l'écrivain Joseph Roth, évoque à la manière d'un testament les traits marquants de la personnalité de son auteur. S'il ne fut pas un saint, comme il le prétendit lors d'une conversation avec son ami Géza Von Cziffra, son penchant immodéré pour la boisson et son talent de fabulateur sont en revanche attestés. Exilé en France en 1933 à la suite de l'arrivée au pouvoir de Hitler, Roth sombre progressivement dans l'alcoolisme et meurt dans la misère à Paris quelques jours avant le début de la Seconde Guerre mondiale. Conteur hors norme, il aura fait de son existence une véritable légende. En réinventant sans arrêt les moments de sa vie, il se sera construit au gré de ses humeurs une personnalité contradictoire.

Sur son père, un juif galicien d'une famille hassidique, il racontait les

histoires les plus invraisemblables. Il affirmait un jour qu'il s'agissait d'un fonctionnaire ou d'un diplomate autrichien qui avait abandonné sa mère et, le lendemain, il n'hésitait pas à le présenter comme un noble polonais. Alors que ses amis affirmaient qu'il n'avait pas mis les pieds au front pendant la guerre de 14-18, son attachement à l'empire défunt des Habsbourg le poussait à s'inventer une carrière militaire flamboyante. Pour ce qui est de sa religion, là encore des doutes subsistent. S'est-il effectivement converti au catholicisme comme il le prétendait ou faut-il plutôt se fier à cette lettre adressée à Stefan Zweig à qui il écrivait en 1936 : « Vous n'avez plus besoin de me dire ce qu'est un pauvre Juif. J'en suis un depuis 1894 et j'en suis fier. Un Juif pratiquant originaire de Radziwillow ». Grand buveur ou sacré menteur : Roth fut probablement un peu les deux à la

fois. Mais, malgré ce goût pour le travestissement permanent qui fait le charme du personnage, il est possible d'avancer certaines données sur sa vie et son œuvre sans peur de se tromper. Tout d'abord, sa date et son lieu de naissance. De parents juifs, il est né en 1894 à Brody, une bourgade de la Galicie habsbourgeoise. Considéré comme un écrivain autrichien et surtout

connu pour son roman *La marche de Radetzky* qui dépeint le crépuscule de la double monarchie austro-hongroise, il aura été tout au long de sa vie sensible au destin des Juifs. Selon Claudio Magris qui lui consacre quelques pages dans sa thèse sur le mythe et l'Empire dans la littérature autrichienne moderne, il est « le grand descripteur et le grand poète des contrées orientales, et surtout des Juifs de Galicie et de Volhynie : dans des essais comme *Juifs en errance*, dans des romans comme *Job* et *Tarabas*, dans des récits comme *Le Léviathan*, Roth évoquera la vie tragique et errante des israélites humiliés et offensés et pourtant tenaces et invincibles dans leur obscure résistance... ».

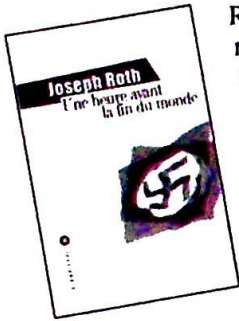
Cette préoccupation constante pour le sort de ses coreligionnaires l'amena à dénoncer l'antisémitisme et le nazisme dans les différentes revues auxquelles il collabora à partir des années 1920. Voyant dans le sionisme une variante de l'idéologie nationaliste, il pensait que celui-ci n'était qu'une solution insatisfaisante et provisoire pour les Juifs d'Europe.

Un citoyen d'hôtel

Le cinéaste hongrois Géza Von Cziffra rapporte dans *Joseph Roth, le saint buveur* (un livre de souvenirs riche en anecdotes qui décrit les moments passés avec l'écrivain autrichien), que ce dernier aimait répéter que ses muses étaient les pays étrangers qu'il traversait. Entre 1925, date de leur première rencontre à Berlin, et leur dernier entretien quelques jours avant la mort de Roth, ils se seront retrouvés à Vienne et à Budapest mais aussi en France et en Belgique.



Joseph Roth et Stefan Zweig en 1936

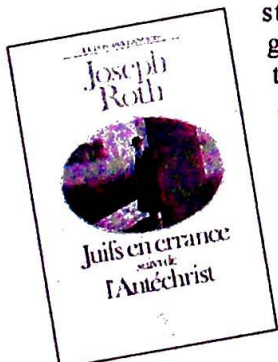


Roth voyagea énormément pour son travail et vécut à cheval entre plusieurs capitales. Aussi bien ses romans que ses articles se nourrissent de ses déplacements en Europe de l'Ouest

et dans les contrées orientales de l'ancien empire des Habsbourg. Les chambres d'hôtels, luxueuses lorsqu'il travaillait pour des journaux importants comme le *Frankfurter Zeitung*, ou plutôt miteuses comme celle qu'il occupait dans son exil parisien, auront été sa seule véritable patrie. Ce choix de vie anticonformiste reflète à la fois sa volonté de se distinguer des bourgeois, son goût aristocratique pour le luxe, ainsi que son incapacité à se fixer définitivement dans un lieu. Juif errant et intellectuel sans attaches, il se considérait lui-même comme un « citoyen d'hôtel ». Cadres de plusieurs de ses fictions, les hôtels étaient pour lui des terrains neutres. Dans un continent en proie aux passions nationalistes, ces espaces cosmopolites restaient des havres de paix où pouvaient encore se côtoyer des hommes aux origines les plus diverses.

Pour Roth, peu de choses étaient aussi absurdes que le fait de considérer un morceau de terre comme une propriété exclusive. L'idéologie qui prétendait fixer sur un territoire un ensemble de personnes défini par des traits culturels ou raciaux apparaissait à ses yeux comme une des nombreuses aberrations modernes. La fondation d'une nation passait par la guerre et sa préservation des intrusions étrangères supposait l'existence d'une

armée et un contrôle strict de l'immigration. Dans ses textes sur Berlin, aujourd'hui disponibles en français aux éditions du Rocher, coll. Anatolia, Roth décrivait le sort des réfugiés



arrivés de l'Est au lendemain de la guerre. Fuyant les pogromes d'Ukraine, de Galicie et de Hongrie, ils se retrouvaient dans une ville froide et inhospitalière, en proie à des difficultés administratives pour se procurer un permis de travail ou l'autorisation de poursuivre leur route. La monarchie austro-hongroise était pour Roth l'illustration parfaite de la thèse qu'il défendait. La richesse culturelle d'un peuple ne dépendait pas de sa « pureté » mais des influences diverses qui le nourrissaient. Les marches de l'Empire, la Bosnie, la Moravie et la Transylvanie, fournissaient à Vienne, sa capitale, la sève qui la faisait briller dans le monde. Dans *La crypte des capucins*, il exprimait cette idée à travers un de ses personnages : « La quintessence de l'Autriche, explique le comte Chojnicki, on ne la découvre pas au centre de l'empire mais à la périphérie. Ce n'est pas dans les Alpes qu'on trouve l'Autriche : on n'y trouve que des chamois, des edelweiss, des gentianes ».

À propos du sionisme

Au cours des années 1930, Roth consacrera toutes ses forces à combattre le nazisme comme en témoigne le recueil de ses articles publié en France en 2003 sous le titre *Une heure avant la fin du monde*. Considérant le sionisme comme un avatar du nationalisme, ses jugements sur l'idéologie fondée à la fin du XIX^e siècle par Théodor Herzl seront contradictoires. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, il acceptera progressivement l'idée de fonder un État en Palestine tout en continuant à soutenir, comme il l'avait fait depuis les années 1920, que le sionisme était étranger à la tradition juive.

Roth était capable de reconnaître que les nations n'étaient pas seulement des entités belliqueuses. Elles assurent à leurs ressortissants des droits essentiels, tels que le droit à la vie et à la liberté. Pour des Juifs privés de ces garanties fondamentales dans de nombreux pays et menacés par une Allemagne de plus en plus hostile, la construction d'un foyer national apparaissait comme un moindre mal.

Cependant, la conviction qu'il s'agissait là d'une trahison de l'idéal du judaïsme restera présente dans son esprit jusqu'à la fin de ses jours.

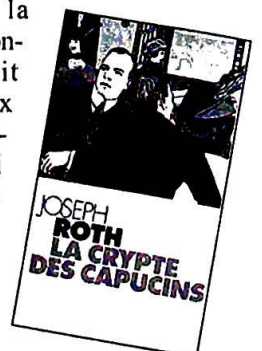
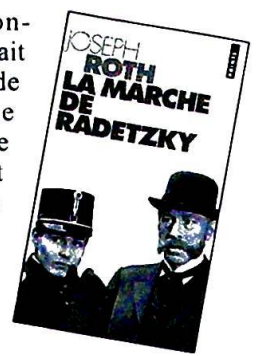
Dès 1927 il affirmait que le « sionisme et le concept de nation » étaient

« par essence occidentaux ». Le fait que seule une faible partie des Juifs souhaitait émigrer en Palestine était pour lui la preuve de cette incompatibilité fondamentale. Entre la vocation universelle des Juifs et l'exigence de se regrouper sur un territoire dictée par les circonstances, Roth percevait la dimension tragique du sionisme. Alors qu'ils devaient précipiter l'avènement d'un monde sans patrie, les Juifs étaient contraints d'épouser les idéologies qui menaient l'humanité à sa perte.

Éparpillés à l'origine sur la surface de la terre pour amener Dieu au monde, les Juifs étaient appelés à continuer à vivre en étrangers parmi les étrangers, en s'intégrant dans les communautés d'accueil tout en gardant leurs particularités. Parce que leur principe d'union avait toujours été spirituel, parce qu'ils n'avaient pas éprouvé le besoin de se regrouper sur un même territoire, Roth considérait que les Juifs étaient « peut-être... l'anticipation de la forme future de toute nation ». « Depuis longtemps déjà... » ils étaient dépouillés « de ces formes grossières de la nationalité : États, guerres, conquêtes et défaites ».

Une terre sans passeports

Alors que le principe des nationalités s'était imposé au lendemain de la Première Guerre mondiale, Roth rêvait d'une Europe aux antipodes du continent fragmenté qui avait été dessiné par les traités de paix successifs. Son idéal était celui d'une





humanité universelle, celui d'un espace où les personnes pourraient circuler librement.

Face à la progression du nazisme, Roth se réfugia dans l'histoire, convaincu que son utopie s'était partiellement réalisée dans l'Autriche de sa jeunesse. La terre sans passeports qu'il appelait de ses vœux n'était donc pas à l'horizon mais se situait plutôt dans un passé encore à portée de mémoire. Abandonnant ses convictions politiques anarchisantes et communistes, il milita activement pour la restauration des Habsbourg. De son hôtel parisien, il participa aux activités de groupes monarchistes en exil. En 1938, à la veille de l'Anschluss, il se rendit à Vienne pour tenter de convaincre le chancelier de réaliser un coup d'État en faveur du descendant de l'empereur François-Joseph.

Cet empire plus mythique que réel, Roth l'imaginait comme une entité supranationale où cohabiteraient en harmonie les confessions et groupes ethniques différents. Sous la houlette d'un principe unificateur, une telle coexistence n'était pas synonyme

d'une homogénéisation croissante. Avec force, Roth déclarait que plus il y aurait de mélange « et plus les particularités » seraient fortes.

Ce monde fantasmé auquel il s'accrocha sur la fin de sa vie n'était que l'envers symétrique d'une réalité de plus en plus accablante. L'inaction des membres de la « Société des Nations » vis-à-vis d'un régime qui niait les fondements de la civilisation européenne le plongea dans un profond pessimisme. La dénonciation du nazisme par les hommes de lettres était un devoir totalement inefficace et seul un miracle pouvait sauver le continent de la catastrophe.

Sa mort en mai 1939 lui épargna de vivre cette fin du monde qu'il avait pressentie. Son enterrement fut à l'image du mythe qu'il avait créé. Comme ses proches ne savaient s'il s'était effectivement converti au catholicisme, on décida de l'inhumer dans un « cimetière mixte ». Devant un auditoire composé d'exilés de gauche et de monarchistes austro-hongrois qui se réclamaient de son héritage, son corps fut l'objet d'une

querelle religieuse : alors que le prêtre catholique s'apprêtait à bénir sa dépouille, l'écrivain juif Joseph Gottfarstein exigeait la célébration d'un kaddish... ■

Publications récentes :

Traverso Enzo, *La pensée dispersée*, Éditions Léo Scheer, 2004.

Von Cziffra Géza, *Joseph Roth, le saint buveur*, traduit de l'allemand par Jean Ruffet, Éditions du Rocher, coll. Anatolia, 2003.

De Joseph Roth, à lire également :

À Berlin, traduit de l'allemand par Pierre Gallissaires, Éditions du Rocher, coll. Anatolia, 2003.

Une heure avant la fin du monde, traduit de l'allemand par Nicole Casanova, Liana Levi, 2003.

Juifs en errance suivi de *l'Antéchrist*, traduits de l'allemand par Michel-François Demet, Éditions du Seuil, 1986.

La marche de Radetzky, traduit de l'allemand par Blanche Gidon et revu par Alain Huriot, Éditions du Seuil, 1995.

La crypte des capucins, traduit de l'allemand par Blanche Gidon, Éditions du Seuil, 1996.

Humeur

Les Asiates

La bataille pour ou contre l'entrée (un jour...) de la Turquie en Europe a des aspects troublants. Il semble que la raison mise en avant le plus volontiers pour s'y opposer (parce qu'elle en couvre d'autres, moins faciles à présenter) est géographique et consiste à dire que la Turquie est en Asie, que son lambeau européen ne pèse guère. Outre que c'est faire fi d'Istanbul/Constantinople, qui a été en son temps la ville la plus importante d'Europe, c'est oublier aussi qu'on a sans sourciller accepté dans la Communauté européenne un pays qui du point de vue de la géographie est cent pour cent asiatique : Chypre.

On dira alors que la géographie n'est pas tout, que l'histoire prévaut, et que l'histoire de Chypre est grecque, et donc – européenne. C'est un argument dangereux. Il fait d'abord fi de Constantinople (j'en parlais à l'instant) et de Byzance. C'est du passé ancien ? Plus près de nous, si en 1923 la Grèce n'avait pas perdu sa malencontreuse campagne militaire en Asie Mineure (suivie de l'expulsion de centaines de milliers de Grecs), la Grèce aurait été aujourd'hui un État pour une bonne part asiatique, et l'Union européenne aurait déjà un pied en Asie... Mais pour en revenir à Chypre, quand on a admis cette île bipartite dans l'Europe, on y a accepté automatiquement le Nord turc, qui est turc non seulement ethniquement, mais politiquement – à l'heure actuelle du moins. C'est à y perdre son grec !

Et, indépendamment de cela, on peut se souvenir que, pour les compétitions sportives internationales, Israël fait traditionnellement partie du groupe « Europe », lui qui est à cent pour cent en Asie. La géographie n'est donc pas un argument qui tient, ni l'histoire ; les arcanes de l'appartenance européenne sont subtils. Il faut bien s'avancer sur d'autres terrains que ces deux-là et évoquer le politique. Et constater qu'en refoulant la Turquie on ne tend pas précisément la main aux musulmans laïques, qu'on semble avoir du mal à trouver par ailleurs... ■

J. S. Nakhalnik

Impressions de Los Angeles

Carol Mann

On dit que L.A. occupe la même superficie que la Belgique, les frites mayonnaise et le Thalys en moins, les embouteillages et les *chocolate chip bagels* en plus. Et surtout – un morcellement invraisemblable, un collage monstrueux, un patchwork des plus insensés où dans un même quartier se côtoient comme autant d'unités étanches des communautés différentes enfermées dans le sens de leur propre ethnie, ainsi que les riches (très très riches) et les pauvres (parfois très pauvres) poussant leurs possessions terrestres dans des caddies – décidément un symbole admirable de l'Amérique. Pourtant, ce n'est pas New York et la différence ne s'arrête pas aux palmiers.

Bien entendu, il y a l'omniprésence du show-business, de ce Hollywood en lettres géantes sur les hauteurs ; la ville mythique, les studios où accourent les touristes, toujours nombreux. L'usine à rêves se poursuit dans les luxueuses villas, les quartiers portant des noms aux résonances magiques de séries télévisées à présent canonisées : Malibu, Sunset Strip, Melrose Place, Mulholland Drive, autant de madeleines cathodiques, savourées par les visiteurs émus, avec le trémolo du souvenir confus. Les anciens soupiraient peut-être de même devant l'évocation seule du Colosse de Rhodes ou du Phare d'Alexandrie. Ici c'est la signalétique des autoroutes qui inscrit ces noms de lieux dans un espace réel tout en éclairant le monde moderne sur ses rêves en celluloïd.

Est-il possible d'y échapper ? Le moindre magasin qui revendique un minimum de respectabilité exhibe fièrement une, voire plusieurs photos, signée(s) de stars pour la plupart obscures qui se sont hasardées à passer la porte. Une bonne partie des passants, surtout jeunes, dans les rues animées donne l'impression d'attendre d'être découverte, découverte sans doute imminente, par un producteur en goguette. Nombre de jeunes hommes (voire de demoiselles) sont nanti(e)s de muscles cultivés en serre, dans ces gymnases où le work-out est possible 24 heures sur 24. Les autres vivent au service de l'industrie, de loin ou de près, des femmes de ménage « hispaniques » (comme on dit pour désigner toute personne née au sud de San Diego) jusqu'aux faiseurs de rondeurs en silicone. Prenons mon amie d'enfance Évelyne, par exemple, anesthésiste de son état, dans le bloc opératoire tous les jours à 7 heures du matin, sans le plus petit droit à l'erreur. Depuis le temps qu'elle endort les stars, cela ne l'impressionne plus du tout – sauf quand ils sont gentils, comme Marlon Brando : le problème principal, c'est de s'assurer que ces astres n'ont pas ingéré/inhalé/fumé/aspiré/injecté des substances qui pourraient compromettre le résultat de l'anesthésie. Sinon, c'est direct au procès, comme me l'expliquait ma voisine de table dans un de ces sensationnels restaurants japonais typiquement L.A. que je recommande à tous, Faiga Goldstein, avocate spécialisée

dans ce qu'elle applique « *medical malpractice* », (c'est marqué sur sa carte) et dont les affaires vont très bien, *thank you very much* ; je lui fais remarquer qu'elle porte le même prénom que la sœur cadette de ma grand-mère ; à la différence que la Faiga de L.A., elle, est noire, pardon *African-American*, svelte et élégante en tailleur lin écru grande classe et sandales à talons aiguille. Ma tante Faiga, inutile de préciser, arborait les bas-varices et les chaussures à lacets façon orthopédique, la spécialité de toutes mes aïeules rhumatisantes originaires de Bendzin et environs, pas glamour pour deux kopecks, et je n'ai pas besoin de vous dire ce qu'elles auraient pensé du *California Hand Roll* (un méga maki au thon épicé, le gefilte-fisch du Soleil Levant californien si on veut). Touchée par la rencontre inopinée avec une Yidene d'outre-Atlantique, accompagnée de sa fille, la belle Faiga californienne veut tout de suite savoir si nous voulons rencontrer des coréligionnaires...

Faiga serait-elle acceptée par ceux du quartier proche de là où nous habitons, Fairfax ? Il y a une concentration incroyable de hassidim, du Mea Sharim 100% Beth Din, les bagnoles et le béton en plus, autant en nage sous le *schtrammel* et les *payes*¹ qu'à Jérusalem. Deux rues plus loin, d'autres communautés sont aussi emmurées dans leur ghetto soigneusement cimenté par leurs propres mains. Ainsi les Coréens et les Mexicains qui occupent des quartiers entiers, avec leurs magasins, restaurants propres où rien n'est traduit en anglais. Il est certes très amusant de faire ses courses dans les différentes localités pour humer l'ambiance de chaque groupe mais, par exemple, une soirée sur Shalom Asch traduit en Coréen, serait du plus mauvais effet....

La chanteuse Madonna se fait désormais appeler Esther et se revendique juive, tendance Kabbale. C'est peut-être ici qu'elle a puisé son inspiration, choisissant la panoplie *hassid* parmi toutes celles qui sont à disposition dans cette ville, comme un rôle qu'on joue pendant une saison avant de passer au suivant. Évidemment, le personnage d'Esther est bien plus sexy que celui de Sarah et ses amours gériatriques ou celui de Ruth et ses flirts écolo, on imagine bien la diva sous les atours de la séductrice biblique qui monnaya ses charmes pour la bonne cause. Faudrait-il lui proposer de s'abonner à *Diasporiques* (voire de le sponsoriser) ? Le comité, à présent averti, en décidera... À propos de lectures pieuses, justement... Je demandais à mes hôtes (une famille afro-américaine, pas celle de Faiga, des amis de longue date) de m'emmener à une de ces églises noires typiques. Et c'est ainsi que je me suis retrouvée à West Angeles Cathedral, une expérience que je recommande vivement à tous nos lecteurs. Imaginez une

¹ Deux éléments (chapeau et papillotes) caractéristiques de la tenue vestimentaire des juifs orthodoxes.



immense rotonde, plus proche du Zénith que de Notre-Dame (ou de la Victoire). Des vitraux abstraits, des écrans géants, un véritable podium, une sono digne du Bataclan et vous commencez à avoir une idée de ce que peut être le lieu de culte majeur de la fine fleur de la communauté noire – dont Stevie Wonder (rencontré, mais oui), Magic Johnson, etc. Sans parler des cinq mille autres fidèles dans leurs plus beaux atours, les jeunettes en tenue disco, les plus âgées mises comme pour un mariage à Deauville, le canotier rouge vif avec voilette assortie en prime, chapeaux, mantilles, dentelles, dorures, les messieurs en costume-cravate. Et puis ça commence – une chorale composée d'une soixantaine de chanteurs et de chanteuses en costume de satin, tout un orchestre, le prêtre flanqué de ses acolytes, on y va. Prières et chants se succèdent, de plus en plus rapides, de plus en plus intenses – le Gospel comme on en a rêvé, des solos par des similis Aretha Franklin, le prêtre qui encourage la participation (et les donations). Et la foule ne se fait pas prier, debout, les mains tendues vers l'autel, à certains moments chacun embrassant ses voisins, à d'autres dansant, chantant (on suit les paroles sur les écrans), certaines femmes sont proches de l'état de transes, surtout quand l'arrivée de Jésus en personne dans la salle est annoncée – cris, gémissements, pleurs : chacun reçoit la présence divine comme il peut. Une fois la salle chauffée à blanc, le prêtre peut commencer son homélie – nos rabbins auraient beaucoup à apprendre, question prestation scénique. C'est une exégèse sur un texte que la salle parcourt, non pas sur les écrans, mais dans la Bible que chacun (plutôt chacune) a emportée et suit, le crayon à la main, pour souligner les passages commentés. Le discours part en flèche, va de paroxysme en paroxysme, soutenu par les musiciens, la salle l'acclame, applaudit, lance des commentaires, *Yea brother, Praise the Lord* et il reprend de plus belle jusqu'à ce que l'auditoire tombe en transes. Les fameux prédicateurs du Moyen Âge et de la Renaissance savaient sans doute enflammer les foules de la même façon. Le message biblique se transforme en réquisitoire contre l'immoralité, la sexualité des clips et des vidéos (« except Mr Stevie Wonder », fait notre Savonarole se tournant vers son illustre fidèle) Nous sommes dans une église qui

fait partie de ce renouveau pentacostal très fort en Amérique Latine et en Afrique. Le message n'est pas franchement progressiste, mais proche d'un certain fondamentalisme, avec une morale stricte fondée sur une lecture littérale de la Bible, et une forte identification à Israël, par ses tribulations et son statut de peuple à qui la révélation est faite. Cela me rappelle une scène dans un roman de Faulkner où celui-ci décrit un cortège d'esclaves libérés, tentant de traverser le Mississippi en imaginant que c'était le Jourdain, entonnant un cantique tout comme cette congrégation, « peuple élu et fier de l'être », du moins le temps d'un dimanche matin.

La ville de Los Angeles constitue un exemple du communautarisme œcuménique poussé à l'extrême, l'opposé de l'intégration à la française. Toute possibilité de conflit semble avoir été évacuée, chaque groupe occupe un minuscule territoire propre, tout en se soumettant à la culture dominante, *the American way of Life* et une structure de privilèges basés uniquement sur les finances qui gommant les différends et les différences. L'identité communautaire tend largement vers un certain folklore des diversités, constitué de modalités de consommation (Nachos chez les uns, Bi Biml b'ab chez les autres, fêtes diverses). Les passerelles sont rares, tout comme la créolisation, notion chère au poète martiniquais Edouard Glissant, qui permettrait la rencontre créatrice des cultures comme manière d'être dans le monde. On ne s'étonne pas de la présence d'une exposition impensable sous cette forme à Paris, dans le très digne Los Angeles County Museum. « Inventing Race, Casta Painting and 18th century Mexico ». Au XVIII^e siècle fut inventée au Mexique une iconographie représentant la mixité des « races » (sans guillemets dans le catalogue de l'exposition), soit les notions de *castizo* (métis, caste), *mulatto*, *mestizo*, *quarтерons* et ainsi de suite, toute une terminologie zoologique de la bâtardise. Des scènes de famille sont montrées, pour expliciter le résultat des unions ; ainsi un gentilhomme espagnol et une métisse (appelée ici *castiza*, *castée*) produisent un petit espagnol : *De espanol et castiza produce espanol*, est inscrit sur le tableau. Cependant malheur au *mulatto* et à la *mestiza*, condamnés à n'engendrer que des *torna atras*, soit des « retours en

arrière », dans une conception proto-darwinienne de l'évolution de l'espèce humaine. L'obsession espagnole de la « pureté de race » qui avait occupé les tribunaux de l'Inquisition depuis deux siècles s'était ainsi exportée dans le Nouveau Monde, avec des accommodements permettant la survie de la société. Après l'extermination des autochtones en Amérique du Nord, raviver les bûchers n'aurait pas été judicieux du point de vue démographique. Reste à méditer sur cette cosmogonie coloniale et sur ses influences sur cette partie du globe... ■



Des scènes de famille sont montrées, pour expliciter le résultat des unions...

Travail de mémoire au collège de Lacaune (Tarn)

Liliane Bat



Lacaune-les-Bains est un gros bourg du Tarn enclavé dans les montagnes. Longtemps il fut un lieu de villégiature pour des curistes attirés par les vertus des eaux de sa source. Les possibilités de logement et son isolement du monde ont fait que ce bourg a été choisi par l'État français comme lieu d'*assignation à résidence* pour des Juifs étrangers, de 1942 à la Libération.

Il y eut à Lacaune deux rafles. En août 1942 furent arrêtés des hommes et des femmes. Et des enfants, immédiatement

séparés de leurs parents. Et puis, le 20 février 1943, on arrêta des hommes adultes et de grands adolescents à partir de seize ans.

Ce *temps des Juifs* comme le nomment certains Lacaunais n'a jamais été oublié, même si longtemps on n'en a guère parlé.

En 1999, la municipalité de Lacaune a érigé un *Mémorial* en souvenir des Juifs déportés du bourg

vers Auschwitz et Maidanek et dont nul n'est revenu. Sur le *Mémorial* sont gravés les noms et les dates de naissance des déportés.

À cette occasion, une Association des amitiés judéo-lacaunaises a été créée. Elle est présidée par Jacques Fijalkow, professeur à la faculté de Toulouse-Mirail, dont le père a été déporté de Lacaune lors de la rafle du 20 février 1943.

Depuis quinze ans qu'elle enseigne au collège de Lacaune, Dominique Calas, professeur d'histoire, n'a cessé de sensibiliser ses élèves à l'histoire du *temps des Juifs*, histoire qui fait partie de leur patrimoine. Elle a même été à l'origine d'une maîtrise d'histoire consacrée aux Juifs assignés à résidence à Lacaune, rédigée par Sandra Marc, une autre historienne locale.

Pour l'année scolaire 2004-2005, Dominique Calas a le projet d'emmener à Auschwitz soixante de ses élèves de troisième. Ceci dans le cadre de son enseignement et du *projet d'établissement*. Elle veut leur faire parcourir jusqu'à Birkenau l'itinéraire suivi par les enfants juifs arrêtés à Lacaune. Le voyage se fera en autocar. Il partira du *Mémorial* où seront lus les noms. Et chaque jeune choisira un de ces noms. Une manière de prêter vie à des absents.

Une demande de subvention pour ce projet a été faite auprès de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*. Il sera pour partie subventionné par les Amitiés judéo-lacaunaises. Sa singularité mérite notre intérêt. À leur retour, les enfants feront une relation de leur voyage à la population de la ville. ■



Photo J. Burko

In memoriam

Le 22 juillet 2004, *Diasporiques* a eu le chagrin de perdre le plus âgé de ses abonnés. **Icko Lichtensztejn** (devenu Lichentin lors de sa naturalisation en 1946), était né la veille de Yom Kippour en 1906 à Slonim, un shtetl actuellement biélorusse qui fut au cœur de la *yiddishkeit* litvak. Emigré en France dans les années 1920, après des études universitaires, il fut jeté sur les routes comme marchand forain par la dépression. Il a eu la chance de survivre à la guerre et d'améliorer sa situation, alors que sa communauté de naissance était exterminée par les nazis. Jusqu'à son dernier jour, ce descendant des *misnakdim*, ce lecteur des philosophes, est resté fidèle aux traditions et aux valeurs de la communauté disparue. Il a su, jusqu'au bout, surmonter l'invalidité du corps usé grâce à la vaillance et à la dignité d'un esprit qu'il avait gardé alerte à force de volonté et d'ouverture au monde. Avec lui disparaît l'un des derniers témoins d'un passé englouti. Il nous reste le *Pinkhas Slonim*, écrit par son frère Kalmon Lichtensztejn. Nous perdons un lecteur, la *yiddishkeit* perd encore un de ses locuteurs naturels.



Un retour à la « Jérusalem du Nord » : la mémoire juive de Vilnius

J. Lipszowicz

Si le nombre dérisoire de Juifs dans Vilnius d'aujourd'hui (quelque sept mille, soit dix fois moins qu'avant la Shoah) ne nécessite pas des mesures d'urgence pour leur logement, il en va autrement pour les lieux de mémoire. La disparition des « litvaks » a laissé un trou béant dans le tissu historique de la Lituanie et de « Vilne ». Les efforts actuels des autorités nationales et municipales tentent de compenser le souvenir désastreux du comportement des Lituanais durant le Génocide (voir le livre de Yves Plasseraud *Les États Baltiques*, recensé dans ce numéro). Ces efforts sont loin d'être suffisants et un antisémitisme sourd est toujours présent, mais il convient de signaler les initiatives positives. Ainsi, la capitale historique de la Lituanie offrira aux visiteurs une « vitrine juive » que la petite communauté actuelle, animée par l'écrivain russophone Grigori Kanovitch, s'efforcera d'animer.

Par exemple, en ce moment, une exposition du peintre Raphaël Chwolès, né à Vilnius en 1913 et mort à Paris en 2002, est présentée à la galerie d'art de la ville. Très jeune, ce peintre a dirigé l'École des Beaux-Arts « Naujoji Vilnia ». Pendant la guerre il s'est réfugié en URSS ; revenu à Vilnius il a consacré une grande partie de son œuvre à peindre, avec beaucoup d'émotion, les ruines du ghetto et à restituer les images de la ville telles qu'elles étaient restées dans ses souvenirs.

Après un séjour de dix ans en Pologne, il émigre à Paris en 1969, comme beaucoup de Juifs chassés alors par l'antisémitisme. Il travaille en France jusqu'à sa mort. ■

La maquette du grand ghetto de Vilnius (Wilno) exécutée par les artisans juifs sur l'ordre de la Gestapo

La municipalité de Vilnius, capitale de la Lituanie, a lancé un programme de restauration du quartier historique juif de la ville. En 2002, un accord avait été signé à cette fin entre la Municipalité et le *Jewish Society Cultural Heritage Support Fund*. La restauration est menée en partie par les propres moyens de la Ville, mais aussi par le biais d'une action inédite : à la fin de l'année dernière, une vente aux enchères a été lancée pour l'attribution de plusieurs parcelles situées le long des anciennes rues juives, notamment Ašmenos, Mésiniu et Dysnos. La vente a été un succès, cinq soumissionnaires ont concouru et le prix final a nettement dépassé les espérances de la municipalité. Selon le cahier des charges, l'adjudicataire a accepté l'obligation de rebâtir à l'identique les anciennes façades et d'allouer une partie des espaces bâtis pour les besoins de l'héritage culturel des Juifs lituaniens. Il s'agit non seulement des maisons habitées par des Juifs durant des siècles, mais aussi des bâtiments communautaires (notamment la « Vieille synagogue », des écoles et des bibliothèques) dont une grande partie ont été détruits durant la Seconde Guerre mondiale, et par dessus le marché, la plupart de ceux qui restaient furent « achevés » dans la période 1955-1957...



D.R.

R. Chwolès : *Les portes de la ville*

Brèves d'ailleurs

Inde/Monde orthodoxe juif : le scandale des perruques

La perruque est un bon moyen, pour les femmes orthodoxes, de combiner pudeur et coquetterie. Une belle perruque, en beaux cheveux naturels, est plus seyante qu'un foulard. Le top de la perruque était fabriqué en cheveux importés d'Inde. Or le rabbin Yosif Sholom Elyashiv, découvrant que ces cheveux étaient coupés lors d'une cérémonie religieuse, édicta un ban sur ces perruques issues de cérémonies idolâtres. Brooklyn fut immédiatement illuminé par des bûchers alimentés par les perruques non casher, pendant que le cours du cheveu hindou chutait, menaçant de faillite toute une industrie locale. La situation est encore très incertaine. Certains rabbins seraient prêts à lever le ban, mais la pression des plus orthodoxes s'y opposerait. Quant aux relations entre hindous et juifs orthodoxes, elles semblaient un temps compromises. Mais, fort heureusement, la plaie infligée par le qualificatif « idolâtre » semble cicatrisable.

Chine : Harbin se lance dans les études juives

Harbin, la capitale du Heilongjiang, province du nord-est de la Chine, en plein boom économique, a décidé de nouer des liens avec les Juifs du monde entier. Le gouvernement provincial a lancé la restauration de deux synagogues et d'une école juive et l'Académie des sciences sociales de la province compte un centre d'études juives. L'histoire juive de Harbin remonte à la fin du XIX^e siècle, lorsque les Juifs de la zone de résidence s'installent dans ce qui est alors une enclave russe, avec les encouragements du tsar qui souhaite peupler cette région. Dans les années 30, Harbin comptait déjà plus de 20 000 Juifs. L'occupation japonaise de la Mandchourie, puis l'occupation soviétique de 1945-1947 suivie de la révolution communiste chinoise eurent raison de la présence juive. Aujourd'hui il semble que les Chinois, fascinés par les succès de la diaspora juive, souhaitent nouer des liens avec elle. D'où l'organisation d'une conférence, qui s'est tenue début septembre 2004, sur l'histoire et la culture des Juifs de Harbin, en présence de chercheurs américains, israéliens, russes, australiens et chinois. Décidément marquée par cette histoire, une autre ville de la même région, Hegang, a fait don de 12 000 \$ à la communauté juive du Birobidjan voisin pour l'acquisition d'ordinateurs...

Costa Rica : la synagogue de la discorde

Alors que la petite république du Costa Rica ne compte que 3 000 Juifs, elle vient de s'offrir une nouvelle synagogue d'une capacité de 1 000 places. Un complexe qui comprend musée, salles pour activités diverses et bâtiments administratifs, recouvert de pierres provenant de Jérusalem. Construite par les orthodoxes, la synagogue a profondément divisé la communauté. Les reproches sont nombreux : trop ostentatoire, elle va renforcer l'idée de la richesse de la communauté juive. D'autant plus que les droits de siège s'élèvent à 4 000 \$ au minimum, dans un

pays où le revenu moyen annuel par habitant est précisément de 4 000 \$. Autre reproche : l'allure de bunker de l'édifice. Alors que le Costa Rica a été jusqu'à maintenant épargné par le terrorisme, ce risque a été totalement intégré dans la conception du bâtiment.

Allemagne : Pas de plaques sur les trottoirs de Munich

Pour commémorer la mémoire des victimes du nazisme, l'artiste Günter Demnig insère des plaques de 10 cm², portant leurs nom, dates et lieux de naissance et de mort dans le trottoir, devant la maison où habitaient ces personnes. Mais l'idée de marcher sur les noms des juifs assassinés, pire, que des néo-nazis y essuient leurs bottes, a suscité l'opposition des Juifs de Munich. Le maire a donc décidé d'arrêter l'opération. Michael Rado, président de la communauté juive de Cologne, approuve pourtant cette initiative. Pour lui, les 1 300 plaques déposées dans sa ville constituent des substituts de pierres tombales. Günter Demnig espère pouvoir aussi intervenir de cette façon à Paris.

Russie : le retour

S'il est un sujet tabou en Israël, c'est bien celui de l'émigration des Israéliens. Nul ne sait combien ils sont, et parmi eux combien d'immigrés récents décident de s'installer ailleurs qu'en Eretz. L'article d'Ina Shapiro dans *Haaretz* (4 juillet 2004) n'en est que plus intéressant. Selon elle, environ 30 000 détenteurs d'un passeport israélien vivraient à Moscou, où ils forment un groupe homogène, de même que les immigrants russes restent entre eux en Israël. Meilleurs salaires, possibilités professionnelles et commerciales plus ouvertes, qualité de vie sont autant de raisons qui les font retourner en Russie. Bonne conscience en plus : l'un de ces ex-expatriés déclare dépenser plus durant deux semaines de vacances à Eilat que le montant des impôts qu'il payait en Israël. Selon les autorités russes 11 000 personnes seraient revenues durant les sept dernières années. Selon des organisations juives on compterait 140 000 anciens immigrants. Mais pour un chercheur, seulement 6% des immigrants russes seraient repartis au cours de 15 dernières années, contre 25% pour les Américains et 16% pour les Français.

M. K.

Roumanie :

On apprend, non sans étonnement, que la Bible n'avait pas été jusqu'à présent traduite en langue des Roms – du moins c'est ce qu'affirment les autorités roumaines qui viennent de procéder à cette traduction. C'est dans le cadre des mesures pour l'intégration des Roms dans la communauté nationale que cet effort a été fait. Il reste à espérer que c'était là le dernier obstacle sur la voie de cette intégration...



Pologne : plus ça change...

Une enquête a été menée par des journalistes polonais à l'occasion de l'entrée de leur pays dans l'Union Européenne. Une seule question : « Qui voudriez-vous avoir idéalement pour voisin de palier » ? Suit une liste dans laquelle il faut choisir.

Les réponses sont intéressantes. Le voisin le plus apprécié serait Américain. Bah ! Mais qui vient en second lieu ? L'Allemand... Décidément, la guerre est loin ; qui a dit que les Polonais étaient rancuniers ? (L'occupation nazie a coûté la vie non seulement à trois millions de Juifs polonais, mais aussi au même nombre de « vrais » Polonais...).

Quant à l'autre bout de l'échelle, ce n'est pas moins instructif. Le voisin le plus redouté serait le Tsigane. Et tout de suite après, le Juif... En vérité contre certains réflexes le temps ne peut rien !

Brèves d'ici



Paris : Musée d'art et d'histoire du Judaïsme

Bruno Schulz, artiste et écrivain : *La république des rêves*.

Le numéro 30 de *Diasporiques* l'annonçait : du 13 octobre 2004 au 23 janvier 2005, le MahJ

(avec le Musée Adam Mickiewicz de Varsovie) présente la première rétrospective parisienne de l'œuvre de Bruno Schulz né en 1892 à Drohobycz et assassiné dans une ruelle du ghetto de cette ville en 1942.

Ponctuée par des autoportraits et des extraits de textes, l'exposition montre la vie et l'œuvre de Bruno Schulz, à la fois peintre et écrivain. *Le Livre idolâtre* (1920-1921), une vingtaine de gravures exécutées suivant la technique du cliché-verre et considérées comme la clé de voûte de toute la création de l'artiste, est présenté dans son intégralité. Quelques centaines de dessins et *La Rencontre*, sa seule peinture à l'huile retrouvée, permettent d'apprécier ses talents de peintre et dessinateur.

« *Le dessin impose des limites plus étroites que la prose* ». On suit les protagonistes du *Livre idolâtre* dans *Les Boutiques de cannelle* et *Le Sanatorium au croque-mort*, livres auxquels l'écrivain doit sa célébrité en France.

L'exposition se termine par un espace documentaire où on peut écouter des textes de Bruno Schulz, consulter des publications originales, regarder des photos et l'évocation des fresques que l'artiste réalisa pour le fils de Landau, le SS qui l'avait pris à son service dans le ghetto de Drohobycz (voir l'article de B. Cosic, p. 43).

Pendant toute la durée de l'exposition on pourra aussi voir un ensemble de photographies prises entre 1992 et 2004 par Marc Sagnol sur les lieux où Schulz a vécu. Cet excellent photographe français se passionne pour la mémoire juive de Pologne. Son reportage éclaire la dualité de l'univers dans lequel le peintre-écrivain a évolué.

Dimanche 17 octobre, de 10h à 20h, dans le cadre de *Livre en Fête*, une rencontre : *Le Monde de Schulz*, succession de tables rondes et de projections de films. (Journée dédiée

à Jerzy Ficowski, le grand découvreur de Schulz). Le dimanche 7 novembre, à partir de 14h, *Schulz à l'écran* présentera une série de films, autour de la vie et l'œuvre de l'artiste. Le mercredi 5 janvier à 20h30, Patrice Chéreau lira des extraits de l'œuvre de Schulz.

- Le MahJ et l'Institut du Monde arabe s'associent pour proposer deux ateliers en octobre 2004 : « *Juifs et musulmans* »/« *Musulmans et juifs* », destinés aux jeunes du CM1 à la quatrième. À la découverte des richesses d'un patrimoine partagé par ces deux cultures.

- Le Musée offre beaucoup d'autres activités, notamment une journée consacrée aux fêtes de Hanouca, de Pourim et de Shavouot, le dimanche 12 décembre. ☎ : 01 53 01 86 53.

Le Centre Medem (Cercle Amical-Arbeiter-Ring; 52 rue René Boulanger, 75010 Paris. Tel: 01 42 02 17 08) organise le dimanche 10 octobre 2004 une journée d'hommage à Oser Warszawski, grand écrivain yiddish, assassiné à Auschwitz le 10 octobre 1944. De 11h à 19 heures : exposition de documents photographiques, de dessins et d'aquarelles d'Oser Warszawski. À 15 heures, une table ronde avec Rachel Ertel, Lydie Lachenal, Irène Boyer, Bernard Vaisbrot et Henri Rozencwajg, (modérateur Fania Perez.), sous le titre : *L'importance et la modernité de l'œuvre littéraire d'Oser Warszawski*.

Lectures de textes et échanges avec le public ; partie artistique avec Jaroslava Marek, chanteuse, Thérèse Spector, pianiste, et Pierre Pelliard, récitant (la suite du programme de Centre ne nous est pas parvenue au moment où nous mettons sous presse).

La Maison de la culture yiddish (18 passage Saint-Pierre-Amelot, Paris XI^e, tel : 01 47 00 14 00) amorce sa troisième année de fonctionnement dans ses nouveaux locaux et offre à ses adhérents de très nombreuses activités culturelles et ludiques. Il nous est impossible de reproduire ici ce programme dans son entier ; cela va des cours de la langue (sept niveaux) aux ateliers de cuisine, de théâtre, de chants... Plus des spectacles, des rencontres, des séances de cinéma, des conférences etc. À noter une activité d'édition, où la Maison s'efforce de palier les absences des autres éditeurs.

Nouvelles du monde sépharade :

L'Association des Amis de la *Lettre Sépharade* organise le dimanche 3 octobre, de 12 h 30 à 18 heures, une séance de rentrée qui commence par un déjeuner « Komida turkina, komo ande mozotros » et ambiance musicale au restaurant « Les Diamantaires ». On s'inscrit d'urgence auprès d'Annette (01 44 94 01 27).

Marlène Samoun chantera le 13 octobre pour les Toulousains, à la M.J.C. 9 rue de Gascogne, à 21 heures : « Traditions musicales séphardies », avant de revenir le 27 octobre et le 24 novembre à la « Vieille Grille » à Paris.

J.B.



Pour briller en société, même après l'été...



Les réflexions et aphorismes publiés dans notre numéro 30 ont eu un franc succès, ce qui amène la rédaction à poursuivre cette rubrique même au-delà de la période estivale. Puissent-ils vous aider à franchir les affres de la rentrée !

La sottise humaine :

L'alcool bu avec modération n'est pas nocif, même en grandes quantités. (dicton polonais).

Personne ne lit. Ceux qui lisent, ne comprennent rien. Ceux qui comprennent, oublient. (S. Lem, écrivain polonais)

Si lors d'un choc entre une tête et un livre cela sonne creux, est-ce toujours la faute du livre ? (Georg Christoph Lichtenberg, satiriste allemand)

Le premier homme qui compara la femme à une fleur était un grand poète, mais le suivant n'était qu'un ballot. (Heinrich Heine)

Si on pille un seul auteur, c'est un plagiat, mais si l'on en pille plusieurs, il s'agit d'une étude scientifique. (Wilson Mizner, écrivain américain).

Lorsque la bêtise est une explication suffisante, il n'est pas utile d'en chercher d'autres. (Arthur Bloch, in *Les lois de Murphy*)

Deux choses sont infinies : l'univers et la sottise humaine, encore que pour l'univers, j'aie des doutes. (A. Einstein)

Il vaut mieux être un Socrate insatisfait qu'un imbécile content. (John Stuart Mill)

Ne dis pas tout ce que tu sais, mais sache toujours ce que tu dis. (Matthias Claudius, poète)

Aie le courage de te servir de ta propre tête ! [Ou, autre traduction, « Pense par toi-même ! »] (Emmanuel Kant)

Seigneur, ne me laisse pas croire qu'il me faut toujours et partout avoir un avis sur toute chose. (saint Thomas d'Aquin)

La sagesse humaine :

Dans les cas de conscience il n'y a pas de place pour les droits de la majorité. (Mahatma Gandhi)

La paresse est la mère des inventions. (A. Slonimski, poète)

Tout ce dont j'ai envie est soit immoral, soit illégal, soit fait grossir. (Alexander Woolcott, journaliste américain)

L'optimiste prétend que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, le pessimiste craint que ce soit vrai. (James Branch Cabell, écrivain)

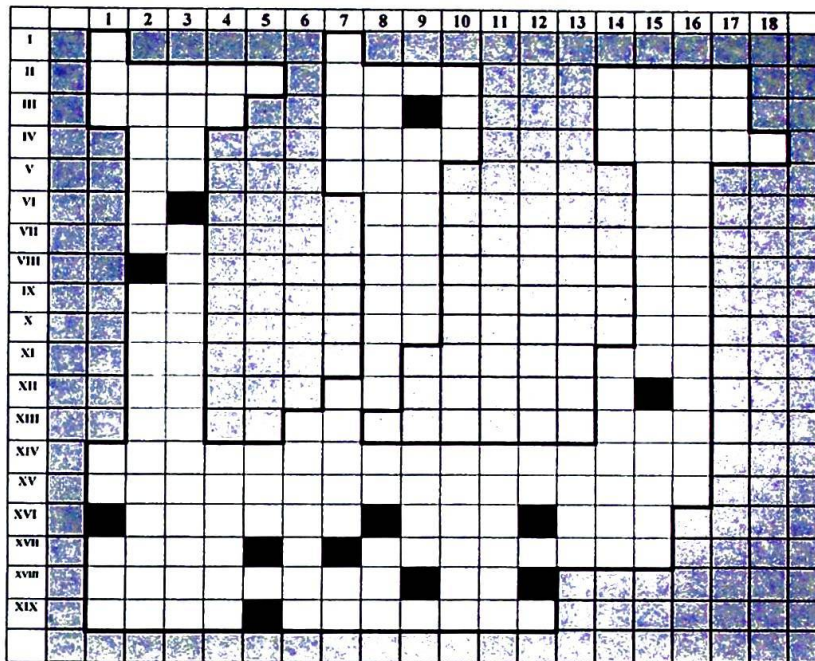
Les paroles du sage se contredisent toujours. (Lao-Tseu)

La tristesse ne naît jamais de la bêtise, mais chez l'homme sage. (Euripide)



Mots shinés*

Philippe Lazar



* *Diasporiques* ne suit pas nécessairement l'ordre traditionnel de l'aleph-beth !

Horizontalement

- II – L'Italie, la Suisse et l'Autriche ne sont pas à la hauteur de la France en la matière. Retournement de satellite. Attachas.
 III – Arrose la France sous Mendès. Arrose la Botte. Prépare un fruit non cacher.
 IV – Oui dire ailleurs, renforcer oui ici. Iesus Nazarenus Rex Iudaeorum. D. est pour lui une hypothèse superfétatoire.
 V – Gardien des concessions. De 5,5 à 19,6. Note ou à l'eau.
 VI – Annonce une condition anglaise. Manque à « mais où donc est Nicar ? »
 VII – Valeur refuge. Au début de l'office. Tel que filmé.
 VIII – Permet de mesurer la Muraille. Introduit la licence.
 IX – Doublé dans une préposition. Préposition. Notation commerciale.
 X – Conjonction. Négation. Borne tout total.
 XI – C'est-à-dire très latin. Affirme son innocence.
 XII – Non significatif. Démonstratif.
 XIII – Deux fois dans un cercle. Participe gai mais tout retourné. Rend tout égal.
 XIV – Inconditionnels de l'anti-laïcité.
 XV – Choix politique légitime mais conduisant parfois à des amalgames qui le sont moins.
 XVI – Vraiment désolée. La médecine en serait toujours un dit-on. Choix référendaire.
 XVII – Il faut une clé pour l'ébranler. Flûtes qui ont de la bouteille.
 XVIII – Ceux du temps laissent des traces irréversibles. Romains.
 XIX – Vieilles vaches. D.

Verticalement

- 1 – Cicatrice. Note. Gratteur impénitent.
 2 – Cousin du yiddish au Sud. Le métro, les lilas et lui et lui...
 3 – Chanteuse et chanteur. Elle parle en son nom.
 4 – Fait la liaison. Un mot-clé du langage crémiézien.
 5 – Surtout ne jamais en manquer !
 6 – Plonge.
 7 – Pause consentie. À retourner en la faisant sauter. Conjonction.
 8 – Choix politique de moins en moins crédible, hélas ! Négation. Sort de sa réserve.
 9 – Délicat ou tout simplement produit par extractions successives. Juste avant le spectacle.
 10 – S'impose à tous. Alliage historique défensif-offensif.
 11 – Son culte est la forme la plus élevée de l'adoration, réservée à D. (Ou : enrichissez votre vocabulaire grâce aux mots shinés !).
 12 – Personnel.
 13 – Terre promise et disputée.
 14 – Épouse de Jacob. Raz-de-marée si puissant qu'il s'est auto-bouleversé.
 15 – Le regard en dedans. Prépare l'avenir sur le terrain.
 16 – Défaut de ramonage des vaisseaux.
 17 – A ouvert l'école aux filles.

Le Cercle Gaston-Crémieux



L'antisémitisme, encore et toujours...

Le troisième trimestre de l'année 2004 a été marqué par une forte agitation autour du thème des violences antisémites en France. Certes ces actes odieux existent, rappelant douloureusement un passé détestable. Beaucoup d'entre nous avons néanmoins le sentiment qu'un piège se referme autour de nous. Prendre le parti de crier « au loup » à tout propos et hors propos nous semble en effet la plus dangereuse des options. Le Cercle a pris nettement et publiquement position à ce sujet le 14 juillet dernier en publiant un communiqué de presse suggérant l'instauration d'un moratoire en termes de médiatisation de tels actes. Nombreux ont été nos adhérents ou sympathisants à nous faire part de leur accord à ce propos. Mais la presse, dans son ensemble, a superbement ignoré ce communiqué... Et il aura fallu attendre le début septembre pour qu'un quotidien de qualité – en l'occurrence *La Croix* – prenne conscience du caractère précurseur de notre prise de position et donne la parole au président du Cercle en lui posant « la question du jour » :

Rappel : Le Cercle Gaston-Crémieux, du nom d'un Communard marseillais fusillé en 1871, a été créé en 1967 par un groupe d'intellectuels de gauche : J. Huppert, G. Isotti-Rosowsky, C. Lanzmann, P. Lazar, J. Lebar, R. Marienstras, L. Poliakov, O. Rosowsky, R. Thalmann, P. Vidal-Naquet et R. Visocékas. Il regroupe des Juifs et des non-Juifs désireux d'affirmer la légitimité d'une existence juive diasporique en dehors de la synagogue et du sionisme. Il agit de diverses façons : ateliers, réunions-débats, communiqués de presse, etc. et il a créé la revue trimestrielle *Diasporiques*.

Comment réagir face à des actes présumés antisémites ? (La Croix, 1^{er} septembre 2004). Et que du coup Le Monde nous cite (Le Monde, 3 septembre 2004).

Entre temps nous avons eu droit aux fameuses déclarations de Sharon invitant les Juifs français, hautement menacés, à faire leur aliya. Là encore nous avons réagi, par une circulaire qui nous a valu elle aussi de très nombreuses approbations.

Nous ne pourrions manifestement pas en rester là car l'agitation évoquée a toutes chances de perdurer. Aussi comptons-nous mettre à l'ordre du jour des réunions du Cercle, au cours des derniers mois de 2004, une réflexion approfondie et surtout à visée opérationnelle à ce propos, dans la ligne d'ores et déjà amorcée par nos prises de position.

Autres activités du Cercle

Au cours de l'année 2004-2005 seront notamment abordées les questions relatives

- à notre positionnement politique (la rédaction d'un opuscule synthétisant les travaux de la commission de « réflexion sur la gauche » est bien engagée)
- à la redéfinition de notre positionnement idéologique dans le cadre européen (l'opuscule relatant les travaux du colloque organisé avec l'Union des Progressistes juifs de Belgique, le 9 mai dernier à Lille, est diffusé en tant que supplément à ce numéro de *Diasporiques*).

En ces temps de fêtes juives traditionnelles, réfléchissez à leur signification historique et culturelle... Lisez et offrez

Temps juif, lecture laïque

Une publication du
Cercle Gaston-Crémieux
Ed. Liana Levi, Paris, 1995
180 p. 15 euros.

Communiqué de presse du 14 juillet 2004 : pour un moratoire de la surmédiatisation des actions antisémites

Peut-être la consternante fausse agression du RER D aura-t-elle le mérite d'attirer enfin l'attention des médias, des pouvoirs publics et de la population sur les risques inhérents à la surmédiatisation des violences racistes et antisémites ? Si l'on doit se féliciter de l'indignation généralisée que ces violences suscitent, la publicité intense qui leur est trop souvent donnée ne peut hélas que favoriser des « passages à l'acte » de diverses natures.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme comporte impérativement un volet de répression, qui ne peut être que d'une extrême sévérité. Elle doit aussi et avant tout être préventive, et toute prévention passe par un effort éducatif en profondeur. Les chocs médiatiques répétitifs évoqués sont-ils, tant en termes de répression que de prévention, la meilleure façon d'agir ? On peut fortement en douter et, dès lors, ce serait aujourd'hui un acte civique et de responsabilité que de convenir collectivement non point de faire le silence sur ces agissements indignes mais d'éviter de tomber dans le piège récurrent d'en faire, à toute occasion, la « une » de la presse écrite ou audiovisuelle. Cessons de jouer avec le feu !

Pour tout renseignement sur le Cercle Gaston-Crémieux et son fonctionnement ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à son secrétaire Jacques Burko, 56, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris (ou de préférence par courriel adressé à :

jbburko@wanadoo.fr

Le site Web du Cercle :
www.cercle-gaston-cremieux.org